Au service
des peuples
et des nations

Programme des Nations Unies pour le Développement

DES OMD AU DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR TOUS

CE QUE NOUS AVONS RETENU DE 15 ANNÉES DE PRATIQUE

Copyright © 2016 Programme des Nations Unies pour le Développement

Tous droits réservés.

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans plus de 170 pays et territoires, nous mettons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Programme des Nations Unies pour le Développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

MAQUETTE: Suazion, Inc. (suazion.com)

Au service des peuples et des nations

DES OMD AU DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR TOUS

CE QUE NOUS AVONS RETENU DE 15 ANNÉES DE PRATIQUE

Novembre 2016

Programme des Nations Unies pour le Développement

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS vi

AVANT-PROPOS vii

RÉSUMÉ ANALYTIQUE 1

RÉUSSITES ET ÉCHECS DES OMD 12

1.1 TÉMOIGNAGES DE L'IMPORTANCE DES OMD 13

1.2 LE PNUD, CATALYSEUR DE L'AVANCÉE DES OMD 16

1.3 LES MISSIONS INACCOMPLIES DES OMD 18

LES ENSEIGNEMENTS RETENUS DE LA MISE EN ŒUVRE DES OMD 24

2.1 LE PLAIDOYER ET LA COMMUNICATION EN FAVEUR DES OMD 25

2.2 L'ADAPTATION DES OMD AUX CONTEXTES LOCAUX 29

2.3 RÉALISATION ET ACCÉLÉRATION DE L'AVANCÉE DES OMD 38

2.4 LE SUIVI ET LA COMMUNICATION DES RÉSULTATS DES OMD 46

ENCADRÉS

ENCADRÉ 1.1 : RENFORCEMENT DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE DES FEMMES RURALES AU NÉPAL AVEC LE SOUTIEN DU PNUD 17

ENCADRÉ 2.1: QUELQUES RÉSULTATS IMPORTANTS DES CAMPAGNES EN FAVEUR DES OMD 27
ENCADRÉ 2.2: LE PLAIDOYER EN FAVEUR DES OMD DANS LES COMMUNAUTÉS LOCALES 28
ENCADRÉ 2.3: LE RÉGIME DE SUBVENTIONS CONDITIONNELLES AU NIGÉRIA 33
ENCADRÉ 2.4: LE GHANA REPÈRE LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DE LA MORTALITÉ MATERNELLE 37
ENCADRÉ 2.5: LE CADRE D'ACCÉLÉRATION DE LA RÉALISATION DES OMD 38
ENCADRÉ 2.6: PAYS ATTRIBUANT LES PROGRÈS AU REGARD DES OMD À DES FACTEURS D'ACTION DÉTERMINANTS 44
ENCADRÉ 2.7: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS STATISTIQUES 47
ENCADRÉ 2.8: EXPÉRIENCE DES SOURCES DE DONNÉES NON TRADITIONNELLES DES PAYS 48
ENCADRÉ 2.9: EXPÉRIENCE DE PAYS : DONNÉES VENTILÉES 50
ENCADRÉ 2.10: LES RAPPORTS NATIONAUX DE PROGRÈS SUR LES OMD : DES OUTILS POUR LE CHANGEMENT 50

ENCADRÉ 3.1: QUELLE EST L'ORIGINE DES OMD ET DES ODD ? LES OBJECTIFS MONDIAUX DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE 63

ENCADRÉ 4.1: STRATÉGIE DE SIMPLIFICATION, D'ACCÉLÉRATION ET DE SOUTIEN AUX POLITIQUES DE L'ONU (MAPS) 66

TABLEAUX

TABLEAU 3.1: DIFFÉRENCES ENTRE LES OMD ET LES ODD 54
TABLEAU 3.2: ACTIONS QUI MAXIMISENT L'IMPACT DES OBJECTIFS MONDIAUX 56

3 LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES OMD POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 52

3.1 AMÉLIORER LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS MONDIAUX DANS LA PRATIQUE 53

3.2 NOUVEAUX DÉFIS ET NOUVELLES POSSIBILITÉS 60

4 LA MISE EN ŒUVRE DES OMD 65

RÉFÉRENCES 75

ANNEXES

ANNEXE 1. RAPPORTS NATIONAUX SUR LES OMD CONSULTÉS POUR CE RAPPORT 79

ANNEXE 2. OBJECTIFS, CIBLES ET INDICATEURS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT 80

ANNEXE 3: OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 83

ANNEXE 4: PAYS QUI ONT ADOPTÉ LE CADRE D'ACCÉLÉRATION DE LA RÉALISATION DES OMD 84

FIGURES

FIGURE 1.1: L'EXTRÊME PAUVRETÉ 13
FIGURE 1.2: L'ÉDUCATION PRIMAIRE 13
FIGURE 1.3: LA MORTALITÉ DES ENFANTS 14
FIGURE 1.4: L'ACCÈS À L'EAU 14
FIGURE 1.5: AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE, 1960-2014 15
FIGURE 1.6: POPULATIONS VIVANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ DANS LE MONDE ET PAR RÉGION, 1990-2012 15
FIGURE 1.7: L'INÉGALITÉ DANS LE MONDE 19
FIGURE 1.8: VISUALISATION DE LA RICHESSE MONDIALE 19
FIGURE 1.9: CROISSANCE DU REVENU MOYEN DES 40 % LES PLUS PAUVRES PAR RAPPORT À LA POPULATION MONDIALE 20
FIGURE 1.10: LA PROPORTION DE FEMMES PAR RAPPORT AUX HOMMES DANS LE QUINTILE INFÉRIEUR DES MÉNAGES 21
FIGURE 1.11: RÉUSSITES ET ÉCHECS DE L'OMD 7 22
FIGURE 1.12: RÉDUIRE DE MOITIÉ LA PAUVRETÉ NATIONALE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : PLUS NOUS ATTENDRONS, PLUS LA TACHE SERA DIFFICILE 23

FIGURE 2.1: ADAPTATION NATIONALE DES CIBLES PAR THÈME DES OMD 25
FIGURE 2.2: FACTEURS DE RÉUSSITE POUR DES PARTENARIATS EFFICACES APRÈS 2015 43
FIGURE 2.3: VENTILATION DES DONNÉES SUR LES POPULATIONS ROMS EN BOSNIE-HERZÉGOVINE 49
FIGURE 2.4: RAPPORTS OMD DE PAYS RÉALISÉS ENTRE 2001 ET 2015, PAR RÉGION 51

FIGURE 3.1: LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES FONT PESER UNE LOURDE MENACE SUR LE DÉVELOPPEMENT 61

FIGURE 4.1: RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD 67
FIGURE 4.2: RÉALISER LES ODD : UNE APPROCHE IMBRIQUÉE 70

Le Secrétaire général Ban Ki-Moon intervient au Global Citizen Festival à Central Park, New York, le deuxième jour du Sommet des Nations Unies sur le développement durable, à l'occasion duquel les dirigeants mondiaux ont adopté les ODD. UN PHOTO/ESKINDER DEBEBE

REMERCIEMENTS

Le présent rapport est une réalisation de l'Équipe Développement durable du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ce travail n'aurait pas été possible sans la décision de 55 pays, dans le monde entier, de publier des rapports nationaux sur les OMD entre 2013 et 2015. Nous tenons à remercier les gouvernements, les parties prenantes et les équipes de pays des Nations Unies qui ont mené de concert, dans de nombreux pays, une réflexion franche sur les réussites et les échecs de l'ère des OMD.

Sont remerciés pour la préparation du présent rapport les membres de l'équipe du groupe Planification du développement et croissance inclusive du PNUD : Babatunde Omilola (chef d'équipe), Sarah Renner, Almundena Fernandez et Devika Iyer. Nik Sekhran, Directeur et Chef de groupe professionnel pour le développement durable, et Magdy Martinez-Soliman, Sous-Secrétaire général de l'ONU, Administrateur adjoint du PNUD et Directeur du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes ont encadré sa réalisation.

Le rapport a bénéficié des contributions, corrections et suggestions de Shantanu Mukherjee, Renata Rubian, Tim Scott, Gail Hurley, Luisa Bernal, Pedro Conceicao, Rosemary Kalapurakal, Jamison Ervin, Coumba Fofana, Mansour Ndiaye, Nathalie Bouche, Joseph D'Cruz, George Bouma, Gonzalo Pizarro, Sheila Marnie et Lotte Drieghe. Georgina Wilde, Julia Dudnik Stern (Suazion), Lance W. Garmer et Khin Khin Kyaw ont participé à la rédaction, à la maquette et à l'encadrement de la production.

AVANT-PROPOS

L'humanité continue de se heurter à un nombre écrasant de difficultés, du creusement des inégalités et de la pauvreté chronique, aux conflits persistants, aux maladies contagieuses, aux changements climatiques et à la dégradation rapide de l'environnement. Des ripostes inadéquates ont accru notre vulnérabilité. Les plus touchés sont les plus démunis : ceux qui dépendent le plus des écosystèmes et qui sont le moins à même d'exercer leurs droits à la sécurité humaine, au développement, à l'expression et à la dignité.

Dans ce contexte, deux faits marquants nous donnent une raison d'espérer. En septembre 2015, les États membres de l'ONU ont unanimement adopté un nouveau programme ambitieux de développement. *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030* (Programme 2030) définit 17 objectifs de développement durable (ODD) à réaliser par tous les pays et toutes les parties prenantes à l'horizon 2030. Deux mois plus tard, à Paris, 195 pays parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ont conclu le premier accord universel sur le climat. Ces deux accords traduisent la volonté des dirigeants et des populations du monde entier d'améliorer les vies et l'avenir de la planète que nous partageons.

Les actions que nous menons aujourd'hui doivent être à la hauteur de nos engagements. À la date de rédaction de ce rapport, les perspectives sont encourageantes. L'Accord de Paris sur le climat est ratifié et sur le point d'entrer en vigueur. Au Nord comme au Sud, certains pays ont déjà enclenché la réalisation des ODD. Ce rapport soutient que rien ne sert de reprendre à zéro.

La mission des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) des 15 dernières années démontre qu'un changement progressif est possible grâce aux Objectifs mondiaux. Les OMD ont aidé à sortir plus d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, à réduire considérablement le nombre de victimes de la faim et de maladies évitables, à scolariser un nombre sans précédent de filles et de garçons. Face à des cibles claires et mesurables, la solidarité s'est renforcée, les esprits se sont focalisés, les dirigeants et les populations se sont attelés à la résolution des problèmes.

La réussite des OMD peut être en partie attribuée à la conviction très répandue que partout, et en particulier parmi les populations pauvres, le progrès nous enrichit tous ; parce qu'il suscite la paix et la prospérité, mais aussi parce qu'aucune autre ligne de conduite ne serait acceptable. Il s'agit aujourd'hui de raviver cette conviction commune afin de faire avancer le progrès dont nous avons besoin pour construire un avenir meilleur.

Ce rapport se propose de faire la lumière sur les moyens concrets d'appliquer les ODD à cette fin. Il repose sur les enseignements tirés de plus de 50 rapports nationaux récents sur les OMD,[1] préparés par des gouvernements et des acteurs directement impliqués dans les OMD, en cours de transition vers les ODD dans de nombreux cas. Ses recommandations sont éclairées par l'expérience du PNUD, qui est intervenu auprès de plus de 140 pays dans le cadre de la réalisation des OMD. Témoin direct des réussites des OMD, le PNUD est de mieux en mieux placé pour aider ses partenaires à utiliser les Objectifs mondiaux pour:

- Parvenir à un consensus national en faveur d'un changement progressif, important à l'échelle locale;
- Donner aux communautés pauvres et défavorisées les moyens d'être entendues et d'obtenir des réponses;

1. En avril 2016, 55 pays avaient rédigé des rapports nationaux sur les OMD en 2013 ou plus tard.

- Attirer un soutien international, forger des partenariats et des coalitions en faveur du changement;
- Appeler l'attention sur les inégalités et autres obstacles fondamentaux au progrès;
- Tirer les enseignements de la pratique et adapter les initiatives jusqu'à ce qu'elles donnent les résultats voulus;
- Financer et développer des initiatives à effet catalyseur pour faire avancer plusieurs objectifs.

Les premiers pas ont eu une importance vitale. Dans les pays où les premières actions en faveur des OMD ont donné un sens aux Objectifs mondiaux au niveau local, les dirigeants ont généralement engagé des changements audacieux ; les entreprises, les associations locales et les populations ont généralement contribué ; et les partenaires internationaux ont généralement apporté une aide solide et à long terme. Les résultats ont amélioré les vies, aboutissant dans certains cas à des avancées remarquables du développement humain.

Compte tenu de l'écart entre les ambitions du nouveau programme mondial de développement et l'action collective menée à ce jour, nombreux sont ceux qui restent peu convaincus des perspectives des ODD. Ce n'est cependant pas la première fois que le monde se donne des objectifs à atteindre en dépit de tous les obstacles. Les enseignements tirés des OMD nous donnent la possibilité de bien appréhender les ODD dès le départ et de réaliser ainsi des progrès plus rapides et plus audacieux. D'où l'importance de ce rapport : il indique des moyens concrets de stimuler un changement transformateur par le biais des ODD.

Grâce aux consultations et aux activités de proximité menées par l'ONU, les populations se sont mobilisées derrière les ODD beaucoup plus tôt et en beaucoup plus grand nombre. Plus de 10 millions d'individus, d'experts et de dirigeants ont fait part de leurs priorités pour le programme des ODD. Il est à espérer que ce mouvement en faveur du changement, allié à des améliorations de la pratique – dont certaines sont recommandées dans ce rapport – pourra aboutir à une mise en œuvre pus efficace.

Nous encourageons les professionnels, les responsables de l'action de sensibilisation et les dirigeants, de tous les milieux, à utiliser ce rapport pour tirer les enseignements de la pratique des OMD et les appliquer à leur contexte. Les enjeux ne sauraient être plus graves. Le monde ne peut pas se permettre de ne pas saisir cette occasion d'éliminer la pauvreté et les souffrances inutiles, d'améliorer les vies et de sauvegarder l'avenir de la planète dont nous dépendons tous.

Magdy Martinez-Soliman

Sous-Secrétaire général des Nations Unies

Administrateur adjoint et Directeur
du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes du Programme des Nations Unies pour le Développement

Près de 400 dirigeants du monde entier se sont réunis à New York pour le Sommet mondial des jeunes dirigeants afin d'exprimer leur engagement à faire de la Déclaration du Millénaire une réalité en réalisant ensemble les objectifs du Millénaire pour le développement. UN PHOTO/EVAN SCHNEIDER

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Depuis leur adoption en 2000, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont contribué à sortir plus d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, à diminuer le nombre de victimes de la faim chronique, le nombre de décès et de maladies évitables, à scolariser plus de filles et de garçons que jamais. Dans toutes les régions du monde, les populations vivent aujourd'hui en meilleure santé, ont un plus haut niveau d'instruction et sont plus prospères que jamais.

Un nombre impressionnant d'individus ont participé aux campagnes, aux stratégies et aux initiatives qui ont rendu possible l'avancée des OMD. Leur participation et les plus de 10 millions de personnes qui ont pris part aux consultations menées par l'ONU sur le programme qui succède aux OMD attestent de l'importance accordée aux Objectifs mondiaux. Elles témoignent du fait que les OMD sont généralement parvenus à éveiller l'intérêt des populations et à mettre en évidence les priorités communes.

Les populations ont voulu un programme pour l'après-2015 qui ravive l'espoir d'un avenir meilleur, qui tire les enseignements des OMD et qui soit à leur hauteur. En réponse à ces attentes, les États membres de l'ONU ont adopté un nouveau programme ambitieux en septembre 2015. Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), fixe 17 objectifs de développement durable (ODD) à réaliser par tous les pays et toutes les parties prenantes à l'horizon 2030. Jamais auparavant les dirigeants du monde ne se sont ainsi engagés à une action commune couvrant un programme aussi vaste et universel.

Les ODD ont cela de différent qu'ils mettent l'accent non seulement sur des solutions techniques et financières, mais aussi sur une autre façon de faire les choses. Le nouveau programme prend acte du fait que les solutions se dégagent lorsque les résultats sont remis en question, que les politiques appropriées sont adoptées et que les institutions transformées. Les ODD reconnaissent que tous les pays ont des problèmes à résoudre et des contributions à apporter, en fonction de leurs capacités.

Les ODD ont pris effet au début de 2016 et sont en cours de mise en œuvre dans de nombreux pays. Ce rapport soutient qu'il est inutile de tout reprendre à zéro. La mission des OMD des 15 dernières années nous a appris que les Objectifs mondiaux peuvent stimuler et maintenir le progrès, et concrétiser ainsi le changement à grande échelle. Elle laisse entendre que beaucoup dépend du contexte, des politiques et des pratiques de mise en œuvre. Les OMD introduits dans le discours populaire, par le biais de mouvements nationaux, de campagnes, de plateformes politiques et autres, ont eu un effet plus significatif. De même, dans les pays où, au lieu de servir de cadre rigide, ils ont ouvert aux agents du changement de nouvelles possibilités pour:

Des milliers de personnes arrivent à Brasilia pour la Marcha das Mulheres Negras 2015 – une manifestation pour les droits, la justice, la liberté, la démocratie et le bien-être. PNUD BRÉSIL/TIAGO ZENERO

- Attirer l'attention sur les besoins locaux;
- Parvenir à un consensus sur les priorités;
- Obtenir un soutien international et une mobilisation locale;
- Harmoniser les actions fragmentées;
- Rendre le progrès (ou l'absence de progrès) plus visible ; ou
- Exiger des dirigeants qu'ils tiennent leurs engagements.

Les agents du changement des communautés et des pays du monde entier, avec le concours du PNUD et d'autres organisations, ont appris à exploiter les OMD dans ce sens. Grâce à l'amélioration des données, des partenariats, des systèmes et des institutions, la pratique des OMD a gagné en efficacité, en réactivité et en cohérence. Les résultats s'en sont trouvés accélérés et élargis avec, en particulier, l'amélioration des taux de survie maternelle et infantile, une hausse de la scolarisation et de la parité des sexes dans les écoles primaires et une baisse de la prévalence du VIH [1].

Sans cette expérience, il est peu probable que les pays se lanceraient aujourd'hui dans un programme comme celui des ODD. L'acceptabilité politique, l'ambition et le thème central du programme des ODD, sont nés principalement de l'expérience des OMD – tant positive que négative – dans les pays, ainsi que de leur inquiétude grandissante face aux effets des changements climatiques, aux inégalités et à la dégradation de l'environnement. De nombreux pays avaient anticipé ou poursuivaient des objectifs comparables aux ODD avant 2015 et ont pu définir rapidement la voie à suivre pour les atteindre.

Le monde ne peut pas se permettre de partir sur des bases entièrement nouvelles avec les ODD ; il doit tirer parti des progrès accomplis dans le cadre des OMD. Les ODD ne pourront être réalisés qu'à condition que les dirigeants résistent à la tentation de repartir de zéro. Nombreux sont les pays qui l'admettent et adaptent les stratégies déjà en place et les institutions qui ont fait avancer la réalisation des OMD. Ils doivent déterminer, hiérarchiser et maintenir les initiatives fructueuses, ajuster celles qui sont au point mort et, en même temps, renforcer les capacités fondamentales, mobiliser toutes les ressources possibles et mettre en œuvre les politiques visionnaires dont les ODD ont besoin.

Les ODD ne pourront être réalisés qu'à condition que les dirigeants résistent à la tentation de repartir de zéro.

Le présent rapport se propose de les aider en synthétisant les principaux enseignements de l'ère des OMD, dégagés des rapports nationaux sur les OMD réalisés par les gouvernements et les parties prenantes eux-mêmes. Entre 2013 et 2015, 55 pays ont publié des rapports nationaux de progrès sur les OMD, dont chacun fait le point sur l'ensemble de l'expérience des OMD dans le pays en question. Un grand nombre de ces rapports présentent les enseignements aujourd'hui appliqués à la mise en œuvre des ODD. La plupart confirment les conclusions tirées par le PNUD de sa propre expérience de la réalisation des OMD aux côtés des plus de 140 pays qu'il a épaulés.

Bien que ses recommandations puissent être utiles à la mise en œuvre des ODD dans les pays à revenu élevé, le présent rapport porte principalement sur les pays à faible revenu et les pays en développement, conformément au mandat du PNUD. Il dégage de la perspective exceptionnelle du PNUD des enseignements et des recommandations pour la mise en œuvre des ODD, en quatre sections:

1. La première, une réflexion sur les réussites et les échecs des OMD, met en évidence les preuves de leur influence positive et les missions inaccomplies.
2. La deuxième rend compte des enseignements retenus du plaidoyer en faveur des OMD, de leur adaptation au contexte local, de leur réalisation et de leur suivi,[2] en indiquant ce qui a contribué à la réussite de chaque élément.
3. À partir de là, la troisième section met en avant quatre façons d'obtenir des résultats de développement par le biais des Objectifs mondiaux, en indiquant les conséquences potentielles pour la mise en œuvre des ODD.
4. La dernière section propose dix recommandations précises pour la mise en œuvre des ODD, basées sur les données factuelles et les analyses des sections précédentes.

2. Quatre éléments opérationnels de la mise en œuvre des OMD : plaidoyer, adaptation au contexte local, réalisation, suivi

DIX RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

1. Agir promptement pour ne laisser personne pour compte

Les ODD engagent tous les pays à « ne laisser personne pour compte », à agir pour que tous puissent participer à la mondialisation et au développement et en bénéficier. Il n'y a déjà plus beaucoup de temps. Une action rapide et intensifiée est nécessaire pour mettre les ODD sur la bonne voie, pour éliminer l'extrême pauvreté, la faim, les maladies évitables et fournir les services essentiels à l'horizon 2030.

Avec une volonté politique et un investissement suffisants, de nombreux pays peuvent encore bénéficier des initiatives qui ont fait leurs preuves dans le cadre des OMD. L'introduction de structures d'accueil préscolaire et de programmes de distribution de repas scolaires, la suppression des frais de scolarité et de soins de santé, par exemple, peuvent faire avancer plusieurs objectifs. Il en est de même pour l'investissement dans les agents de santé de première ligne, les soins néo-natals, la protection sociale et les campagnes publiques (par ex. sur l'égalité des sexes, la nutrition) alliés à des mécanismes de facilitation, comme les transferts monétaires [28].

Les pays devraient continuer d'appliquer les solutions répertoriées dans leurs plans d'accélération et autres stratégies locales, appuyées par une augmentation des allocations budgétaires nationales, de l'aide au développement et autres financements destinés aux pays pauvres et vulnérables. Il faut atteindre les cibles de recettes et dépenses des secteurs sociaux et productifs, en particulier dans les pays à forte croissance ; orienter l'attention et les ressources vers les cibles des ODD qui 1) ont totalement déraillé ; 2) ne bénéficient du soutien d'aucune institution ou n'ont jamais été prises en main ; 3) n'ont jamais avancé bien loin malgré les efforts mis en œuvre.

L'économie mondiale a ralenti sous l'effet d'une pénurie de demande de biens et services. En même temps, le monde a besoin d'investissements massifs dans des énergies sobres en carbone et des infrastructures, notamment des projets d'eau et d'assainissement dans les secteurs ruraux à croissance rapide, et des systèmes de santé et d'éducation plus développés dans les pays à faible revenu. Le monde est capable de surmonter une croissance lente et de pallier les déficits d'investissement de manière synergique.

2. Fixer des cibles qui traduisent les priorités des populations pour l'avenir

Conformément au Programme 2030, tous les pays devraient établir eux-mêmes des cibles d'ODD en fonction du contexte et des priorités propres à chacun, tout en cherchant à tenir leurs engagements, convenus à l'échelle mondiale. Les ODD nationaux devraient traduire le consensus mondial sur les niveaux minimum de dignité, de droits et de développement humains ; veiller à ce que les avancées soient comparables ; démontrer les contributions aux solutions mondiales.

Pour susciter l'adhésion, les cibles d'ODD nationales devraient être convenues par le biais d'un processus national participatif jugé légitime dans toutes les communautés. Des campagnes publiques générales devraient précéder les exercices d'adaptation afin de stimuler la participation, de développer les enjeux politiques de la réalisation des objectifs et d'établir le lien entre les ODD et les difficultés locales. Un processus d'interprétation locale devrait être engagé avec tous ceux qui sont censés agir dans le sens des cibles fixées, y compris la société civile et les entreprises, afin qu'ils comprennent leurs responsabilités.

L'engagement à améliorer les vies dans toutes les communautés et à atteindre tout d'abord les plus défavorisés, devrait être manifeste dans les cibles et indicateurs nationaux des ODD. Les progrès relatifs des ménages devraient être suivis par revenu, sexe, âge, race, ethnicité, statut migratoire, handicap, situation géographique et autres caractéristiques pertinentes pour le pays (objectif 17). Les processus nationaux de définition des ODD sont une occasion de parvenir à un consensus global sur les inégalités d'intérêt local à suivre ainsi que sur leur ordre de priorité.

FIGURE ES1 : RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

3. Habiliter les agents du changement locaux

Les ODD peuvent aider les dirigeants à former un consensus national solide sur des priorités qui transcendent les engouements locaux ou les tournants politiques. Pour cela, les agents du changement nationaux et locaux doivent être aux commandes. Dans le cadre des OMD, les agents du changement des pouvoirs publics, de la société civile et du secteur privé ont prouvé que les Objectifs mondiaux peuvent stimuler le progrès lorsqu'ils sont employés pour raviver l'espoir dans un avenir meilleur, permettre aux individus de trouver un terrain d'entente, relier des problèmes locaux à des solutions mondiales, motiver l'action politique et inspirer la collaboration.

Vus dans cette optique, les ODD sont un engagement et une possibilité pour les dirigeants de lancer, d'unifier et de motiver une action politique visionnaire. Les responsables de l'action de sensibilisation et les facilitateurs de la mise en œuvre des ODD devraient s'attacher à trouver les agents du changement locaux et à les équiper des connais-sances nécessaires pour tirer parti des ODD. Les enseignements contenus dans ce rapport en font partie.

Une représentante de la société civile participe à un débat sur l'accélération de la réalisation des OMD. UN PHOTO/JENNY ROCKETT

Des cibles d'ODD adaptées à chaque pays peuvent être intégrées dans les plateformes électorales, les campagnes politiques et les mouvements nationaux pour stimuler le changement social et des politiques progressifs, pour donner ainsi les moyens aux populations de considérer les ODD comme des objectifs nationaux et mondiaux et non pas partisans. L'information sur les ODD devrait être adaptée aux niveaux de l'administration locale où les citoyens choisissent et sanctionnent les dirigeants, afin de favoriser l'émergence de dirigeants locaux légitimes et de faciliter le consensus politique.

4. Encourager une large participation

Il se dégage de l'expérience des OMD que communiquer avec les citoyens, loin d'être une activité auxiliaire ou superflue, est indispensable à la réalisation des Objectifs mondiaux. Les mécanismes institutionnels d'échange et de participation publique peuvent maximiser l'influence des politiques et favoriser une interprétation commune des moyens nécessaires à la réalisation des ODD. La participation publique est efficace à condition que les individus sachent qu'ils sont écoutés et qu'ils peuvent avoir un rôle à jouer ; qu'ils ont un droit de regard dans les décisions et qu'ils peuvent exiger des comptes de leurs dirigeants.

La mise en œuvre des ODD devrait donc être guidée par des gouvernements et des parlements résolus à faire intervenir toutes les parties prenantes, plus particulièrement à nouer le dialogue avec les communautés pauvres et marginalisées. Les consultations et les premières campagnes menées par l'ONU ont mobilisé et galvanisé des individus dans tous les pays. Un grand nombre d'entre eux ont exprimé le souhait de continuer à participer et de contribuer à la réalisation des ODD dans leurs communautés. Ce sont ces volontaires qui renforcent le soutien et engendrent des niveaux de participation publique toujours plus élevés. Les plateformes de campagne pour l'action en faveur des ODD My World[3] peuvent être un véhicule important à cette fin.

Les campagnes sur les ODD menées par les gouvernements, les parlements ou des coalitions plus ou moins organisées devraient fixer des objectifs d'action de proximité clairement définis. Certains publics, dont les entreprises et les associations locales, les institutions universitaires et certaines sections des pouvoirs publics devraient être invités à articuler leurs contributions, à suivre les résultats et à promouvoir la responsabilité mutuelle. Une communication stratégique, éclairée par des données scientifiques, devrait être favorisée afin de rectifier les idées fausses à l'origine d'échecs de politiques et d'inspirer des changements de comportement. L'« infotainment » à base factuelle et la programmation d'intérêt public peuvent parvenir à persuader les populations de vaincre les préjugés et d'agir pour le bien public.

5. Réaliser les stratégies infranationales

Les stratégies infranationales sont un outil puissant pour faciliter et motiver l'action des administrations locales et des gouvernements centraux en vue de la réalisation d'Objectifs mondiaux. Elles sont efficaces dans la mesure où elles inspirent une large participation aux solutions et permettent de mieux comprendre les difficultés locales.

Les ODD devraient être considérés comme une invitation à améliorer la coordination et la redevabilité intra gouvernementales, à renforcer les capacités locales. Un accord sur la répartition des tâches en fonction des avantages, des rôles et des capacités particuliers des administrations locales et des gouvernements devrait guider la mobilisation de ressources pour les ODD et leur suivi.

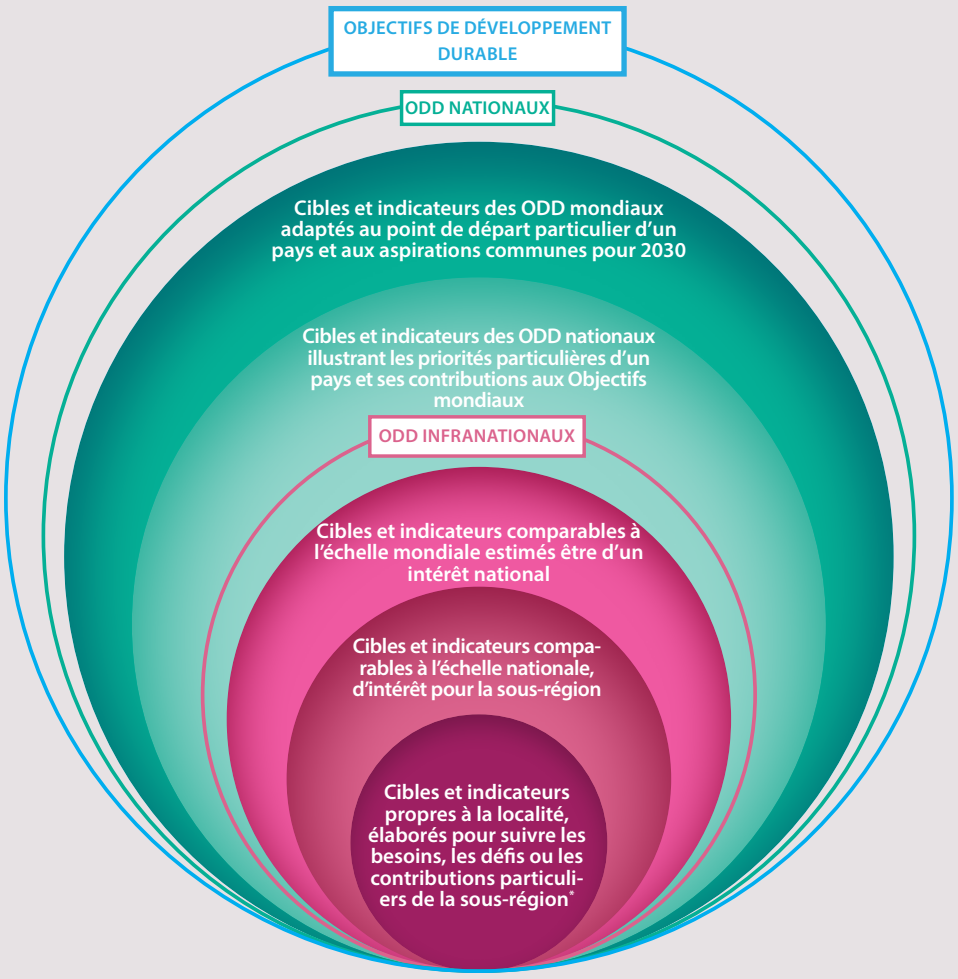
3. Télécharger les « kits d'outils My World » sur: https://sdgactioncampaign.org/myworldkit/.

Les gouvernements nationaux devraient, en collaboration avec les autorités infranationales, élaborer et mettre en œuvre des stratégies infranationales en faveur des ODD qui tirent parti du savoir-faire local, qui facilitent la participation directe des citoyens et citoyennes, qui identifient les laissés pour compte et leur donnent la priorité, qui renforcent la redevabilité et la transparence.[4] Les mécanismes de planification participative, de budgétisation et de suivi décrits dans ce rapport sont autant de moyens importants. Il convient d'encourager les villes, en particulier, et de leur permettre d'essayer de nouvelles politiques susceptibles de poser des jalons pour un développement national résilient face aux changements climatiques, sobre en carbone et pluriel.

Les stratégies infranationales en faveur des ODD devraient éclairer et traduire les stratégies et les budgets nationaux. Une approche « imbriquée », efficace dans le cadre des OMD, pourrait être utile. Comme l'indique la Figure ES2, il s'agit d'incorporer (d'« imbriquer ») certaines cibles d'ODD mondiales et nationales dans les stratégies nationales et infranationales, illustrant ainsi les rôles complémentaires des acteurs locaux et nationaux. Dans la mesure du possible, des cibles et indicateurs infranationaux devraient être inclus pour garantir la prise en main de problèmes propres à une localité particulière.

4. Voir aussi Roadmap for localizing the SDGs: Implementation and monitoring at subnational level, http://unhabitat.org/roadmap-for-localizing-the-sdgs-implementation-and-monitoring-at-subnational-level

FIGURE ES2 : RÉALISER LES ODD : UNE APPROCHE IMBRIQUÉE



* Lorsque les capacités infranationales sont suffisantes pour un suivi régulier des avancées

6. Garder une perspective d'ensemble

Les ODD sont « intégrés et indivisibles » ; la réussite de l'un entraîne celle des autres. La capacité d'un pays à combattre la faim, par exemple, est directement liée à son infrastructure, à son régime foncier, à ses services de santé, ainsi qu'à son aptitude à gérer les ressources naturelles et à atténuer les catastrophes. Les ODD invitent les pays à être prévoyants, à s'accorder sur une vision pour 2030, et à revenir sur leurs pas pour éviter les risques et cerner les réformes nécessaires pour enclencher un changement transformateur.

Les ODD invitent les pays à être prévoyants, à s'accorder sur une vision pour 2030, et à revenir sur leurs pas pour éviter les risques et cerner les réformes nécessaires pour enclencher un changement transformateur.

Les stratégies et budgets nationaux doivent expliciter les initiatives et les investissements qui rendront possible la réalisation des ODD à l'horizon 2030. Pour combler les disparités dans l'accès à l'éducation, par exemple, il s'agirait, dans l'ordre chronologique, de construire des écoles, puis de former et de recruter des enseignants ; d'améliorer la gestion des établissements scolaires ; de répondre aux besoins particuliers des filles et des enfants en situation de handicap. La construction de scénarios peut aider les gouvernements à élaborer des stratégies et à en déterminer l'ordre chronologique, à éviter les risques et à cerner les possibilités de combler les déficits de technologie, de financements et de capacités [58]. Elle devrait également donner aux dirigeants politiques les moyens d'ajuster les leviers stratégiques afin de faire avancer plusieurs objectifs à la fois, de réaliser des progrès plus rapides et plus cohérents en tirant parti des synergies.[5]

7. Hiérarchiser les accélérateurs de politiques

Il ne s'agit pas de contourner des cibles d'ODD pertinentes mais plutôt d'identifier des domaines précis pouvant servir de point d'entrée pour le changement transformationnel que le développement durable exige. Un pays qui subit des sécheresses graves, par exemple, pourrait décider de faire de la gestion durable des ressources d'eau une priorité initiale, sachant qu'une stratégie globale en matière de gestion des ressources d'eau peut protéger les écosystèmes locaux (ODD 14/15) tout en améliorant l'utilisation de l'eau pour l'industrie (ODD 12) et en réduisant le risque de pénuries d'eau qui aurait une incidence sur la pauvreté, l'agriculture et l'emploi (ODD 1/2/8) [48]. Ces « accélérateurs de politiques » des ODD, conçus pour faire avancer plusieurs objectifs, devraient être repérés dès le départ et être hiérarchisés dans les plans sectoriels et les stratégies nationales.

8. Renforcer les capacités d'adaptation

La recherche des « bonnes » politiques est un processus d'essais successifs qui fait intervenir tous les acteurs. Des institutions publiques solides et bien coordonnées sont indispensables à la réalisation d'Objectifs mondiaux intégrés. Les ministères disposent généralement d'enveloppes, de canaux de communication et de systèmes de suivi distincts. Afin de faciliter une action sur l'ensemble des ministères et du gouvernement, les chefs d'État ou de gouvernement devraient demander une mise en œuvre des ODD qui inclue les administrations locales, la société civile et les parlements. Tous les moyens devraient être mis en œuvre pour adapter les services et les processus nécessaires au lieu de créer de nouveaux systèmes ou des systèmes parallèles.

5. Voir Modeling Tools for Sustainable Development Policies (https://un-desa-modelling.github.io) et iSDGs (http://www.isdgs.org)

La réussite à grande échelle est possible à condition que les acteurs locaux puissent adopter de nouvelles approches, analyser et ajuster les initiatives jusqu'à ce qu'elles donnent les résultats voulus. Un soutien technique et financier accru est nécessaire pour renforcer les capacités d'adaptation et de mise en œuvre des gouvernements dans les pays à faible revenu, y compris pour répondre aux besoins et aux exigences des individus, générer des revenus, collecter, analyser et utiliser des données ventilées pour améliorer les politiques et tirer les enseignements de la pratique.

9. Construire une grande tente

Les solutions aux problèmes concrets se trouvent généralement en dehors de ministères individuels, d'initiatives ou de disciplines étroitement focalisées. Il est donc essentiel que les dirigeants trouvent des moyens de transcender les silos et les divisions qui rendent les solutions difficiles à trouver et à mettre en œuvre. Des Objectifs mondiaux peuvent être un moyen puissant de regrouper et de convaincre divers acteurs de rechercher ensemble des solutions aux problèmes qui leur tiennent à cœur. La pratique des ODD peut dissiper les mythes selon lesquels les objectifs économiques, environnementaux et sociaux sont fondamentalement opposés (l'avancée de l'un fait reculer les autres) en démontrant l'inverse : parce que les difficultés économiques, environnementales et sociales sont inextricablement liées, les aborder en même temps est le meilleur moyen d'y faire face.

Des pêcheurs au travail sur le lac Buyo (Côte d'Ivoire). UN PHOTO/KY CHUNG

Le PNUD a aidé le gouvernement du Bangladesh à transformer la prestation de services publics par le biais de services électroniques, du simple SMS sur téléphone mobile aux centres d'e-services intégrés qui ont été élargis au niveau national, catapultant le Bangladesh à l'ère numérique. PNUD BANGLADESH

Ceux qui dirigent les initiatives autour de la sécurité, de l'environnement et du développement peuvent multiplier leur impact en déterminant l'ordre chronologique d'interventions mutuellement solidaires. Des tribunaux mobiles efficaces, par exemple, peuvent améliorer l'accès des communautés à un état de droit juste. Cela peut à son tour atténuer les tensions locales au sujet des ressources naturelles et ouvrir la voie à des initiatives progressistes qui accroissent les revenus des femmes. Ainsi autonomisées, les femmes pourraient accéder à des rôles de dirigeantes, une tendance qui aboutit souvent à une plus grande consolidation des gains de paix et de développement. En plus de combattre certaines maladies, les partenariats mondiaux pour la santé pourraient chercher à renforcer les capacités de première ligne des systèmes de santé nationaux dans le but de faire avancer plusieurs ODD.

Pour joindre des activités fragmentées, un échange régulier et une répartition claire des tâches sont essentiels, en particulier entre les administrations locales et le gouvernement ; les professionnels internationaux et locaux. Des technologies et des partenariats novateurs devraient être utilisés pour faciliter l'échange, synthétiser le savoir-faire et trouver des forces complémentaires en fonction desquelles élaborer des stratégies communes et répartir les tâches.

10. Communiquer les résultats des ODD pour retenir l'attention de toute la société

Une participation publique et une redevabilité significatives exigent que tous comprennent ce qu'il convient d'attendre et d'exiger des parties responsables. Les rapports nationaux réguliers sur le progrès des ODD, demandés par le Secrétaire général de l'ONU, devraient rendre cette participation possible en fournissant des informations actuelles, accessibles et complètes sur les avancées des ODD, les activités et les décisions, ainsi que des évaluations des actions de toutes les parties responsables. Les rapports nationaux sur les ODD devraient encourager et célébrer les réussites des ODD, appeler l'attention sur les possibilités futures de faire progresser les cibles (par la législation nationale, les processus de réforme, la budgétisation, etc.). Ils devraient aussi révéler les engagements qui ne sont pas tenus. Les rapports sur les ODD devraient être accessibles au public tout comme aux décideurs et permettre aux deux de développer les enseignements retenus de la pratique.

Les retours continus des citoyens devraient être intégrés dans des examens publics réguliers des progrès des ODD pour veiller à ce que les craintes soient entendues et prises en compte. Les audiences publiques, les audits sociaux, les fiches de rapport citoyen et les budgets participatifs devraient être considérés comme autant de moyens de renforcer la confiance entre les pouvoirs publics et les citoyens ; d'améliorer la réactivité des institutions et des services publics. Une analyse crédible, impartiale et publiquement évaluable de la fourniture de biens publics devrait avoir lieu à intervalles réguliers. Les règles, règlements et mécanismes devraient exiger des gouvernements qu'ils justifient leurs actions en vue de la réalisation des ODD, qu'ils agissent dans un esprit de transparence et qu'ils répondent aux demandes des citoyens, conformément au Partenariat pour un gouvernement ouvert (Open Government Partnership).

Les retours continus des citoyens devraient être intégrés dans des examens publics réguliers des progrès des ODD pour veiller à ce que les craintes soient entendues et prises en compte.

Le Secrétaire général de l'ONU demande aux pays qu'ils enclenchent une révolution des données en appui du développement durable. Les nouvelles formes de « Big Data » devraient être exploitées pour créer de nouveaux moyens rentables de suivi participatif. Les entreprises devraient mesurer leur performance et suivre leurs contributions par rapport à des indicateurs comme ceux du SDG Compass [58]. La société civile et les organisations universitaires devraient, de même, cartographier leurs contributions, identifier les domaines d'action prioritaires et distribuer les rôles en fonction de leurs forces et de leurs expertises respectives.

De nombreuses organisations des Nations Unies aident les enfants autochtones d'Amérique latine qui vivent dans des régions rurales et sont isolés d'autres communautés nationales à s'intégrer en organisant des programmes nationaux qui englobent l'éducation, les soins de santé et l'encadrement de l'enfance. UN PHOTO/MILTON GRANT

1. RÉUSSITES ET ÉCHECS DES OMD

En adoptant le Programme de développement durable pour 2030, les dirigeants mondiaux ont défini 17 objectifs de développement durable (ODD) pour les 15 années à venir. Entrés en vigueur au début de 2016, ces objectifs remplacent officiellement les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en tant que programme mondial de développement.

Les OMD furent le premier programme mondial conçu pour propulser le développement humain sur plusieurs fronts. La notion de départ : des Objectifs mondiaux assortis de délais et mesurables pourraient aider le monde à venir à bout de certains de ses plus graves problèmes.

En 2000, la Déclaration du Millénaire engagea les pays pauvres et riches à mettre tous les moyens en œuvre pour éliminer la pauvreté, favoriser la dignité humaine, l'égalité, la paix, la démocratie et la viabilité environnementale. Les OMD furent formulés afin d'articuler cet engagement en huit objectifs et cibles correspondantes, que le monde pourrait concrètement réaliser à l'horizon 2015. Les sept premiers concernaient l'élimination de la pauvreté et de la faim, l'éducation primaire universelle, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité post-infantile, l'amélioration de la santé maternelle, la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies, la viabilité environnementale. Le huitième objectif lançait un appel en faveur d'un partenariat mondial pour le développement, avec des cibles portant sur l'aide, le commerce et l'allègement de la dette. (Voir les objectifs, cibles et indicateurs des OMD à l'annexe 2.)

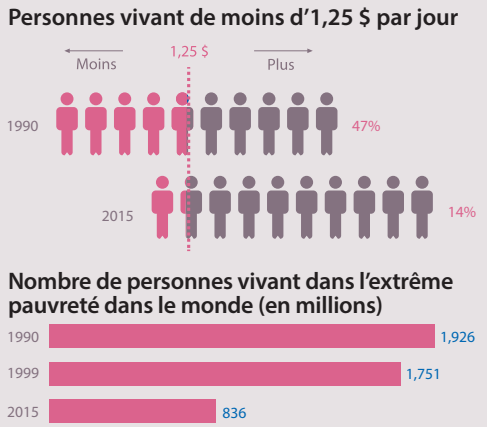
Les OMD mettaient à l'épreuve le pouvoir des Objectifs mondiaux : pourraient-ils transformer un accord mondial global en une action locale significative ? Cette action suffirait-elle à assurer la prospérité commune, la paix et la justice envisagées par la Déclaration du Millénaire ? Les résultats de l'expérience des OMD révèlent que des Objectifs mondiaux peuvent effectivement être porteurs d'un changement à grande échelle.

1.1 TÉMOIGNAGES DE L'IMPORTANCE DES OMD

Bien qu'il soit difficile de déterminer la voie que le développement aurait suivie sans les OMD, le lieu, le moment et la vitesse des progrès accomplis témoignent de l'influence des Objectifs mondiaux sur les résultats. Les statistiques mondiales révèlent deux décennies d'avancées significatives dans tous les domaines des OMD:

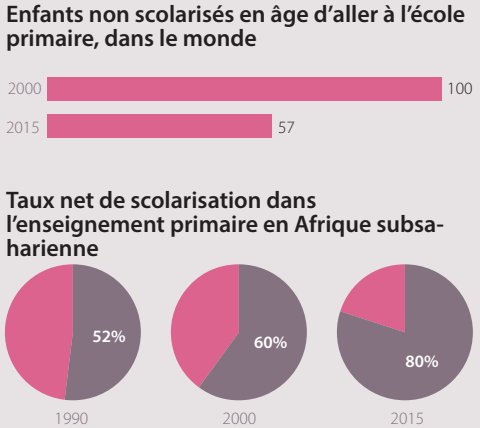
- Le monde a atteint et dépassé sa première cible des OMD : réduire le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté de plus de moitié, de 1,9 milliard de personnes en 1990 à 836 millions en 2012. Pour la plupart, ces progrès ont été accomplis après 2000.
- Les implications étaient importantes : en 1990, près de la moitié de la population du monde en développement vivait dans l'extrême pauvreté ; cette proportion a été réduite à 14 % en 2015.

FIGURE 1.1: L'EXTRÊME PAUVRETÉ



Source : Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement

FIGURE 1.2: L'ÉDUCATION PRIMAIRE



Source : Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement

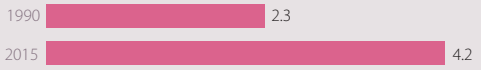
FIGURE 1.3: LA MORTALITÉ DES ENFANTS

Nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde

Source : Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement

FIGURE 1.4: L'ACCÈS À L'EAU

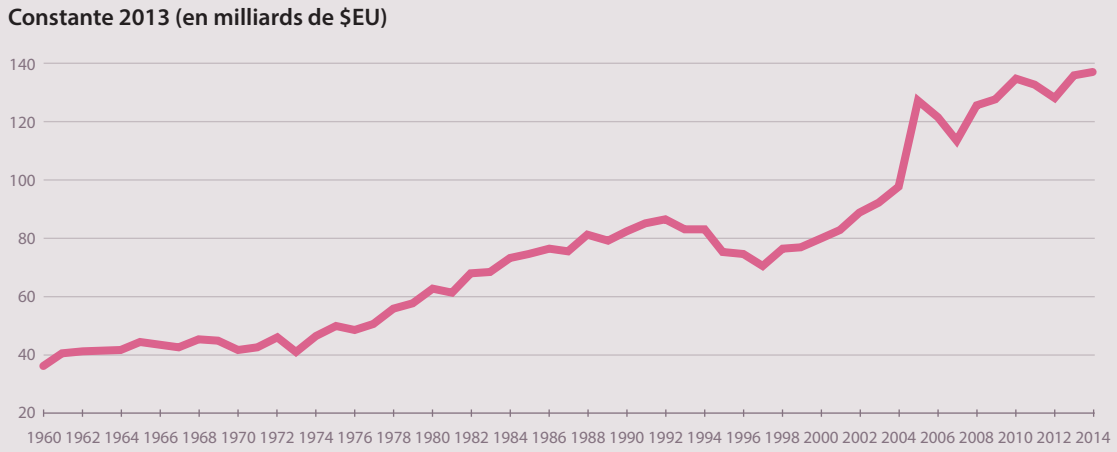
Accès à l'eau potable courante depuis 1990 (en milliards)



Source : Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement

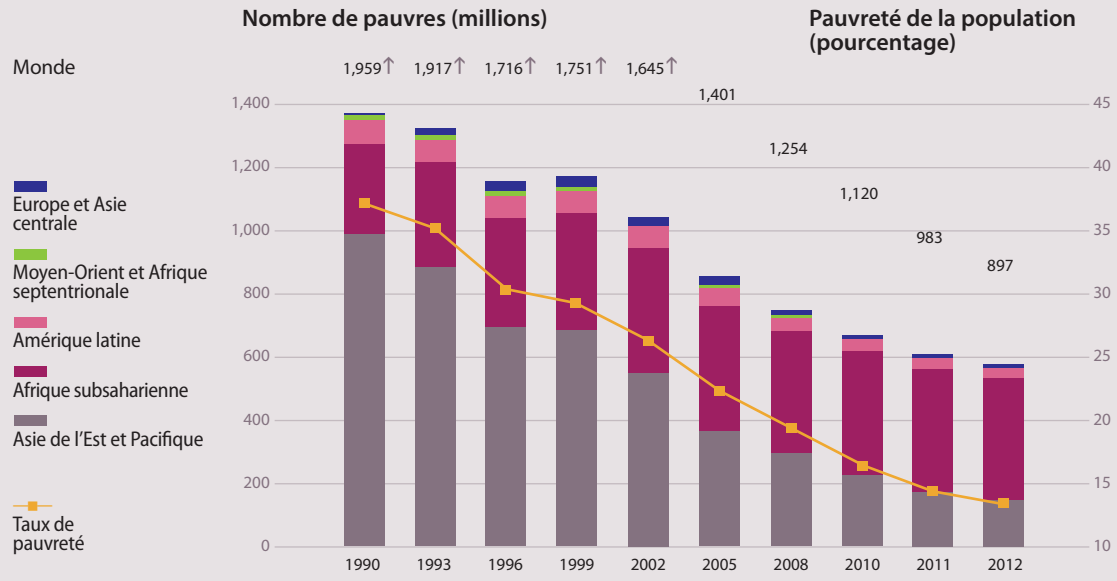
- Même si le monde a manqué la cible des OMD de peu, la proportion de personnes souffrant de malnutrition chronique dans les pays en développement a chuté d'environ 23 % en 1990 à moins de 13 % aujourd'hui.
- Le monde a atteint sa cible d'éducation en réduisant le nombre d'enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire de 100 millions en 2000 à 57 millions en 2015. L'Afrique subsaharienne enregistre le meilleur résultat, soit une hausse de 20 % du taux net de scolarisation.
- À l'échelle mondiale, les femmes représentent désormais 41 % du travail rémunéré hors secteur agricole, par rapport à 35 % en 1990.
- Dans les pays en développement, le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans a baissé d'environ 13 millions en 1990 à 6 millions en 2015. Entre 1990 et 2015, le progrès a plus que triplé de vitesse.
- En Afrique subsaharienne, le taux annuel de réduction de la mortalité des moins de 5 ans a diminué plus de cinq fois plus vite pendant a période 2005-2013 que pendant la période 1990-1995[2].
- Même si le monde est loin d'avoir atteint la cible de réduction de la mortalité maternelle, la proportion d'accouchements assistés par un personnel qualifié a bondi de 71 % en 1990 à 59 % en 2014.
- Les nouvelles infections à VIH ont chuté de 40 % entre 2000 et 2013. En 2014, plus de 13 millions de personnes vivant avec le VIH ont reçu un traitement antirétroviral, par rapport à tout juste 800 000 en 2003.
- Entre 2000 et 2013, les interventions de prévention, de diagnostic et de traitement de la tuberculose ont sauvé 37 millions de vies.
- En 2015, 91 % de le population mondiale bénéficiait d'un accès amélioré à une source d'eau potable améliorée, par rapport à 76 % en 1990. Plus de la moitié de la population peut désormais accéder à de l'eau potable courante sur place.
- Après une période de stagnation, l'aide publique au développement a enregistré une hausse sans précédent de 66 % entre 2000 et 2014 (Figure 1.5). Une proportion accrue de cette aide était allouée à des secteurs liés aux OMD.
- La moyenne des ressources réaffectées au remboursement de la dette extérieure par les pays en développement est passée de 12 % des recettes d'exportation en 2000 à 3 % en 2013. [3]

FIGURE 1.5: AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE, 1960-2014



Source : Statistiques de l'OCDE 2014

FIGURE 1.6: POPULATIONS VIVANT DANS L'EXTRÊME PAUVRETÉ DANS LE MONDE ET PAR RÉGION, 1990-2012



Source : Tableau de bord des OMD, Banque Mondiale

Certains des pays les plus pauvres du monde ont réalisé des progrès remarquables que peu avaient anticipés:

- Entre 1990 et 2014, 19 pays se sont hissés hors de la catégorie des pays à plus faible développement humain du PNUD, dont le Congo et le Ghana [4].
- Aujourd'hui, les Rwandais peuvent espérer vivre 32 ans de plus qu'en 1990 et passer deux fois plus de temps à l'école [4].
- En Éthiopie, le pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a chuté de 63 % en 1995 à 37 % en 2010. Au Cambodge, la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté a chuté presque aussi rapidement : de 32 % en 2004 à 10 % en 2011. Au Viet Nam, cette proportion a baissé de 40 % en 2002 à 2 % en 2012. [28]

En tant qu'entité des Nations Unies chargée d'aider les pays à mettre en œuvre les programmes mondiaux, le PNUD a joué un rôle central dans l'exécution des OMD auprès de plus d'une centaine de pays.

Le développement record enregistré en Chine, qui a entraîné une grande part des gains mondiaux par rapport aux OMD, ne devrait pas éclipser les gains importants réalisés par d'autres régions et pays. Même sans la Chine, le monde en développement a réussi à réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en 2015 [5]. Une étude menée par la Brookings Institution conclut que les pays d'Afrique subsaharienne sont responsables de la plus grande part de l'accélération des progrès en matière de survie des enfants pendant la période des OMD [5].

Malgré ces gains, la réalisation des OMD n'est pas homogène d'une région et d'un pays à l'autre. Par exemple, la région d'Afrique subsaharienne dans son ensemble n'a pas atteint la cible de réduction de la pauvreté [6].

1.2 LE PNUD, CATALYSEUR DE L'AVANCÉE DES OMD

En tant qu'entité des Nations Unies chargée d'aider les pays à mettre en œuvre les programmes mondiaux, le PNUD a joué un rôle central dans l'exécution des OMD auprès de plus d'une centaine de pays. L'aide apportée par le PNUD a été dictée par les priorités et les contextes locaux. Elle a changé d'orientation avec le temps, au gré des enseignements importants tirés de la pratique tout au long de la période des OMD. En règle générale, l'appui du PNUD à la mise en œuvre des OMD a pris les formes suivantes:

- **PLAIDOYER ET CAMPAGNES EN FAVEUR DES OMD.** Le PNUD a géré les initiatives mondiales de la Campagne du Millénaire pour la promotion des OMD auprès des gouvernements et de la société civile, y compris celles visant à mobiliser l'opinion et le soutien du monde du Nord. Dans les pays de ses programmes, le PNUD a dirigé des campagnes de plaidoyer nationales et infranationales sur les OMD, censées mieux informer et faire participer les parties prenantes à la définition, au suivi et à la révision des cibles.
- **ADAPTATION DES OMD AUX CONTEXTES LOCAUX.** Le PNUD a aidé les organismes publics, au niveau national et infranational, à intégrer les OMD dans leurs plans de développement et leurs cadres de budgétisation, ainsi qu'à formuler des cibles, des indicateurs et des stratégies de réalisation des OMD localement appropriés.
- **APPUI AUX POLITIQUES FAVORABLES AUX PAUVRES.** Le PNUD a contribué au renforcement des capacités et des possibilités de réduction de la pauvreté et de la marginalisation – des groupes de population vulnérables et exclus en particulier – en veillant à ce que les solutions soient économiquement, socialement et écologiquement viables (voir Encadré 1.1).

- **ACCÉLÉRATION DES PROGRÈS PAR LE BIAIS DU CADRE D'ACCÉLÉRATION DE LA RÉALISATION DES OMD.** Avec d'autres organisations des Nations Unies, le PNUD a conçu, dirigé et mis en œuvre le cadre d'accélération de la réalisation des OMD dans 60 pays. L'objectif : rassembler les dirigeants, les parties prenantes, les professionnels et autres acteurs pour repérer les goulets d'étranglement faisant obstacle à la réalisation de certains objectifs, trouver des solutions et les appliquer. Le cadre d'accélération a influé sur plusieurs OMD axés sur la faim, la pauvreté, la santé maternelle, le VIH/sida, l'autonomisation économique des femmes et autres.
- **FINANCEMENT DES OMD.** Le PNUD a aidé des pays à évaluer leur « marge de manœuvre budgétaire » disponible et établi les moyens de mobiliser des ressources nationales pour la réalisation des OMD. Il a également joué un rôle déterminant dans les dialogues avec les donateurs en vue de mobiliser des fonds pour les OMD.
- **SUIVI ET COMMUNICATION DES RÉSULTATS DES OMD.** Le Secrétaire général des Nations Unies a confié au PNUD la mission de « compter les points » marqués par les pays. Dans ce rôle, avec ses partenaires des Nations Unies, le PNUD a aidé les gouvernements à préparer des rapports réguliers sur les OMD, à renforcer les capacités locales de collecte et d'analyse de données et à organiser des études concertées sur les OMD. Pendant l'ère des OMD, plus de 550 rapports nationaux sur les OMD ont été réalisés.

ENCADRÉ 1.1: RENFORCEMENT DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE DES FEMMES RURALES AU NÉPAL AVEC LE SOUTIEN DU PNUD

Chitrakali Budhamagar a commencé sa carrière en 2003 en recueillant des fils d'allo (ortie de l'Himalaya) et en les vendant sur le marché de la capitale du Népal, Katmandou. Avec l'argent de la vente de ces fils, elle a acheté des vêtements de prêt-à-porter pour les vendre dans son village, Pyuthan, dans l'ouest du pays. Née dans une famille paysanne pauvre, Chitrakali n'avait guère d'autres perspectives. Pourtant, en 2005, une opportunité s'est présentée. Elle s'est inscrite à une formation de trois mois, appuyée en partie par le PNUD. Elle y a appris à transformer l'allo en sacs, dessous de tasse, étuis pour téléphones portables et autres produits. Après la formation, Chitrakali a obtenu un prêt de 8 000 roupies (105 dollars EU) de la Banque de développement agricole du Népal pour démarrer son entreprise de tissage. Un prêt complémentaire de 50 000 roupies (655 dollars EU) lui a permis de développer son entreprise.

Chitrakali emploie aujourd'hui 12 personnes – toutes des femmes rurales – et son revenu mensuel varie entre 45 000 et 90 000 roupies (589 à 1 178 dollars EU). « Nous, les micro-entrepreneurs, nous avons besoin de développer nos entreprises », déclare Chitrakali. « Pour que les femmes engagées dans ce type d'activités puissent survivre sur un marché compétitif, il faudrait qu'elles reçoivent une formation »

Chitrakali projette de développer encore son activité en s'approvisionnant en produits à base d'allo auprès de 2 500 femmes de la localité. Elle est devenue une dirigeante d'entreprise respectée, qui prend une part active dans les associations professionnelles et les expositions. Elle espère qu'en tissant des liens solides dans son pays et à l'étranger, elle pourra accéder au marché d'exportation de l'allo, modeste pour l'heure, mais les perspectives de développement sont grandes. Pendant ce temps, elle a motivé et formé des centaines de femmes à la transformation de l'allo et la fabrication des fils, leur donnant ainsi accès à un emploi rémunéré. « Je dois mon succès à la formation et aux orientations du programme, à ma persévérance et au soutien de ma famille », déclare-t-elle.

Le programme a aidé plus de 60 000 entrepreneurs au Népal (dont 68 % de femmes) à créer leur entreprise. Plus de 70 % des foyers qui ont participé au programme sont sortis de la pauvreté. 80 % des entreprises lancées tiennent encore debout. Le gouvernement a alloué des fonds substantiels tout au long de 2017 aux administrations locales pour exécuter le modèle sur l'ensemble du pays, dans le cadre de son nouveau programme de développement des microentreprises comme outil de réduction de la pauvreté.

Source : PNUD [7].

Une Timoraise prépare de la marmelade dans le cadre d'un programme du PNUD qui aide les ONG locales à parrainer des activités dans la communauté. UN PHOTO/MARTINE PERRET

1.3 LES MISSIONS INACCOMPLIES DES OMD

Une réflexion sur les missions inaccomplies des OMD s'impose. Dans de nombreux cas, les cibles n'ont pas été atteintes parce que les progrès n'étaient pas suffisamment viables ou équitables ; dans d'autres, les progrès se sont enlisés, voire inversés, en raison de catastrophes, de conflits, de la dégradation de l'environnement, de la volatilité environnementale ou économique.

Des 700 millions de personnes qui vivent encore dans l'extrême pauvreté, un grand nombre souffrent de malnutrition, de maladies évitables et d'exclusion à cause de leur revenu, de leur sexe, de leur groupe linguistique, de leur religion, d'un handicap ou d'une autre caractéristique. La plupart manquent de travail formel ou décent, de sanitaires et de sources fiables d'eau salubre, d'électricité, d'éducation et de soins de santé. Nous sommes loin de la vision de dignité humaine, d'équité et de prospérité adoptée par les dirigeants mondiaux en 2000 et renouvelée avec le Programme 2030. Il est clair dans les deux accords que 2015 était une date jalon pour des objectifs universels et non pas un terminus.

La pauvreté et la faim

La faim reste une cause de retard de croissance d'environ 160 millions d'enfants chaque année. Toutes les régions sont confrontées à une pénurie aiguë de travail, en particulier de travail décent. Environ 800 millions de personnes employées doivent vivre de moins de 2 $EU par jour [8]. À peine 27 % de la population mondiale bénéficie d'une protection sociale adéquate en cas d'aléas graves [9]. Pour un grand nombre, l'éducation et les soins de santé sont inadéquats ou inaccessibles. Chaque jour, 16 000 enfants décèdent avant 5 ans, de causes évitables dans la majorité des cas. Le risque de mort en couches est 14 fois plus grand dans les pays en développement que dans les pays développés.

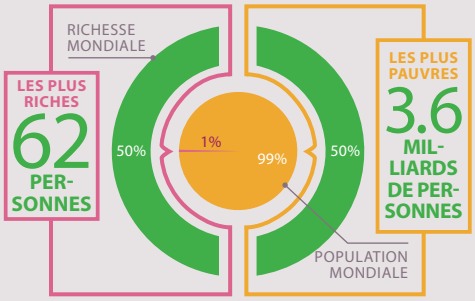
Les résultats exceptionnels de quelques pays masquent souvent de profondes disparités à l'intérieur des pays ou d'un pays à l'autre. Pour que le monde dans son ensemble réduise de moitié la proportion

de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, il a suffi que 8 pays en développement seulement atteignent la cible. Dans de tels cas, les écarts sont éclipsés par les moyennes. Les taux moyens de progression élevés masquent des inégalités qui se creusent dans la plupart des pays, rendant plus difficile de réaliser les OMD. Une étude du PNUD en 2014 constatait que plus de 75 % de la population des pays en développement vivait dans une société où la répartition des revenus était encore plus inégale que dans les années 1990 [10]. Pendant la période des OMD, des millions de personnes ont atteint un niveau de sécurité économique qui leur a permis d'éduquer leurs enfants et de posséder des biens. Dans l'ensemble, cependant, les relativement plus aisés ont le plus bénéficié, tandis que les plus pauvres et les plus marginalisés ont été laissés pour compte [11]. Les progrès moyens ont masqué de profondes disparités à l'intérieur des pays, entre les milieux urbains et les milieux ruraux, entre les hommes et les femmes, et parmi les groupes ethniques, les groupes linguistiques et les castes. Dans la majorité des cas, la croissance économique, bien que vitale, n'a été ni soutenue ni suffisamment équitable pour sortir les plus pauvres et les plus marginalisés de la pauvreté (voir la figure 1.9).

FIGURE 1.7: L'INÉGALITÉ DANS LE MONDE

1 personne sur 8 (environ 870 millions) se couche encore le ventre vide. 852 millions vivent dans des pays en développement.

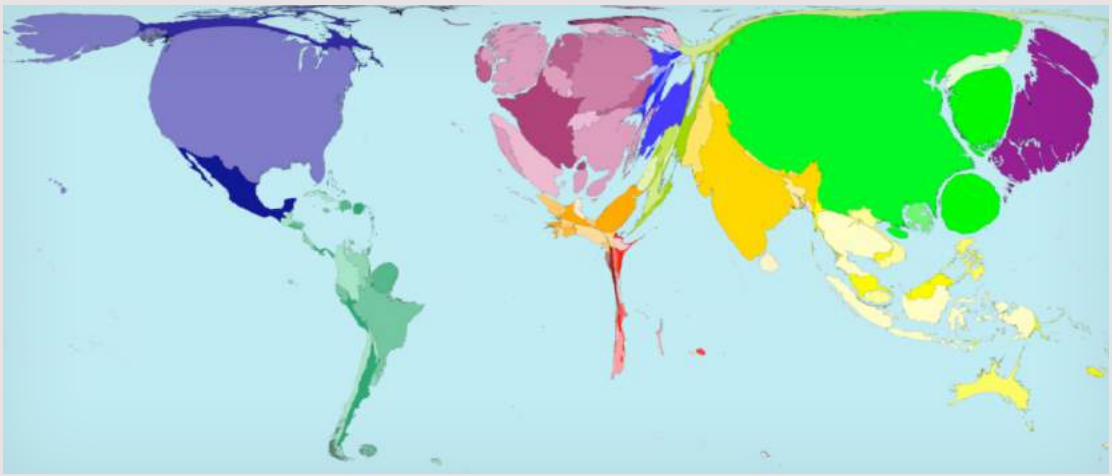
Les 1 % les plus riches de la population mondiale contrôlent plus de richesse que le reste du monde combiné



Source : Rapport des Nations Unies sur les OMD 2015 ; Oxfam 2016, « Insatiable richesse : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout »

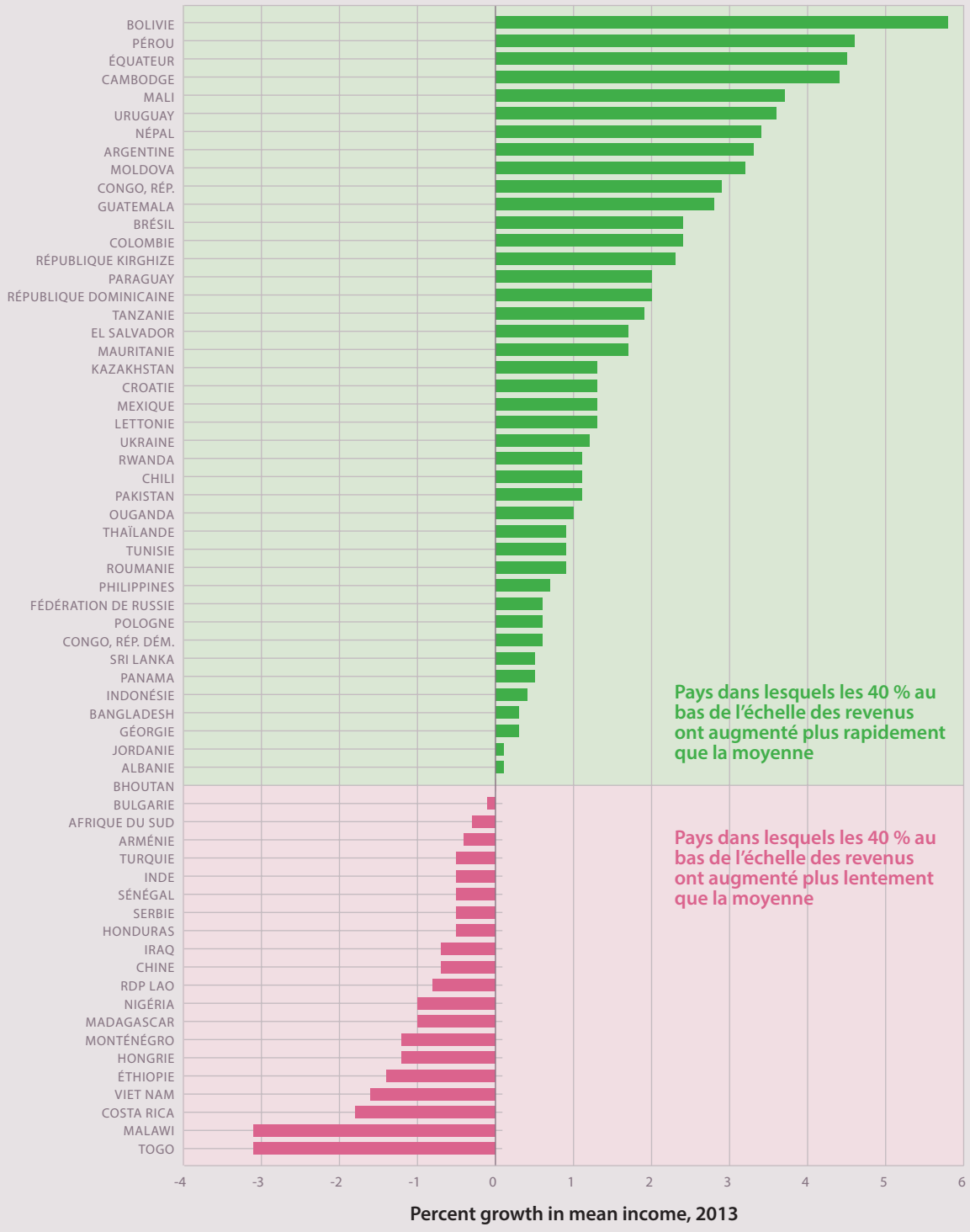
FIGURE 1.8: VISUALISATION DE LA RICHESSE MONDIALE

La taille illustre la proportion du produit intérieur brut mondial en 2015, mesurée en $EU et ajustée en fonction de la parité du pouvoir d'achat



Source : WorldMapper ; données du Rapport sur le développement humain 2015 du PNUD

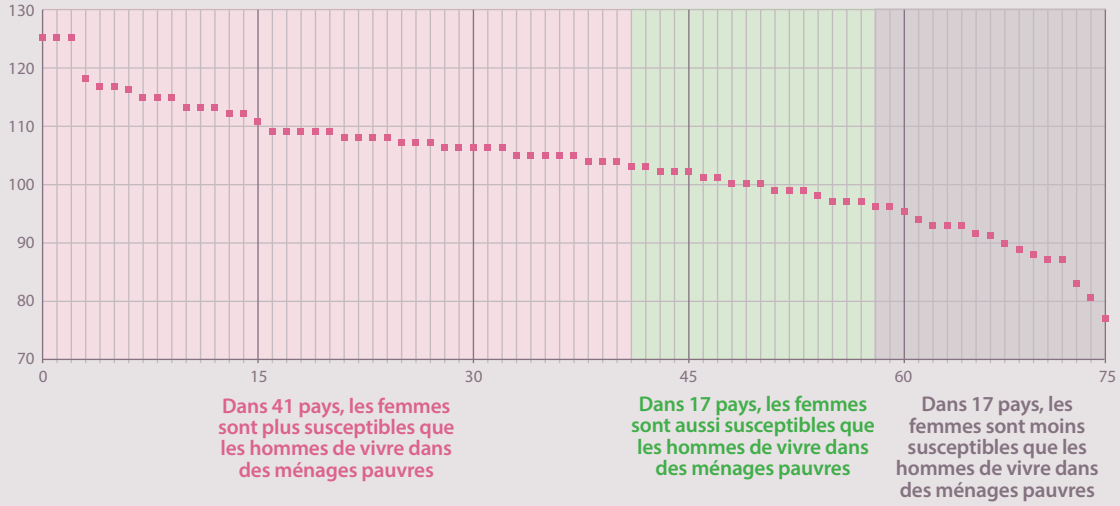
FIGURE 1.9: CROISSANCE DU REVENU MOYEN DES 40 % LES PLUS PAUVRES PAR RAPPORT À LA POPULATION MONDIALE



Source : Calculs du PNUD à partir des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, 2016

FIGURE 1.10 : LA PROPORTION DE FEMMES PAR RAPPORT AUX HOMMES DANS LE QUINTILE INFÉRIEUR DES MÉNAGES

Proportion de femmes par rapport aux hommes en âge de travailler (20 à 29 ans) dans le quintile de richesse le plus bas pour tous les ménages, dans certains pays en développement, 2000-2013



Source : Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement

En 2014, les enfants des ménages les plus pauvres dans les régions en développement courraient quatre fois plus de risques de ne pas être scolarisés que ceux des ménages les plus riches. Ils risquaient aussi deux fois plus de mourir avant 5 ans. Dans les régions rurales en développement, 56 % seulement des accouchements sont assistés par du personnel qualifié, par rapport à 87 % dans les zones urbaines. Les femmes continuent d'être victimes de discrimination en ce qui concerne l'accès au travail, aux biens productifs, aux processus décisionnels privé et public. Dans le monde, trois quarts de la population masculine en âge de travailler participent à la population active, par rapport à la moitié seulement de la population féminine. Les femmes sont en outre exposées à un plus grand risque de pauvreté dans de nombreux pays en développement (voir la Figure 1.10).

La dégradation de l'environnement

L'élargissement des zones urbaines, la croissance de la population et l'augmentation correspondante de la demande de biens, de services et de produits agricoles ont entraîné une dégradation rapide de l'environnement, repoussant les frontières naturelles des ressources de terre et d'eau et mettant en péril la santé, le bien-être et les moyens d'existence de ceux qui en dépendent le plus. Deux tiers de la masse terrestre totale de l'Afrique ont subi un certain degré de dégradation, préjudiciable à près de 65 % de la population [12].

La perte d'écosystèmes terrestres est particulièrement problématique pour les familles pauvres. Environ 40 % des terres dégradées du monde se trouvent dans les secteurs à plus forte incidence de pauvreté [12]. Selon les estimations, la désertification pourrait déplacer 135 millions de personnes d'ici à 2045 [13]. Le manque d'eau fait obstacle à la viabilité des ressources naturelles, au développement économique et social sur chaque continent. La demande de nourriture devrait augmenter d'au moins 50 % à l'horizon 2030 [13]. Ces besoins ne seront pas satisfaits à moins de rétablir la productivité des terres et d'exploiter les sources d'eau plus efficacement.

FIGURE 1.11 : RÉUSSITES ET ÉCHECS DE L'OMD 7

Source : Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement

Les tendances météorologiques changeantes, la montée du niveau de la mer et les catastrophes naturelles déclenchées par les changements climatiques menacent de compromettre plusieurs décennies de pénibles progrès en matière de développement et de réduction de la pauvreté. Le résultat devrait creuser les inégalités, déstabiliser les sociétés et entraîner la volatilité des marchés mondiaux. Les effets sur les plus pauvres du monde, qui dépendent essentiellement de l'agriculture et des ressources naturelles et sont le moins capables de faire face, sont disproportionnés.

Les partenariats mondiaux

En dépit des tendances généralement favorables de l'aide et d'un allègement important de la dette, les promesses de l'OMD 8 n'ont pas été tenues dans l'ensemble. De nombreux pays en développement ont déployé des moyens considérables pour améliorer la qualité de leurs politiques et de leurs institutions, en comptant sur les autres pays pour tenir leurs engagements. Le changement s'est fait plus lent que prévu. La qualité et la quantité de l'aide par rapport aux engagements restent problématiques. Plus récemment, les fonds destinés aux pays les moins développés du monde ont diminué. Trop peu d'efforts ont été consacrés au renforcement des systèmes nationaux en vue de les utiliser pour acheminer l'aide au développement. Certaines conditions dont sont assortis les prêts internationaux ont accru l'exposition aux chocs externes, à la volatilité des marchés et à la contagion, empêchant parfois les pays à faible revenu de répondre aux besoins et de réaliser les OMD. Ceux qui ont besoin de médicaments essentiels ne peuvent pas se les procurer. Les pays les moins développés, les pays sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que d'autres pays à faible revenu, restent particulièrement vulnérables aux aléas [14].

Sans une volonté suffisante d'agir en faveur d'un changement transformateur, l'avenir sera probablement plus sombre pour nous tous. Si certains OMD ont été réalisés avant 2015, d'autres sont très en retard. À moins d'infléchir les tendances actuelles, il faudra attendre 2060 pour que le monde réduise de moitié le nombre de femmes qui meurent en couches (d'après les chiffres de 1990). Si rien n'est fait pour changer le cours des choses, le monde en 2030 enregistrera [14]:

- Des pays déjà laissés pour compte encore plus pauvres et plus fragilisés;
- Environ 550 millions de personnes vivant toujours de moins d'1,25 $EU par jour ; et
- Environ 4 millions d'enfants qui meurent encore de maladies guérissables avant 5 ans.

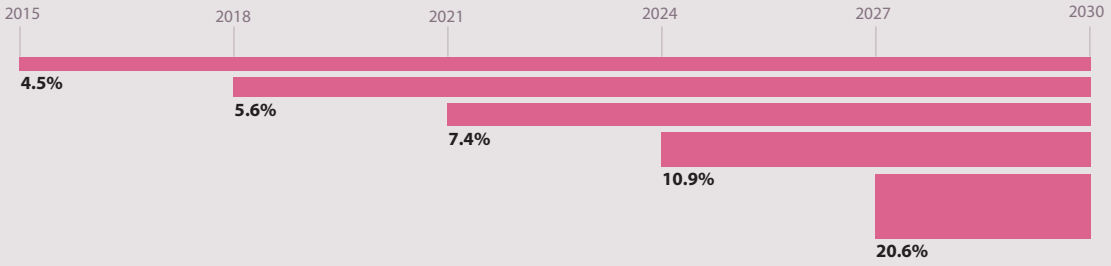
Pour éviter cette situation, il est essentiel de changer le cours des choses. Tous les pays devront pousser plus loin les réussites des OMD, tout en rectifiant la trajectoire du développement pour le mettre sur une voie qui soit à la fois ouverte, durable et équitable. Une action rapide et efficace est essentielle. Les calculs laissent entendre que la promesse du Programme 2030 de ne laisser personne pour compte et de nous efforcer d'aider tout d'abord les plus défavorisés sera considérablement plus coûteuse et plus difficile plus l'action sera retardée (voir la Figure 1.12).

La promesse du Programme 2030 de ne laisser personne pour compte et de nous efforcer d'aider tout d'abord les plus défavorisés sera considérablement plus coûteuse et plus difficile plus l'action sera retardée.

L'expérience des OMD démontre que les projections ne sont pas des trajectoires. Des dirigeants résolus et des efforts concertés pour résoudre les problèmes ont obtenu des résultats inespérés. Parce qu'ils ont été définis par le biais d'un processus inter-gouvernemental qui faisait intervenir directement les populations et qui était ouvert à la société civile de manières inédites, les ODD jouissent d'une plus grande visibilité et d'une plus grande légitimité que les OMD. Ainsi, des actions plus participatives, plus dynamiques et plus à propos devraient concrétiser le changement transformateur que les populations et les dirigeants recherchent.

FIGURE 1.12 : RÉDUIRE DE MOITIÉ LA PAUVRETÉ NATIONALE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : PLUS NOUS ATTENDRONS, PLUS LA TACHE SERA DIFFICILE

Changement annuel nécessaire pour réduire de moitié la pauvreté nationale à l'horizon 2020 si les pouvoirs publics commencent en



Source : ODI, 2016, « Leaving no one behind: A critical path for the first 1000 days of the SDGs »

José Ramos-Horta, président de la République du Timor-Leste, dédicace des ballons de football OMD pour les enfants pendant la Journée des Nations Unies à Dili, en 2010. UN PHOTO/MARTINE PERRET

2. 2. LES ENSEIGNEMENTS RETENUS DE LA MISE EN ŒUVRE DES OMD

Cette section entre dans le détail des enseignements qui ont contribué à accroître l'efficacité des OMD. Ces enseignements sont organisés autour de quatre éléments opérationnels de la mise en œuvre des OMD:

- le plaidoyer et la communication en faveur des OMD;
- l'adaptation des OMD au contexte local;
- l'exécution et l'accélération de la réalisation des OMD; et
- le suivi et la communication des résultats des OMD.

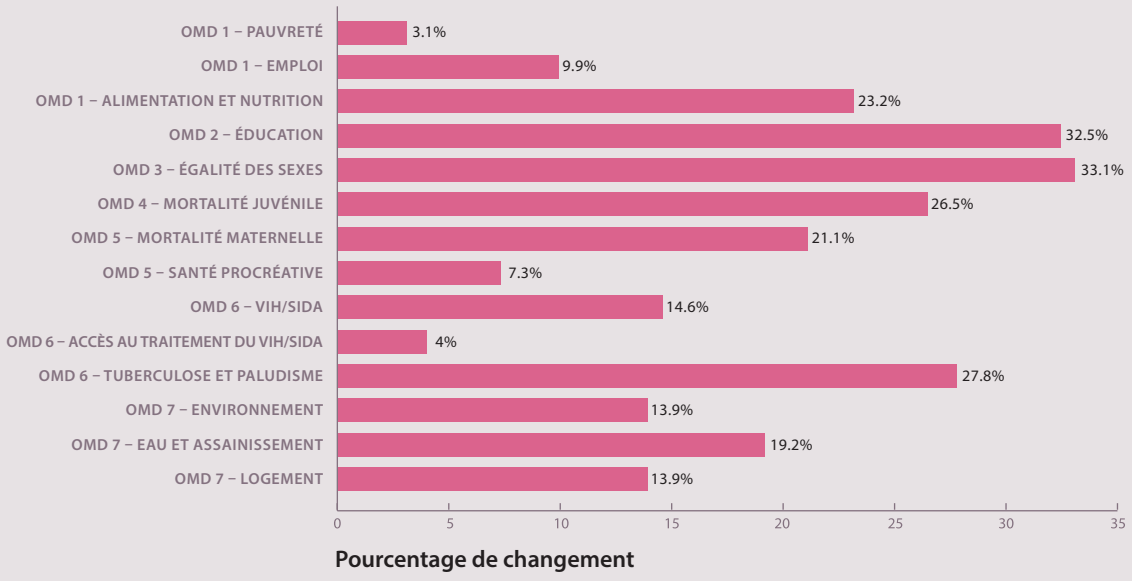
La plupart des enseignements et des exemples présentés dans cette section sont extraits de 55 rapports nationaux de progrès sur les OMD réalisés par les gouvernements, en concertation avec les parties prenantes des OMD, entre 2013 et 2015. Ils répondent presque tous à l'addendum 2013 aux directives concernant les rapports des pays sur les OMD, qui demande aux gouvernements de « réfléchir sur l'ensemble des expériences qu'ils possèdent en matière d'OMD, y compris les goulets d'étranglement majeurs entravant les progrès, les nouveaux défis et les principaux facteurs qui contribuent à des progrès accélérés pour atteindre des cibles particulières des OMD » [15].

2.1 LE PLAIDOYER ET LA COMMUNICATION EN FAVEUR DES OMD

Les OMD 1 à 7 portaient sur des difficultés que la plupart des individus pouvaient imaginer ou comprendre : l'incapacité d'aller à l'école, l'accès aux soins de santé, les salaires décents, la faim, la discrimination, le manque d'eau salubre, etc. La popularité des OMD et le consensus politique dont ils font l'objet s'expliquent par le fait que nous comprenons tous intuitivement ces besoins fondamentaux. Leur visibilité et leur popularité n'ont cependant pas été automatiques. Elles ont été développées par les responsables de l'action de sensibilisation aux OMD, les associations locales et les dirigeants politiques qui en ont assumé la responsabilité et en ont fait des objectifs visibles, compréhensibles et significatifs dans leur contexte.

Les OMD ont réussi là où d'autres programmes ont échoué, notamment en devenant un cadre de référence par défaut pour ceux qui s'intéressaient ou participaient au développement et, dans une certaine mesure, les médias populaires. Parce que les OMD étaient concis, mesurables et assortis de délais, les activités de diffusion captaient plus facilement l'attention des populations. Les agents du changement – des journalistes aux anciens de villages, aux parlementaires et aux ONG – ont employé les OMD pour révéler les difficultés et faire la lumière sur les conditions de vie éprouvantes des laissés pour compte de la croissance et de la mondialisation. À son tour, cette visibilité a renforcé l'efficacité et la légitimité des OMD aux yeux du public.

FIGURE 2.1: PLAIDOYER ET COMMUNICATION EN FAVEUR DES OMD



Source : Calculs du PNUD à partir des rapports nationaux sur les OMD 2000-2015

Une évaluation interne indépendante en 2015 comptait le plaidoyer dans les quatre principales contributions du PNUD aux OMD, faisant remarquer qu'il avait le rôle ingrat mais essentiel de forger des relations sur le terrain et de donner aux agents du changement les moyens d'intégrer le programme mondial dans leurs stratégies et campagnes [16].

Les campagnes, événements et rapports mondiaux ont contribué à la progression nationale des OMD

Le Secrétaire général de l'ONU a instauré la Campagne du Millénaire en 2002 et confié sa gestion au PNUD. Avec pour mission de mettre les OMD au cœur des débats nationaux et mondiaux, la campagne est parvenue à créer des coalitions de jeunes, de groupes religieux, de syndicats, d'ONG, de médias, de personnalités et plus encore pour encourager l'action en faveur des OMD. Dans le cadre de son initiative « Debout contre la pauvreté », par exemple, plusieurs millions d'individus ont participé à des événements annuels dans plus d'une centaine de pays. Elle a eu une influence importante sur le financement du développement et la participation de la société civile.

Le sommet des Nations Unies en 2010 et la mise en œuvre du cadre d'accélération de la réalisation des OMD du PNUD ont également été d'importants détonateurs de la mobilisation en faveur des OMD, notamment au plus haut niveau des pouvoirs publics [17]. Le rapport annuel des Nations Unies sur le retard pris dans la réalisation des OMD a amélioré le suivi de l'objectif 8 dans les pays développés et en développement : il appelait l'attention sur l'importance de politiques de remboursement de la dette, d'aide et d'échanges commerciaux qui soient propices au développement humain et faisait comprendre que tous les pays, du Sud comme du Nord, étaient mutuellement responsables des Objectifs mondiaux.

Le plaidoyer a facilité la participation des groupes et des communautés pauvres et marginalisés

La réalisation des OMD était fondamentalement liée à l'agrandissement de l'espace politique et des possibilités d'expression des personnes touchées par la pauvreté et la marginalisation. Le plaidoyer efficace a facilité la participation des personnes vivant dans la pauvreté, des femmes, des minorités ethniques et linguistiques, des jeunes, des migrants, des communautés LGBT, entre autres. Les activités de diffusion et de plaidoyer en faveur des OMD pouvaient permettre à ces groupes de communiquer leurs besoins au diapason des priorités mondiales et veiller à ce qu'ils soient entendus par les décideurs. Les meilleurs résultats ont été obtenus avec un plaidoyer responsable, transparent et employé à tous les stades de la mise en œuvre des OMD.

Afin de venir à bout des obstacles à la participation, une planification et une orchestration rigoureuses étaient nécessaires pour : sensibiliser les groupes et communautés défavorisés ; plaidoyer en faveur de leur représentation ou de leur participation aux processus et initiatives liés aux OMD ; lancer des campagnes sur les problèmes qui leur tenaient à cœur ; ou assurer que leurs besoins et priorités soient entendus.

Les campagnes en faveur des OMD efficaces, qu'elles soient locales ou nationales, utilisaient des acteurs expérimentés ayant déjà des liens avec les communautés locales, les groupes marginalisés et isolés, dont les mouvements sociaux, les groupes religieux et les syndicats. Au **Népal**, par exemple, des comités de village ou de citoyens ont cherché à sensibiliser les communautés dalits aux OMD en les informant sur leurs droits et en les aidant à les exercer.

Des campagnes de plaidoyer ont aidé à changer les mentalités afin que le dialogue et la transparence soient considérés comme des moyens constructifs de développer la confiance, d'améliorer les résultats et de répondre aux besoins des individus. Au **Viet Nam**, par exemple, des visites sur le terrain, facilitées par l'ONU pour des journalistes, ont abouti à des articles sur des sujets de société liés aux OMD. Grâce à eux, les populations ont pu « voir » les OMD se concrétiser dans des régions isolées et marginalisées. L'intérêt ainsi suscité a donné lieu à une couverture médiatique importante des initiatives en faveur des OMD et des progrès réalisés, qui a à son tour encouragé la participation de la population et une initiative politique soutenue.

Le plaidoyer a facilité l'adaptation des OMD au contexte local, reliant les Objectifs mondiaux aux problèmes d'importance locale

L'expérience indique que les campagnes de communication qui sont parvenues à mobiliser les populations locales ont facilité la réalisation des OMD en renforçant leur légitimité [18]. En 2005, 86 % des pays en développement avaient adapté une ou plusieurs mesures des OMD à leur contexte [19]. Les campagnes OMD favorisaient cette tendance lorsqu'elles établissaient un lien entre les OMD et les programmes politiques locaux, lorsqu'elles approfondissaient les dialogues nationaux et la participation.

Par exemple, l'Albanie a montré la voie en 2003, suivie plus tard par presque tous les pays de la région. L'Albanie a vu dans les OMD une occasion de répondre aux attentes de la population qui voulait avoir davantage voix au chapitre quant au développement local et adhérer à l'Union européenne. L'Albanie a organisé une campagne OMD nationale avec l'aide du PNUD, sous le slogan « Faisons le développement différemment ». Ponctuée de visites de plaidoyer, d'interventions de personnalités, de formation de groupes locaux et de diffusion auprès des médias, elle avait pour but précis de nouer le dialogue avec les populations pour orienter, exécuter et suivre des OMD propres à l'Albanie. Exceptionnellement, la région albanaise de Kukës a ensuite mené sa propre campagne, en utilisant des images locales pour chaque objectif (par ex. un cours d'eau local pour l'OMD 7), des chansons, des émissions de radio et

ENCADRÉ 2.1 : QUELQUES RÉSULTATS IMPORTANTS DES CAMPAGNES EN FAVEUR DES OMD

- La campagne **Make Poverty History** se serait largement servie des OMD pour accroître l'aide au développement, de 2000 à 2011.

- L'alliance **Jubilee 2000**, concluante, a utilisé les OMD en appui de son argument en faveur d'un plus grand allègement de la dette, démontrant qu'un service de la dette constamment élevé ne laissait aux pays pauvres et surendettés aucun moyen de réaliser les OMD ou de parvenir à la croissance économique. Environ 100 milliards de dollars des États-Unis de dette ont finalement été annulés dans 35 pays. La plupart des fonds ont été consacrés aux OMD.

- Les coalitions de la société civile organisées autour des OMD pour l'éducation et la santé ont eu des effets très positifs, dont en particulier l'élimination des frais de scolarité dans les **États arabes** et en **Afrique**.

- Des rapports parallèles sur les OMD, préparés par des coalitions de la société civile, ont exposé les retards de réalisation, notamment en **Inde**, au **Ghana**, au **Malawi** et au **Mozambique**, déclenchant des débats nationaux, l'exigence de meilleures données et une action spécifique.

- Une ONG en **Thaïlande**, l'Association pour la population et le développement communautaire, a contribué à la réduction rapide des cas de VIH, par le biais d'événements originaux (« Nuits des préservatifs » et « concours de beauté Miss anti-sida ») pour informer et distribuer des préservatifs aux groupes à haut risque. Grâce à un lobbying persistant, elle a réussi à imposer des émissions de radio sur le VIH régulièrement écoutées par des millions d'auditeurs.

- Au **Brésil**, la Banco do Brasil a ajouté des icônes OMD sur des distributeurs de billets utilisés par 15 millions de personnes dans un but de sensibilisation.

- Un groupement d'entreprises à but non lucratif aux **Philippines** a aidé des cadres supérieurs, des fondations, des partenaires publics et des donateurs à s'entendre sur un plan d'action en faveur des OMD précisant comment les entreprises pouvaient contribuer à la réalisation des OMD. Un rapport sur l'investissement indique que l'investissement des entreprises dans les initiatives en faveur des OMD a augmenté en conséquence, atteignant un total de 2,5 milliards de Php.

Un spectacle de marionnettes pour sensibiliser au sida – écrit, mis en scène et joué par des enfants – est présenté à une classe dans la ville de Chian Rai, au nord de la Thaïlande. UN PHOTO/HORNER

ENCADRÉ 2.2: LE PLAIDOYER EN FAVEUR DES OMD DANS LES COMMUNAUTÉS LOCALES

- En **Bosnie-Herzégovine**, la population a été sensibilisée aux politiques visant à réaliser les OMD d'intérêt local au moyen d'affiches grandeur nature demandant « Où serai-je en 2015 ? », accompagnées d'un rapport. Aux heures de grande écoute, les chaînes de télévision ont diffusé un film réalisé par le PNUD dans lequel des habitants locaux s'exprimaient sur leurs attentes pour 2015.

- Au **Kenya**, les OMD ont été rendus visibles par le biais d'une cérémonie annuelle de remise de prix des OMD, organisée en association avec le PNUD, qui mettait à l'honneur les associations locales qui avaient réussi à transformer les vies des gens.

- Au **Cambodge**, une brochure distribuée à grande échelle demandait « Que peux-tu faire pour réaliser les OMD ? ». Au lieu de décrire les objectifs, elle mettait en valeur des Cambodgiens qui œuvraient vers chacun d'entre eux et changeaient le cours des choses.

- En **Suède**, un clip réalisé par le PNUD sur les OMD, « 8 objectifs qui changent le monde » a été diffusé dans les cinémas de tout le pays.

- Les activités de proximité sur les OMD au **Nigéria**, dont une remise des prix OMD du président au niveau local, ont éveillé l'intérêt et aidé à recruter des volontaires pour la Guerre nationale des OMD contre la pauvreté. En vue de l'OMD 1, les volontaires et leurs stagiaires ont reçu une formation à l'agro-entreprise et des prêts sans intérêt. Un grand nombre des lauréats des prix OMD se sont portés volontaires, y compris en 2013. Cette année-là, ils ont aidé un million et demi de Nigérians à voter, y compris dans plus de 4 000 écoles, dans le cadre de l'enquête « My World ». Un seul pays a enregistré plus de votes que le Nigéria, qui a ainsi veillé à ce que ses priorités soient entendues par les négociateurs.

Source : PNUD [20]

Les cours d'alphabétisation offrent aux Nigérianes un moyen de sortir de la pauvreté.
UN PHOTO/SEAN SPRAGUE

de télévision pour relier les OMD à des problèmes et solutions propres à la région. Elle a abouti à une participation significative à la définition et à l'exécution d'OMD propres à la région de Kukës, ainsi qu'à une visibilité nouvelle grâce à laquelle la région a pu mobiliser des ressources auprès de l'État et de donateurs [21].

Les campagnes en faveur des OMD ont le mieux fonctionné en association avec des coalitions et adaptées à des résultats précis

Les messages, les messagers et le calendrier du plaidoyer avaient tous leur importance. Dans certains cas, sensibiliser les groupes de citoyens, le clergé ou les médias aux OMD, ou renforcer leurs capacités s'est avéré très efficace. Dans d'autres pays, un dialogue direct avec les pouvoirs publics a donné de meilleurs résultats. Le gouvernement du **Viet Nam**, par exemple, en partenariat avec l'ONU, a noué le dialogue avec le parlement national, réalisant qu'une action en faveur des OMD en dépendait. Une carte nationale a aidé à attirer leur attention. Chaque province avait une couleur différente en fonction de l'état d'avancement des OMD, de ses besoins et de ses priorités, indiquant ainsi celles qui avaient besoin d'assistance. Cette simple représentation visuelle a éveillé la curiosité et encouragé une compétition constructive, focalisant l'attention sur les OMD.

Une direction politique forte et clairvoyante a fait avancer le programme des OMD

Les présidents et Premiers ministres qui avaient adopté des plans progressistes au long terme pour prendre en main les problèmes que les populations avaient à cœur étaient généralement les meilleurs champions des OMD. Dans certains pays, les OMD ont aidé les dirigeants politiques à obtenir un soutien général pour une législation progressiste, à susciter la confiance, à établir de nouvelles priorités et à organiser des coalitions pour la réalisation des OMD dans tous les secteurs de la société.

Les mesures présidentielles prises en **Indonésie**, par exemple, ont obtenu un soutien pour l'accélération de la réalisation des OMD, entraînant une plus grande mobilisation et des fonds supplémentaires pour les cibles de santé. La participation du **Mexique** aux OMD s'est elle aussi renforcée en 2010, dans le sillage d'un intérêt politique de haut niveau [17]. En 2007, le vice-président de l'**Équateur** a fait du handicap une priorité ; de 2007 à 2011, les dépenses publiques destinées aux programmes pour les personnes handicapées ont bondi de 2 à 150 millions de dollars des États-Unis..

Le gouvernement d'**Éthiopie** estime que les OMD ont « renforcé la confiance dans ses politiques, focalisé l'attention sur une vision commune, mobilisé le public en général et multiplié les ressources intérieures et extérieures » [22]. Une évaluation des besoins dans le cadre des OMD, menée en 2004 avec l'appui du PNUD, estimait qu'environ 1,1 milliard de dollars des États-Unis étaient nécessaires chaque année pour réaliser les OMD portant sur la pauvreté et le statut social. Les dirigeants politiques ont utilisé ce chiffre pour augmenter considérablement les dépenses budgétaires nationales destinées aux initiatives favorables aux pauvres. Ils ont également fait en sorte que l'aide extérieure, au lieu d'être strictement humanitaire, englobe le financement des secteurs productifs et des administrations locales d'Éthiopie afin de leur donner les moyens d'améliorer les services de base et la productivité agricole.

Les dirigeants politiques du **Brésil** ont utilisé les OMD pour créer un mouvement en faveur d'un changement progressiste qui soulignait le besoin d'action à tous les niveaux de la société. Des groupes locaux, des maires, des organisations nationales et des entreprises ont apporté leur soutien à des campagnes pour l'élimination de la faim et la réalisation des OMD. Les dirigeants des **Philippines** ont employé le plaidoyer en faveur des OMD pour renforcer la participation aux dialogues nationaux et harmoniser les priorités des donateurs avec leur propre stratégie nationale pour les OMD.

Dans certains pays, les OMD ont aidé les dirigeants politiques à obtenir un soutien général pour une législation progressiste, à susciter la confiance, à établir de nouvelles priorités et à organiser des coalitions pour la réalisation des OMD dans tous les secteurs de la société.

2.2 L'ADAPTATION DES OMD AUX CONTEXTES LOCAUX

L'intégration des OMD dans les plans de développement nationaux des pays du monde entier est un jalon marquant de leur réalisation. En 2015, plus de 80 % des 140 pays de programmes du PNUD avaient incorporé au moins un sous-ensemble des OMD dans leurs plans nationaux de développement [23].

Le PNUD a aidé les pays à adapter les objectifs, les cibles et les indicateurs des OMD aux contextes locaux, à élaborer des stratégies nationales pour leur réalisation, à estimer le coût de la réalisation des OMD et à évaluer la marge de manœuvre budgétaire disponible. Un étude interne indépendante des actions du PNUD en faveur des OMD concluait que sa capacité à adapter ses services pour répondre efficacement aux demandes et aux contextes particuliers des pays et localités était l'une de ses grandes forces [23].

L'adaptation des OMD au contexte national les a rendus plus intéressants et appropriés au niveau local

Avec les gouvernements, le PNUD a adapté des OMD mondiaux afin qu'ils traduisent les priorités, les ambitions et les points de départ locaux. En 2002, un grand nombre avaient demandé le concours du PNUD dans ce sens. La quasi-totalité des rapports nationaux sur les OMD examinés pour celui-ci fait référence à « leurs propres OMD » ou aux « OMD nationalisés ».

La **Tanzanie**, par exemple, a traduit les OMD en objectifs nationaux assortis de délais, mis en œuvre par le biais de ses cadres politiques nationaux. Les **Philippines** ont inclus les cibles des OMD dans leur cadre de planification, en veillant à que tous les indicateurs soient appropriés dans leur contexte. Le **Botswana**, le **Cambodge**, la **Colombie**, le **Maroc**, le **Tadjikistan** et le **Togo** ont inclus une cible de réduction de la violence à l'égard des femmes. L'**Albanie**, la **Mongolie** et l'Iraq ont adopté un objectif supplémentaire de bonne gouvernance. L'**Afghanistan** a ajouté une cible de renforcement de la sécurité. La **RDP lao** a ajouté un 9e objectif : réduire l'impact des mines et engins non explosés, consciente des conséquences à long terme des mines sur les communautés concernées. Le **Cambodge** a ajouté des priorités nationales, notamment la réduction du travail des enfants et l'augmentation du nombre de gardes forestiers pour protéger les forêts.

L'adaptation des OMD a enfin convaincu les pays à revenu intermédiaire de l'intérêt des OMD [24]. Les pays où l'enseignement primaire était déjà universel ont décidé de simplement adapter la cible et de viser l'enseignement secondaire universel. L'**Arménie**, le **Botswana** et la **Colombie** ont ajouté une cible sur la qualité de l'éducation, assortie d'indicateurs comme le taux de réussite aux examens nationaux, la proportion d'enseignants par rapport au nombre d'élèves et l'accès aux manuels scolaires. L'**Uruguay** a décidé d'éliminer l'extrême pauvreté et de réduire de moitié la proportion de personnes vivant sous son propre seuil national de pauvreté.

Les stratégies de réalisation des OMD infranationales ont contribué à répondre aux besoins locaux et à résoudre les inégalités

Dès 2010, il fut manifeste que même dans les pays où les OMD avaient été réalisés tôt, d'importantes disparités existaient entre les groupes et les localités. On a dès lors eu de plus en plus recours aux stratégies de réalisation des OMD, aux rapports et aux plans infranationaux pour focaliser l'attention et les ressources sur les laissés pour compte, dans l'espoir de réduire les disparités et de répondre aux besoins des communautés marginalisées. Au **centre de Java**, par exemple, des plans de réalisation des OMD décentralisés, nés du cadre d'accélération, ont aidé des districts et des villes marginaux à réduire les taux relativement élevés de mortalité maternelle et à relancer les progrès qui avaient atteint un point mort [25].

Un grand nombre ont fait état de l'importance de la mise en œuvre d'OMD infranationaux dans leurs rapports nationaux sur les OMD. Le **Ghana**, par exemple, conclut qu'il a avant tout retenu de son expérience la nécessité d'adapter les Objectifs mondiaux aux contextes locaux « pour mieux prendre en main les questions des inégalités et des disparités socioéconomiques, assurer une plus forte appropriation et de meilleures perspectives de réalisation des objectifs ». Au **Pakistan**, les parties prenantes sont d'avis que les OMD auraient eu un plus grand impact s'ils avaient été « ancrés dans les réalités locales dès le départ », par le biais de stratégies locales et provinciales [27].

On a dès lors eu de plus en plus recours aux stratégies de réalisation des OMD, aux rapports et aux plans infranationaux pour focaliser l'attention et les ressources sur les laissés pour compte, dans l'espoir de réduire les disparités et de répondre aux besoins des communautés marginalisées.

Les autorités infranationales ont eu un rôle vital à jouer

dans l'offre équitable et efficace de services liés aux OMD. Du fait de leur proximité, elles étaient plus à même de faciliter une participation citoyenne significative, en amont et en aval, pour renforcer la confiance entre l'État et les citoyens et permettre des stratégies de réalisation des OMD adaptées aux contextes et aux besoins locaux. Pour cela, les autorités locales avaient besoin de capacités, d'autorité et de ressources suffisantes. Il importait qu'elles opèrent dans la transparence et conformément aux règles inter-gouvernementales de responsabilité. La décentralisation a aidé quelques administrations à mobiliser les communautés, à réagir à leurs besoins, ainsi qu'à renforcer la transparence et la responsabilité. La **Colombie** a adapté les OMD, par exemple, en demandant aux candidats aux offices publics d'élaborer des propositions en harmonie avec les OMD. Les candidats élus ont ensuite reçu les ressources et l'assistance technique nécessaires pour traduire leurs propositions en plans et initiatives fondés sur les OMD. Les administrations locales, par ailleurs, ont bénéficié d'un complément de capacités pour adapter les cibles d'OMD à leur contexte local, pour déterminer et mettre en place les initiatives nécessaires à leur réalisation.

Une réunion de village, exemple de gouvernance communautaire au Bangladesh. DRIK/SHEHAB UDDIN

Le **Bangladesh** constate que les élections au niveau des sous-districts ont renforcé la gouvernance locale et contribué à la réalisation des OMD [28]. Les fonctionnaires de district directement élus en **Indonésie** sont devenus plus réactifs aux besoins locaux dans le secteur de la santé. L'**Éthiopie**, le **Ghana**, le **Kenya** et le **Malawi** relèvent que la prise de décisions décentralisée, la responsabilité locale et l'autonomisation des écoles et des communautés ont joué un rôle fondamental dans l'augmentation rapide des effectifs de l'enseignement primaire. Des études menées par la Banque mondiale et l'UNICEF confirment leurs conclusions quant à l'importance de l'appropriation locale en matière d'éducation [28].

Les plans de réalisation des OMD ont le mieux fonctionné lorsqu'ils minimisaient les conflits et maximisaient les synergies

L'importance de comprendre l'effet des progrès et des revers d'une cible d'OMD sur les autres est soulignée dans les rapports nationaux sur les OMD de plusieurs pays. Le **Ghana**, par exemple, a constaté qu'en exploitant les synergies des objectifs et des cibles, l'impact des actions pouvait être multiplié. Le Ghana s'est déclaré résolu à mieux exploiter les liens entre les ODD.

En comprenant et en exploitant ce qui reliait les objectifs et les cibles, les pays ont pu hiérarchiser les facteurs déterminants qui multiplieraient les progrès vers la réalisation des OMD, sur l'ensemble des secteurs dans certains cas. Le PNUD les aidés à mettre en place des initiatives, par exemple, qui feraient avancer en même temps les objectifs nationaux sociaux, économiques et environnementaux ; des initiatives dites à « triple avantage ».

L'initiative Working for Water (travailler pour l'eau) en **Afrique du Sud** a employé des membres de communautés vulnérables touchées par un problème de végétaux envahissants pour déblayer les bassins de captation. Plus d'un million d'hectares ont été nettoyés, augmentant ainsi la quantité d'eau disponible et le débit des cours d'eau. Ces améliorations et le renforcement des écosystèmes locaux ont augmenté la productivité des terres et créé environ 20 000 emplois par an. Les employés ont bénéficié de cours sur la santé procréative et le VIH/sida, de dispositifs de garde d'enfants et d'informations sur la création de microentreprises [29]. Le **Viet Nam** a augmenté son couvert forestier de plus de 14 % entre 1990 et 2010, notamment en accordant des droits fonciers aux communautés locales. Cette politique a également contribué au développement local. Le **Costa Rica** et le **Brésil** ont réduit la vulnérabilité, renforcé l'emploi et ralenti les pertes de forêts par le biais de systèmes de paiement de l'écosystème qui recrutaient des communautés locales défavorisées pour protéger les forêts et abattre les arbres. Le Costa Rica a engagé des guides forestiers et des pompiers des communautés voisines des terres protégées. Les améliorations de l'infrastructure rurale ont souvent été bénéfiques sur plusieurs fronts, qu'il s'agisse d'augmenter les revenus et la sécurité alimentaire ou encore d'aider les communautés à gérer les ressources naturelles et de changer l'idée que se faisaient les individus, en particulier les femmes, de leur rôle et de leur avenir.

L'inverse est aussi vrai : les avancées dans le sens d'un objectif ou d'une cible ont parfois nui aux progrès réalisés dans un autre domaine, créant des conflits entre les OMD et entre les priorités nationales. Plusieurs villes, par exemple, ont failli épuiser la nappe phréatique dont elles dépendent en cherchant à atteindre la cible d'accès à de l'eau salubre. Le **Costa Rica** a averti que les progrès réalisés pour atteindre les cibles d'assainissement et d'eau salubre pourraient entraîner une hausse des fuites et des déversements d'eaux d'égout non traitées, qui aggraverait la pollution des cours d'eau nationaux et internationaux. Ce conflit pourrait être minimisé ou résolu en consacrant davantage de moyens au transfert et à l'application de technologies de traitement des eaux d'égout. Les programmes de micro-crédit qui amélioraient les perspectives des microentreprises familiales ont parfois entraîné une hausse du taux de décrochage scolaire des filles. Dans certains cas, les pressions exercées et la possibilité d'une activité plus lucrative ont incité les familles à déscolariser les filles pour les faire travailler dans l'entreprise familiale [28].

La planification et la construction de scénarios ont aidé certains pays à repérer les conflits potentiels et à exploiter les synergies entre les objectifs.

Autre exemple important : celui de la croissance qui contribue à la réduction de la pauvreté mais diminue les ressources naturelles. La planification et la construction de scénarios ont aidé certains pays à repérer les conflits potentiels et à exploiter les synergies entre les objectifs. Le PNUD a aidé de nombreux pays, par exemple, à tenir compte de l'intensité de carbone et de la résilience face aux changements climatiques dans leurs plans de réalisation d'objectifs de développement nationaux, tout en évitant les hauts débits de rejet, en investissant dans la prévention des risques de catastrophe et en tirant parti du financement de l'action climatique et environnementale pour s'adapter à la réalité des changements climatiques. L'**Éthiopie** a élaboré un plan à long terme pour développer une économie résiliente face aux changements climatiques, verte, diversifiée et riche en emplois. Le plan prévoit de tirer parti des technologies nouvelles, des nouveaux marchés verts, ainsi que de la population jeune et de plus en plus urbaine, éduquée et en bonne santé. L'objectif : continuer d'augmenter la productivité du secteur agricole tout en jetant les bases d'entreprises et d'industries écoresponsables, compétitives et à plus forte valeur ajoutée.

L'amélioration de la coordination et de la cohérence institutionnelles a facilité la réalisation des OMD

Pour tirer parti des synergies et éviter les conflits et les inefficiences, il était essentiel que les processus et les institutions liés aux OMD facilitent des politiques complémentaires sur l'ensemble des ministères et des organismes publics. La plupart des rapports nationaux sur les OMD examinés citent le manque de coordination intra gouvernementale et donc de « cohérence des politiques » comme raison de retard de la réalisation d'au moins un

ENCADRÉ 2.3: LE RÉGIME DE SUBVENTIONS CONDITIONNELLES AU NIGÉRIA

Le régime de subventions conditionnelles au Nigéria avait pour but de renforcer la mise en œuvre des OMD au niveau local et de tirer parti des investissements des administrations fédérales et locales, conformément aux responsabilités constitutionnelles. Les administrations fédérales et locales devaient présenter des demandes de financement de projets qu'elles concevaient dans certains domaines, par exemple l'électrification rurale, l'acquisition de compétences, la construction d'écoles primaires et les transferts monétaires conditionnels. Les financements étaient accordés suivant divers critères, dont l'engagement à améliorer la collaboration avec les parties concernées du gouvernement, là améliorer la gestion des dépenses publiques et à renforcer les capacités des autorités locales. La compétition créée par le régime est citée par une évaluation indépendante comme une importante force motrice de la réalisation des OMD. Les responsables locaux attribuent le succès du régime à ses critères souples et participatifs, qui permettaient de se focaliser sur les priorités locales. En 2008, des fonds fédéraux de contrepartie ont été fournis par le biais du régime. Une étude menée par Zamba et Oboh en 2013 concluait que, grâce au régime, les administrations fédérales et locales étaient mieux placées pour mettre en œuvre les projets de développement, ce qui permettait à son tour au gouvernement fédéral de se concentrer sur la planification, la coordination, le suivi et l'évaluation.

Source : Rapport OMD Nigéria 2014 [33]

UN PHOTO/PAM/PHIL BEHAN

objectif. Un grand nombre d'entre eux attirent l'attention sur des projets isolés ou fragmentés bénéficiant d'un financement incertain, suggérant qu'ils auraient été plus efficaces s'ils avaient été harmonisés et intégrés dans les principales initiatives et stratégies nationales de réalisation des OMD. Le manque de coordination par les pouvoirs publics explique en grande partie pourquoi un grand nombre de stratégies et de plans nationaux de développement n'ont pas été traduits en politiques et actions, appuyées par des budgets et des cadres de dépenses publiques nationaux. Il est partiellement dû à l'insuffisance de capacités techniques et politiques des administrations publiques [29].

De nombreux gouvernements se sont précisément préoccupés d'améliorer la coordination autour des OMD, en commençant par les ministères de tutelle. Le **Bangladesh**, par exemple, attribue en partie son retour sur la voie de la réduction de la mortalité infantile et de l'amélioration de la santé maternelle, à l'amélioration de la coordination entre la Commission de Planification, le ministère de la Santé et du Bien-être de la famille, et le ministère des Femmes et des Enfants [30]. Des entités publiques de haut niveau ont été établies pour diriger les processus de réalisation des OMD et harmoniser le travail des ministères et des organismes publics. En 2010, le président du **Mexique** a établi un Comité technique spécialisé sur les OMD, doté d'un secrétariat technique, qui allait au-delà des changements politiques et les clivages sectoriels. Les membres du comité ont contribué à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de stratégies sectorielles et de politiques publiques qui ont eu un impact direct sur les OMD. Le **Nigéria** a mis en place un Bureau de l'assistant spécial principal auprès du Président du Nigéria chargé des objectifs du Millénaire pour le développement, avec pour mission d'améliorer la coordination entre les secteurs et les niveaux de gouvernement. Le Bureau a alloué des fonds réservés aux OMD à des ministères et organismes désignés, et encouragé la coordination avec les groupes infranationaux des OMD, la transparence et la responsabilité.

La coordination avec des acteurs au-delà des gouvernements est elle aussi essentielle. Le succès du programme Bolsa Família au **Brésil** peut être attribué, en partie, à la coordination efficace entre le gouvernement national, les autorités municipales et les organisations de la société civile. Le ministère du Développement social a signé des accords de gestion conjointe formels avec chaque municipalité, qui établissaient les responsabilités et les normes minimales de mise en œuvre. Il a également mis en place des mesures incitatives basées sur les résultats, pour améliorer l'efficacité des autorités municipales [28].

La production durable de cacao au Ghana fait vivre des agriculteurs locaux. PNUD GHANA/IKE PHOTOS

Pour être efficace, la programmation infranationale exigeait une division claire du travail entre les différents niveaux de gouvernement et au moins un certain degré de décentralisation de l'autorité de l'État. La planification infranationale de la réalisation des OMD était souvent accompagnée ou suivie des deux. L'**Ouganda** attribue l'amélioration des services liés à l'utilisation de l'eau, en partie, à une meilleure collaboration entre les ministères nationaux et les administrations locales [31]. Le rapport OMD de la **RDP lao** soulignait le besoin d'améliorer la distribution des responsabilités entre les services de planification nationale et infranationale pour une mise en œuvre efficace des Objectifs mondiaux. Les recherches tendent à indiquer l'importance de dispositions administratives claires dans les succès de la **Chine** en matière de développement, en plus d'une forte demande de la part des administrations locales et des mécanismes décentralisés et participatifs de prestation de services [28].

L'**Albanie** a réalisé les avantages d'une planification infranationale, tout en instituant des politiques cohérentes qui ont fait avancer la réalisation des OMD au niveau national. Le pays a suivi une approche « imbriquée » de la planification et du suivi des OMD. Des cibles et indicateurs d'OMD définis au niveau national et international ont été inclus (« imbriqués ») dans les stratégies de réalisation des OMD élaborées par certaines localités. Des cibles nationales (propres à l'Albanie) et des cibles mondiales ont été incluses lorsqu'elles étaient jugées pertinentes et importantes par les autorités locales et les citoyens, lors d'événements participatifs de « définition de cibles ». En particulier, des indicateurs et des cibles locaux ont été élaborés et suivis afin de capter les manifestations locales de la pauvreté qui n'étaient pas nécessairement reflétées dans les cadres de suivi nationaux. Par exemple, la région de Kukës a inclus un indicateur, pour l'OMD 1, qui mesurait le nombre de familles disposant d'eau salubre et de sources de chauffage chez elles, ainsi que le nombre de familles bénéficiaires d'aide sociale. D'autres régions n'ont pas jugé ces indicateurs pertinents [32].

L'intégration des cadres de budgétisation dans les processus de planification a fait avancer les OMD

Le PNUD a facilité l'intégration des OMD dans la budgétisation en aidant plusieurs gouvernements à entreprendre des analyses des besoins et des exercices d'établissement des coûts détaillés.

Le gouvernement royal du **Bhoutan** a utilisé les résultats d'une analyse des besoins pour intégrer les OMD dans son dixième plan quinquennal, et assorti les dépenses budgétaires du pays aux ressources nécessaires à la réalisation des OMD. Le **Nigéria** a élaboré des stratégies sectorielles pour guider la préparation et la mise en œuvre de son cadre de dépenses à moyen terme. En 2006, le cadre réservait environ 57 % des dépenses d'investissement totales aux secteurs liés aux OMD [33]. Le gouvernement du **Pérou** attribue ses progrès, en partie, à des règles directrices et budgétaires qui reliaient les affectations de ressources à des résultats mesurables. Le système exigeait un degré de collaboration et a abouti à des programmes budgétaires stratégiques qui donnaient la priorité à la petite enfance, à la malnutrition, à la santé des femmes et à d'autres domaines couverts par les OMD [34].

Lorsque des cibles propres à certains OMD étaient reflétées dans les allocations budgétaires nationales, les chances de réalisation des OMD concernées étaient accrues. En dépit d'une population très dispersée, le **Bhoutan**, par exemple, a augmenté les effectifs nets de l'enseignement primaire de 55 % en 1998 à 91 % en 2013 en allouant environ 15 % de son budget national à l'enseignement primaire. Le gouvernement d'**Éthiopie** attribue la hausse de la disponibilité d'eau potable aux fonds prévus au budget utilisés pour inciter les donateurs à investir dans des technologies à plus bas prix. Le gouvernement du **Ghana** attribue la croissance rapide et la hausse des dépenses à la réalisation des OMD. En 2013, le Ghana a alloué 23 % de son budget aux activités de réduction de pauvreté [28].

Malgré l'influence des OMD dans les plans de développement nationaux, ils n'ont pas toujours été traduits en budgets ou cadres de dépenses nationaux. En 2008, l'économiste du développement Sakiko Fukuda-Parr a comparé les politiques et plans élaborés dans les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté des pays aux estimations du coût de la réalisation des cibles des OMD dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Aucun des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté examiné ne fait référence à ces estimations, qui existent pourtant. Faluda-Parr suggère trois explications : 1) l'impossibilité de mobiliser des ressources adéquates pour les OMD perçue par les responsables ; 2) la crainte que les estimations soient critiquées ; ou 3) l'inquiétude quant aux effets potentiels d'une augmentation des dépenses publiques ou d'une hausse de la dépendance de l'aide. Sa conclusion laisse entendre que le coût des OMD n'a pas été reflété dans les budgets nationaux ou le financement pour des raisons calculées [28]. Calculée ou non, cette omission a contribué aux déficits de financement qui ont empêché de nombreux pays de réaliser les OMD.

L'ajout d'autres sources de financement du développement en complément de l'aide a fait avancer les OMD

Le PNUD a aidé les gouvernements à évaluer les options de financement disponibles pour augmenter les dépenses publiques consacrées aux OMD (la marge de manœuvre budgétaire). Il s'agissait de cartographie et d'analyser toutes les sources potentielles de financement du développement, publiques et privées. En règle générale, deux options étaient possibles à l'intérieur des pays : a) réaliser des économies en dépensant plus efficacement ou b) mobiliser des ressources par le biais de mesures fiscales, d'aide ou de niveaux viables d'emprunt. Les évaluations fiscales entreprises en même temps que la planification ont aidé les pays à prévoir les pénuries et à allouer des ressources qui ont stabilisé l'économie tout en élargissant la marge de manœuvre budgétaire. Étant donné l'échelle requise, certains ont eu du mal à avancer vers les Objectifs mondiaux sans accroître leur dépendance des prêts. Les ODD étant plus ambitieux, prêteurs et les emprunteurs doivent s'efforcer ensemble d'éviter les crises de la dette, notamment par le biais d'outils comme le cadre de viabilité de la dette de 2005.

De nombreux pays, dans toutes les régions en développement, ont augmenté leurs dépenses publiques dans les secteurs sociaux entre 2000 et 2008.

Le **Belize**, le **Niger**, le **Nigéria**, la **Tanzanie**, le **Ghana** et la **Guinée** constatent dans leurs rapports OMD qu'un service de la dette inférieur (par l'allègement de la dette ou des négociations) a amélioré leur capacité de réalisation des OMD. À l'ère des OMD, le rapport entre la dette extérieure et le PIB de l'ensemble des pays en développement a baissé de plusieurs points de pourcentage tandis que les recettes publiques ont augmenté [35]. Après l'allègement de la dette, les pays ont augmenté leurs dépenses en faveur des pauvres de 3 points de pourcentage du PIB en moyenne. Dans certains cas, cependant, les conditions d'allègement de la dette ont restreint les options des décideurs ou abouti à une plus grande exposition aux chocs externes.

De nombreux pays, dans toutes les régions en développement, ont augmenté leurs dépenses publiques dans les secteurs sociaux entre 2000 et 2008. Certains ont considérablement augmenté les dépenses de protection sociale, d'éducation et de santé, même après la crise financière mondiale. Ils ont ainsi contribué aux OMD et à la croissance. Une croissance rapide et soutenue demande des niveaux élevés d'investissement dans les capacités productives, notamment l'agriculture, l'infrastructure, l'innovation, mais aussi la santé, l'éducation et les secteurs sociaux qui développent le capital humain. Les économies qui affichent une forte croissance soutenue maintiennent généralement un taux d'investissement de 25 % du PIB ou plus [28]. Les taux d'investissement de la **Chine** ont dépassé 35 % du PIB pendant trois décennies. Au cours des dix dernières années, le taux moyen d'investissement en Afrique subsaharienne a augmenté de 16 à 23 %, faisant ainsi augmenter les taux de croissance moyens [28]. Les dépenses sociales de nombreux pays restent inférieures aux niveaux de référence régionaux ou internationaux. Au niveau actuel de dépenses nationales, un grand nombre d'OMD pourraient n'être réalisés que bien après 2015 [28].

Les processus participatifs institutionnalisés ont été porteurs de progrès solides

Si les consultations étaient un point de départ, l'appropriation des Objectifs mondiaux exigeait des mécanismes propices à un dialogue et des retours permanents. Le gouvernement des **Philippines**, par exemple, a établi un processus de planification urbaine et de budgétisation du bas vers le haut, qui demandait aux intéressés de formuler des propositions de budget basées sur les plans d'action élaborés par des villes et des municipalités à faible revenu. Les résultats ont facilité l'utilisation des savoirs locaux, l'expression des craintes et, in fine, la réalisation des OMD.

Si les consultations étaient un point de départ, l'appropriation des Objectifs mondiaux exigeait des mécanismes propices à un dialogue et des retours permanents.

Au **Népal**, les audits publics ont réuni les bénéficiaires et les prestataires de services publics, renforçant la participation, la transparence et la responsabilité. Ainsi, des membres des communautés, y compris des femmes et des groupes marginalisés, ont été formés à l'animation des initiatives en faveur des OMD et à la gestion les biens collectifs. Au **Bangladesh**, des ONG ont créé des associations locales de femmes politiques qui ont accru la visibilité des femmes candidates aux élections tout en développant leur assurance et leurs compétences par la solidarité. Davantage de femmes ont pris des fonctions au sein des administrations de districts et ont réussi à se faire élire au gouvernement [30].

Le **Nigéria** attribue le succès de sa campagne contre la polio à la participation de chefs religieux, de chefs coutumiers et notables ; à la participation systématique des parties prenantes ; et à la coopération entre les gouvernements, les acteurs internationaux et les acteurs locaux. Des centres d'opérations d'urgence locaux ont aidé à mobiliser les communautés, à suivre les progrès et à veiller à ce que les réponses correspondent aux préférences des communautés [33]. Face à la perspective d'une poussée dévastatrice d'Ebola, les dirigeants nigérians ont suivi avec succès une démarche similaire, locale et ouverte à tous.

Le PNUD a cherché à renforcer les mécanismes qui ont rapproché l'État et les citoyens : les parlements ; les commissions des droits de l'homme, de la lutte contre la corruption et électorales ; les comités de développement local, etc. Il a mis en équilibre l'appui à la société civile et les efforts de renforcement des capacités des institutions publiques en interaction avec la société civile. Les parlements, par exemple, avaient un rôle de contrôle vital et pouvaient faciliter une prise de décision plus réactive lorsqu'ils avaient les moyens d'examiner de près les politiques et budgets liés aux OMD, de tenir des audiences publiques sur les sujets de préoccupation, et de contester les décisions du gouvernement. Les capacités de forger des alliances, d'utiliser les données factuelles et de défendre des politiques solides étaient souvent été aussi importantes que les compétences techniques [28].

ENCADRÉ 2.4: LE GHANA REPÈRE LES GOULETS D'ÉTRANGLEMENT POUR ACCÉLÉRER LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE RÉDUCTION DE LA MORTALITÉ MATERNELLE

Au Ghana, un nombre important de femmes continuaient de mourir en couches des suites de complications évitables ou traitables, malgré les efforts des pouvoirs publics et des partenaires du développement. En 2013, le Ghana a utilisé le cadre d'accélération de la réalisation des OMD pour l'aider à cerner et à surmonter les problèmes tenaces. Parmi les goulets d'étranglement:

- **Un investissement inadéquat dans les services de santé maternelle, notamment dans les dispositifs communautaires**
- **Un système d'aiguillage national inefficace et des problèmes de transport pour les femmes enceintes**
- **Des données inadéquates pour prendre la pleine mesure du problème de la mortalité maternelle**

L'État a mis en place plusieurs mesures convenues pour résoudre ces goulets d'étranglement, dont l'offre de services de santé maternelle gratuits et des programmes complets de soins prénatals reliés aux centres de protection infantile dans de nombreux districts. Il a également assuré la formation des sages-femmes à l'utilisation d'un partographe, réduisant ainsi les longs accouchements, les césariennes et la mortinatalité, ainsi que la formation de tous les agents de santé à la puériculture. Le rapport OMD 2015 du Ghana constatait une augmentation continue du pourcentage de femmes soignées par du personnel qualifié, avant, pendant et après l'accouchement.

UN PHOTO/JOHN ISAAC

Source : Rapport OMD du Ghana 2013 et 2015 [26].

L'appui des pouvoirs publics à la société civile a entraîné des solutions à fort impact sur les OMD

Dans les cas d'appropriation des OMD et de participation citoyenne solides, les initiatives pilotées par la collectivité ont résolu les problèmes et montré la voie à suivre aux administrations locales et aux gouvernements [36]. De nombreux gouvernements ont recherché, encouragé, soutenu et développé ce type d'innovations.

L'Institut de développement des organisations communautaires en **Thaïlande** a recruté diverses associations locales pour concevoir et gérer la modernisation d'établissements informels, notamment en les reliant à des systèmes d'eau courante et d'égouts. Ces associations ont œuvré ensemble, fait intervenir les administrations locales et élargi leurs initiatives à des villes entières. En 2012, 91 000 ménages dans 270 villes, grandes et petites, avaient bénéficié de cette modernisation. Dans la plupart des cas, les droits fonciers ont également été clarifiés. Le programme a aidé la Thaïlande à atteindre ses cibles d'eau et d'assainissement avant la date butoir. L'État a par la suite accru son investissement dans l'amélioration des environnements urbains pauvres [37].

Une fédération de femmes pauvres en milieu urbain à Mumbai, en **Inde**, est à l'origine de la construction de w.c. communautaires améliorés. Son initiative a été élargie par une alliance de la Fédération nationale des habitants de taudis et une ONG locale. L'administration municipale a fini par soutenir ses efforts, notamment en apprenant à ses membres à entretenir les installations et à réagir aux difficultés. L'alliance a construit plus de 600 blocs sanitaires, améliorant les dispositifs d'assainissement pour un grand nombre de femmes.

Une alliance de la société civile indienne, la CLIFF, a facilité la participation d'organisations de pauvres des milieux urbains aux projets d'infrastructure et de logement, en conjonction avec les municipalités et le secteur privé. Consciente de la nécessité de comprendre et de pouvoir mettre en doute les décisions des promoteurs, la CLIFF a formé les organisations de pauvres des milieux urbains à l'architecture, à la construction et à la rénovation urbaine. Le résultat a contribué au succès de plusieurs réinstallations et à la modernisation de projets de logement [37].

2.3 RÉALISATION ET ACCÉLÉRATION DE L'AVANCÉE DES OMD

Pendant l'ère des OMD, des pays de toutes les régions se sont trouvés aux prises avec une faible croissance de l'emploi, ainsi qu'avec les effets de catastrophes naturelles, de chocs économiques et environnementaux et de longs conflits. Le manque de ressources et de capacités, la faiblesse de la gouvernance, l'exclusion et la discrimination étaient autant d'autres obstacles à l'avancée des OMD. Le PNUD a aidé ses partenaires nationaux à surmonter les contraintes en mettant des initiatives axées sur les OMD à l'essai et en en tirant les enseignements, dans les domaines de la prévention du VIH, de la protection sociale, de la gestion des écosystèmes, du commerce et du soutien parlementaire, entre autres.

En 2010, le PNUD s'est polarisé sur les OMD, redoublant d'efforts pour combler les déficits de mise en œuvre par une gouvernance démocratique efficace, défendre les facteurs d'action déterminants, mobiliser et hiérarchiser des financements pour les OMD. Le cadre d'accélération de la réalisation des OMD, conçu et piloté par le PNUD, était au cœur de ce travail. Il était conçu pour aider les pays à repérer et hiérarchiser les goulets d'étranglement qui faisaient obstacle aux progrès vers des cibles précises, pour élaborer et déléguer des solutions concrètes. Les enseignements suivants se sont dégagés de la collaboration entre le PNUD et ses partenaires de l'ONU et des gouvernements autour de la mise en œuvre du cadre d'accélération.

La résolution des goulets d'étranglement a accéléré les progrès vers les cibles en retard

Plus de 60 pays ont fini par adopter le cadre d'accélération de la réalisation des OMD pour améliorer les progrès vers une cible ou un objectif particuliers. Avec le temps, le PNUD a compris que l'efficacité du cadre était en grande partie due au fait qu'il focalisait les praticiens, les dirigeants et les parties prenantes sur la résolution d'un problème jugé prioritaire dans leur pays.

ENCADRÉ 2.5: LE CADRE D'ACCÉLÉRATION DE LA RÉALISATION DES OMD

Le cadre d'accélération a été adopté par plus de 60 gouvernements et réunissait les parties prenantes et les praticiens pour repérer et résoudre les goulets d'étranglement qui faisaient obstacle aux progrès vers certaines cibles en retard.

Le cadre d'accélération de la réalisation des OMD posait plusieurs questions:

- Dans quelle mesure les politiques et les lois sont-elles propices à l'offre et à l'utilisation des services ?
- Les politiques sectorielles expliquent-elles les stratégies, les approches et les ressources nécessaires ?
- Dans quelle mesure les enveloppes budgétaires publiques correspondent-elles aux besoins prioritaires établis dans le Plan national de développement et les dépenses correspondent-elles au budget ?
- L'aide publique au développement (APD) est-elle adéquate et en harmonie avec les priorités budgétaires ?
- Les personnes appropriées, dotées des compétences appropriées, sont-elles disponibles au moment approprié pour fournir des services ou exécuter des interventions ciblées ?
- Le matériel, les fournitures et l'infrastructure fournissent-ils les services dans les délais et les limites budgétaires prévus ?
- Les interventions existantes assurent-elles une couverture de qualité et équitable ?
- Les campagnes d'éducation et d'information encouragent-elles l'utilisation des interventions/services ?
- Les coutumes, traditions et préférences locales et nationales sont-elles en harmonie avec les interventions ?
- Les obstacles rencontrés par les utilisateurs des services ont-ils été identifiés et pris en main ?

Le recours au cadre d'accélération a été imposé par les plus hauts échelons de gouvernement, généralement le Premier ministre ou le chef de l'État, d'où sa légitimité et son urgence. L'ONU a fait appel à ses réseaux locaux pour réunir des spécialistes de la résolution de problèmes convaincus issus de gouvernements, de la société civile et d'agences de développement, y compris des professionnels de première ligne. Des facilitateurs éclairés ont fait appel aux données factuelles et au savoir-faire des participants pour cerner et analyser les causes des retards d'avancement et hiérarchiser les goulets d'étranglement les plus en cause. Des solutions ont ensuite été mises au point pour résoudre chaque goulet d'étranglement prioritaire. À l'issue du processus d'accélération, les solutions ont été développées en un Plan d'action d'accélération qui élaborait des actions concrètes, assorties de calendriers de mise en œuvre précis et d'une agence ou unité responsable.

Des bénéficiaires d'une initiative soutenue par le PNUD qui a permis aux villages du Niger de continuer à cultiver des aliments pendant la sécheresse de 2012. PNUD/SARAH RENNER

Un examen du processus d'accélération et de la mise en œuvre, mené pour le compte du Conseil des chefs de secrétariat des Nations Unies [38] concluait que le cadre d'accélération avait facilité des résultats de développement concrets – notamment en permettant un dialogue interdisciplinaire et en attirant davantage de ressources et une plus grande attention sur les problèmes.

En exploitant la diversité d'expertise et de savoir-faire des professionnels à l'intérieur et à l'extérieur du ministère, du secteur et de la discipline concernés, le processus d'accélération a souvent fait émerger des solutions jusqu'alors non détectées. Par exemple, en **Ouganda**, le retard pris dans le domaine de la santé maternelle a été résolu par l'adoption de techniques pour mieux inciter les fonctionnaires à fournir les médicaments à temps. Les investissements dans la communication en **Tanzanie** ont aidé à améliorer les transports à la disposition des femmes enceintes. Le **Belize** a pu améliorer l'accès à l'eau potable en modifiant les règles dans le but de rendre les compagnies d'eau locales plus représentatives. Le **Pakistan** s'est servi du cadre d'accélération pour faciliter une action inter-gouvernementale coordonnée, réunissant les dirigeants nationaux et provinciaux autour de la définition de plans d'accélération infranationaux.

L'examen par le Conseil des chefs de secrétariat a constaté que les gouvernements considéraient généralement que les résultats du cadre d'accélération correspondaient à leurs priorités de développement nationales. Plusieurs plans d'action pour l'accélération de la réalisation des OMD ont été utilisés pour relancer des stratégies existantes ou ajouter une branche opérationnelle aux plans nationaux. Le gouvernement du **Niger** a affecté 30 millions de dollars des États-Unis sur cinq ans, par exemple, à son plan d'accélération pour la faim. Plus tard, ce plan est devenu un élément central de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire « Les Nigériens nourrissent les Nigériens ». Les partenaires extérieurs ont soutenu le plan d'action soit par l'apport de ressources financières, soit en adaptant leurs propres programmes en fonction d'activités précises du plan d'action.

Le **Cambodge** a fait des plans d'action pour l'accélération des OMD la branche opérationnelle de stratégies nationales déjà en place, favorisant ainsi leur mise en œuvre. Le gouvernement de la **RDP lao** a utilisé le cadre d'accélération pour stimuler un soutien général, notamment de la part de la société civile, dans le but de rendre des aliments nutritifs plus accessibles et plus abordables. Cette initiative était financée par sa Stratégie nationale multisectorielle pour l'alimentation et la nutrition. Le processus d'accélération a également retenu l'attention du secteur privé dans plusieurs pays et facilité la mise en place de solutions et de ressources. Au **Ghana**, par exemple, une union des transports motorisés a créé avec le gouvernement un système de bons remboursables pour le transport gratuit des femmes vers les maternités au moment de l'accouchement. Également au Ghana, une société de logistique a amélioré la gestion de la chaîne d'approvisionnement en médicaments essentiels pour réduire les risques de pénurie dans les dispensaires isolés.

Des actions prioritaires délibérées ont amélioré les vies des laissés pour compte

Les stratégies en faveur des OMD ont abouti lorsqu'elles accordaient une attention particulière aux inégalités entre des groupes et les localités. Presque tous les rapports nationaux sur les OMD examinés pour celui-ci attribuaient la lenteur des progrès vers les objectifs nationaux aux disparités entre les sous-régions.

Les données factuelles accumulées pendant l'ère des OMD ont renforcé la nécessité de donner un degré de priorité élevé aux actions et les politiques qui servent de manière disproportionnée les intérêts des groupes pauvres et marginalisés. Au sujet de la mortalité des enfants, par exemple, une analyse des données ventilées de 87 pays effectuée par l'ONG Save the Children constate que, loin de ralentir les progrès, une attention concentrée sur les groupes défavorisés est associée à un progrès en moyenne 6 % plus rapide sur 10 ans [11].

Les données factuelles accumulées pendant l'ère des OMD ont renforcé la nécessité de donner un degré de priorité élevé aux actions et les politiques qui servent de manière disproportionnée les intérêts des groupes pauvres et marginalisés.

Les OMD pouvaient motiver les gouvernements et les acteurs de la société civile à atteindre les groupes et les sous-régions avec des indicateurs à la traîne. Le **Nigéria**, par exemple, a constaté d'importantes disparités entre les chiffres de santé maternelle et de nutrition d'un État à l'autre. Pour les résoudre, le gouvernement a adopté une Stratégie de soins de santé primaires intégrés mobiles visant à accroître l'accès aux soins de santé primaires gratuits dans 336 établissements ruraux regroupés et communautés urbaines pauvres exclues [33]. En 2007, le gouvernement d'**Érythrée**, en conjonction avec l'UNICEF, a lancé un programme pour assurer que les enfants de bergers nomades – souvent exclus de l'éducation formelle en raison des migrations saisonnières – fréquentent l'école primaire. En deux ans, plus de 5 000 enfants de 9 à 14 ans ont été inscrits dans 57 centres d'enseignement spécialisés.

L'étude menée par le Conseil des chefs de secrétariat constate que le cadre d'accélération de la réalisation des OMD a aidé certains pays à s'attaquer aux inégalités. Par exemple, la stratégie du Millénaire pour les municipalités en **Colombie** était conçue pour réduire les inégalités répandues entre les municipalités. Des solutions stratégiques ont été mises en œuvre dans des municipalités en retard dans la réalisation d'OMD, dont un programme pour la nutrition des mères allaitantes, des projets de formation de revenu axés sur les jeunes et les femmes ; un programme de vaccination universelle et de suppléments nutritionnels pour les enfants de moins de 5 ans, entre autres exemples. En appui des initiatives d'accélération au **Cambodge**, des associations de chefs d'entreprises de secteurs en croissance rapide (tourisme et TIC) ont participé à des programmes de renforcement de l'esprit d'entreprise et des compétences professionnelles dans l'objectif de répondre à la demande du marché, en particulier pour les femmes et les personnes handicapées.

En **RDP lao**, le gouvernement a utilisé le cadre d'accélération pour résoudre les goulets d'étranglement qui faisaient obstacle à la scolarisation et à la qualité des résultats scolaires dans les zones isolées en attirant des enseignants plus qualifiés. La mise en place de programmes de formation flexible, l'amélioration du logement et l'augmentation du salaire font partie des moyens employés pour renforcer les qualifications et attirer des candidats. Les communautés ont pu recruter elles-mêmes des candidats locaux, sélectionnés et formés dans des écoles d'instituteurs locales. La RDP lao souligne, dans son rapport OMD 2014, les difficultés rencontrées pour mettre en place des programmes de réinstallation volontaires équitables, citant de nouveaux problèmes de santé et d'agriculture parmi les groupes réinstallés ainsi que des tensions autour de l'accès à des ressources naturelles surexploitées. Elle souligne le besoin de compensation, de consultation universelle et de développement de la vulgarisation agricole, de la formation et des activités de proximité dans le domaine de la santé publique.

Le renforcement des capacités locales a amélioré la prestation de services et augmenté le financement

Les problèmes de capacités sont maintes fois cités dans les rapports nationaux sur les OMD parmi les raisons des retards. Le PNUD a aidé les pays à entreprendre des évaluations des capacités, à trouver des moyens de combler des déficits précis et de renforcer les capacités de mise en œuvre des OMD des gouvernements nationaux et des administrations locales.

Dans certains cas, l'augmentation du financement destiné à certains domaines des OMD a révélé des déficits de capacités. L'**Éthiopie**, par exemple, constate qu'elle n'a pas pu pleinement utiliser l'aide au développement attribuée au secteur de la santé par manque de capacités. Le ministère de la Santé manquait des compétences, de l'infrastructure et de l'expérience nécessaires pour se procurer des produits de santé avec l'efficience requise par les nouveaux fonds. Les bureaux de santé infrarégionaux manquaient aussi de capacités pour assurer une allocation efficace des fonds. Pour combler ces déficits et renforcer les personnels, l'Éthiopie a investi dans des centres de formation des personnels administratifs et médicaux dans le secteur de la santé. Le gouvernement a également eu recours à la mobilisation sociale pour compléter les services de vulgarisation sanitaire. Plus de 8 millions de femmes volontaires, connues sous le nom de « l'Armée du développement de la santé », ont développé l'utilisation des services de planification de la famille et encouragé les femmes enceintes à recevoir des soins prénatals et à accoucher dans des dispositifs de santé. En faisant part de leurs observations aux agents de vulgarisation, les volontaires ont aussi contribué au suivi des besoins et des tendances en matière de santé [22].

De nombreux pays affirment que les limites de capacités ont fait obstacle à la progression vers les cibles dans le domaine de l'environnement, signalant le besoin d'intensifier le soutien et l'accès aux technologies propres pour réaliser les ODD. La **Tanzanie** fait état de déficits d'expertise technique et managériale qui empêchent la mise en œuvre des mécanismes environnementaux et la mise en application des lois existantes. Elle constate en outre que les pressions exercées par la croissance rapide de la population, la pauvreté, l'exploitation illégale du bois et la chasse ont exacerbé la dégradation de l'environnement, d'où la nécessité de renforcer les capacités locales de toute urgence, en particulier pour gérer les conflits autour des forêts et des ressources terrestres [39]. **Les Philippines** relèvent également que « alors que le secteur de la gestion environnementale est rempli de lois, leur mise en application est restreinte par des capacités institutionnelles, financières et technologiques limitées » [40].

L'incapacité des acteurs locaux et des autorités publiques à mobiliser des fonds et à assurer une bonne mise en œuvre les services liés aux OMD est souvent citée comme une pièce manquante du puzzle des OMD [41]. Dans la plupart des pays, la décentralisation a confié aux autorités locales davantage de responsabilités liées aux OMD, sans apport de capacités complémentaires ni de systèmes de reddition de comptes ou de pouvoir de mobilisation de ressources. En raison du manque de capacités pour articuler les demandes ou mobiliser des fonds de contrepartie, les fonds déterminés par la demande destinés aux OMD sont souvent restés hors de portée des localités pauvres. Les autorités locales ont souvent été contournées par des acteurs externes ou d'autres cristallisés sur la mise en œuvre nationale. Ces acteurs ont ainsi renoncé aux possibilités de renforcer les capacités locales et décrédibilisé les acteurs infranationaux. Lorsque les homologues locaux étaient considérés comme des partenaires, plutôt que comme des sous-traitants, les services liés OMD étaient plus efficaces et plus viables. L'**Éthiopie** attribue son succès en partie à l'orientation favorable aux pauvres qui s'est dégagée à la suite de la décentralisation fiscale et de la mobilisation locale de fonds destinés aux OMD.

Pendant la sécheresse de 2012 au Niger, le PNUD a aidé les projets d'irrigation agricole à veiller à entretenir les cultures malgré la chaleur. PNUD/SARAH RENNER

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) a contribué au renforcement du financement local d'initiatives en faveur des OMD par le biais de subventions d'État groupées inconditionnelles, adoptées par l'**Ouganda**, le **Bangladesh**, la **Tanzanie** et le **Malawi**, entre autres. Des fonds ont été fournis aux administrations locales en suivant leurs cycles budgétaires en confiant aux autorités locales le soin de décider de leur allocation. Parce que le montant des subventions groupées était fixe et connu, elles ont servi de contrainte ferme et motivé la définition de priorités, l'efficience et la mobilisation de ressources locales. Les partenaires locaux ont été encouragés à les utiliser comme incitations pour une planification participative locale fondée sur les OMD, prévue dans les budgets locaux [42]. Les partenariats privé-public ont aussi contribué à l'amélioration des services locaux, à condition d'être accompagnés d'un renforcement des capacités des autorités locales. Le PNUD a aidé les autorités municipales de **Namibie**, d'**Ouganda** et du **Népal**, entre autres, à faire usage des partenariats public-privé pour faciliter l'accès à de l'eau salubre, à l'énergie, au ramassage des ordures et autres services. Les outils et la formation ont renforcé les capacités des partenaires d'exécution à planifier, réglementer et évaluer les partenariats pour garantir qu'ils améliorent les services pour tous, y compris les pauvres et les marginalisés [43].

L'incapacité des acteurs locaux et des autorités publiques à mobiliser des fonds et à assurer une bonne mise en œuvre les services liés aux OMD est souvent citée comme une pièce manquante du puzzle des OMD.

Les partenariats internationaux ont apporté des ressources importantes et diverses à certains objectifs

Parce qu'ils étaient axés sur les résultats, les OMD ont inspiré des augmentations de l'aide au développement et de l'aide du secteur privé [28]. À compter de 2002, tous les types de flux financiers, privés, nationaux ou internationaux, ont augmenté [28]. Des partenariats de financement public-privé ont été mis en place pour faire avancer les OMD liés à la santé, protéger les biens communs environnementaux, réaliser l'éducation universelle et plus encore. Les partenariats internationaux comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la paludisme, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI), le partenariat du Secrétaire-général pour l'énergie durable pour tous et le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ont eu un impact largement reconnu sur la mise en œuvre nationale, démontrant ce qui peut être accompli quand des acteurs motivés collaborent pour résoudre les défis mondiaux, sur l'ensemble du secteur privé, des gouvernements, des agences de développement, des associations locales, des ONG, des milieux philanthropique et universitaire, etc. Ces partenariats ont servi de cadre aux échanges sur les solutions efficaces, le développement de la confiance et l'exploitation des diverses expertises et ressources.

Les coalitions ont trouvé des moyens innovants de mobiliser de nouveaux fonds pour la réalisation des OMD. Le consensus autour des OMD et la direction unificatrice qu'ils ont fournie ont aidé à rapprocher les acteurs du développement pour établir de nouveaux mécanismes de financement du développement, dont la Facilité internationale de financement pour la vaccination et une taxe sur les billets d'avion. Bien qu'à petite échelle, ces exemples démontrent qu'il est possible d'obtenir le niveau de financement requis pour un développement durable pour tous.

Le nombre et la variété accrus des mécanismes de financement établis par des partenariats mondiaux ont eu un impact global positif sur la réalisation des OMD, particulièrement dans le secteur de la santé. Ils ont toutefois a eu tendance, en même temps, à fragmenter les efforts entre les cibles ou les secteurs, accentuant le problème de coordination. Certains partenariats ont reconnu le besoin de soutien intégré. L'Alliance du vaccin GAVI, par exemple, a récemment dédié une partie de son financement au renforcement des systèmes de santé nationaux. Les autres fonds verticaux devraient suivre cette tendance importante pour s'assurer qu'ils renforcent, au lieu d'affaiblir, les institutions nationales existantes [28].

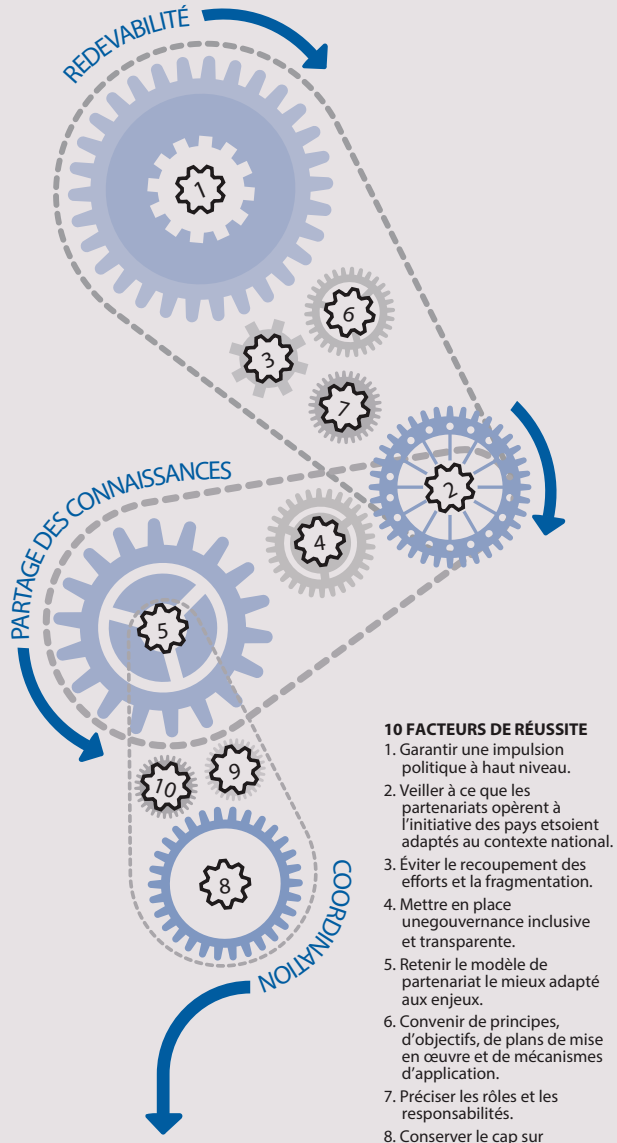
Les OMD liés à la santé ont été réalisés plus facilement et de manière plus durable lorsque le secteur de la santé était positionné en tant qu'institution sociale centrale profondément intégrée dans son contexte local, et lorsque les interventions étaient élaborées avec la participation des communautés et des prestataires de soins de santé de première ligne. De nombreux pays, par exemple, se sont associés avec l'UNICEF et l'OMS pour réduire la mortalité post-infantile. Ils ont suivi une approche de gestion communautaire intégrée de dossiers (iCCM) qui comprenait la formation, les fournitures et l'encadrement des agents sanitaires des collectivités de première ligne, et qui les armait des compétences requises pour le diagnostic et le traitement des maladies infantiles. L'expérience démontre son efficacité. Au **Népal**, l'iCCM a aidé 69 % des enfants de moins de 5 ans à accéder à un traitement, réduisant considérablement les décès liés à la diarrhée et à la pneumonie. En **Zambie**, l'encadrement de l'iCCM a aidé 68 % d'enfants atteints de pneumonie à recevoir un traitement précoce et approprié par des agents de santé locaux. Pour que ces approches soient efficaces, les pays doivent combler les déficits de dépenses de santé et les partenaires du développement intensifier l'appui aux politiques et aux capacités, la formation, au maintien de la performance et à l'approvisionnement [28].

Les améliorations de l'efficacité du développement ont amplifié l'impact des OMD

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE suit depuis longtemps l'échelle, la direction et l'efficacité de l'aide au développement. Dans son rapport de suivi 2015, il affirme que les OMD ont stimulé des améliorations radicales de la quantité et de la qualité de l'aide au développement [44]. En plus des augmentations considérables de la quantité de l'aide destinée aux pays à faible revenu, l'aide au développement a été mise en adéquation avec les OMD afin d'obtenir les résultats voulus. Peu après l'adoption des OMD, par exemple, les États-Unis et le Japon ont fait de la réduction de la pauvreté une priorité de leur aide bilatérale au développement. De telles améliorations ont fait avancer les objectifs et amélioré les vies [45].

FIGURE 2.2: FACTEURS DE RÉUSSITE POUR DES PARTENARIATS EFFICACES APRÈS 2015

Une nouvelle approche des partenariats au sein d'un système global de gouvernance mondiale, étayé par de solides mécanismes de suivi, peut garantir que l'action se traduise par des résultats.



10 FACTEURS DE RÉUSSITE

1. Garantir une impulsion politique à haut niveau.
2. Veiller à ce que les partenariats opèrent à l'initiative des pays etsoient adaptés au contexte national.
3. Éviter le recoupement des efforts et la fragmentation.
4. Mettre en place unegouvernance inclusive et transparente.
5. Retenir le modèle de partenariat le mieux adapté aux enjeux.
6. Convenir de principes, d'objectifs, de plans de mise en œuvre et de mécanismes d'application.
7. Préciser les rôles et les responsabilités.
8. Conserver le cap sur les résultats.
9. Mesurer et suivre les progrès accomplis au regard des objectifs et des cibles.
10. Mobiliser les ressources financières nécessaires et les utiliser efficacement.

Ces dix facteurs de réussite composent un cadre cadre d'action de nature à faire des partenariats d'aujourd'hui les coalitions efficaces pour l'action qui seront ndispensables à la réalisation des Objectifs de développement durable.

Source : OCDE, 2015, « Coopération pour le développement 2015 : Faire des partenariats de véritables coalitions pour l'action »

ENCADRÉ 2.6: PAYS ATTRIBUANT LES PROGRÈS AU REGARD DES OMD À DES FACTEURS D'ACTION DÉTERMINANTS

Le programme de transferts monétaires conditionnels du **Panama**, destiné aux foyers pauvres dirigés par des femmes, est fréquemment cité par le gouvernement comme un facteur d'amélioration à la fois des revenus des plus pauvres, de la nutrition des enfants et des taux de mortalité post-infantile et maternelle, entre autres OMD.

L'**Éthiopie** affirme que ses réussites au regard des OMD sont en partie dues à l'industrialisation fondée sur le développement agricole et au soutien apporté aux zones rurales où vivent et travaillent la plupart des pauvres. L'agriculture contribue 50 % du PIB de l'Éthiopie et emploie 85 % de sa population. Les programmes de protection sociale fondés sur des activités productives qui engageaient 8 millions de personnes dans des travaux publics sont soulignés comme essentiels au progrès car ils comblent le déficit de revenus des ménages vivant dans l'insécurité alimentaire chronique, tout en développant des biens productifs et des moyens d'existence. La probabilité d'investissement des ménages dans des engrais a augmenté de près de 20 % ; la production agricole et l'élevage ont augmenté tout comme le nombre de repas reçus par les enfants pendant la période de disette. L'insécurité alimentaire et les chocs causés par les sécheresses ont ainsi été atténués. L'Éthiopie affirme que ces résultats ne correspondent pas à ses attentes, probablement par manque de ressources (par rapport aux programmes d'Amérique latine).

En 2006, 7 des 10 sous-régions du **Ghana** avaient réduit de moitié la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Son rapport sur OMD cite les investissements dans des initiatives en faveur des pauvres et des vulnérables parmi les raisons de son succès – notamment son programme national d'assurance-maladie, ainsi que l'augmentation des interventions de nutrition et des dépenses de santé nationales, l'amélioration des conditions de travail et des mesures incitatives pour les agents de santé, l'amélioration de la gestion des cas de paludisme, l'augmentation du nombre d'écoles, le programme national de repas scolaires et des progrès en matière de motivation et de rétention des enseignants.

La **Tanzanie** relève que malgré une croissance économique forte, la pauvreté est restée élevée, laissant entendre que des mesures pourraient être prises pour que la croissance soit plus favorable aux pauvres et universelle. Constatant que la majorité des pauvres dépendent de l'agriculture, la Tanzanie a redoublé d'efforts, notamment par la mise en œuvre de son plan d'action pour l'accélération de la mise en œuvre des OMD en 2010. Elle attribue la réalisation de l'OMD 1 à l'augmentation des investissements dans la formation et à la vulgarisation agricole, à l'émission de titres fonciers pour les exploitations et de certificats de droits coutumiers d'occupation pour les petites exploitations, à la création d'associations de petits exploitants, et à la réhabilitation des dispositifs de stockage pour réduire les pertes après récolte.

Pendant une grande partie de l'existence du **Pakistan**, les femmes ont manqué d'une représentation significative dans les organes législatifs du pays. En 1991, deux sièges parlementaires seulement étaient occupés par des femmes. La situation s'est considérablement améliorée avec l'adoption des propositions de loi sur l'action positive, qui garantissaient la représentation des femmes et des minorités au Parlement (60 sièges réservés aux femmes à l'Assemblée nationale). La proportion de femmes à l'Assemblée nationale a progressé jusqu'à 22 % depuis.

En **Ouganda**, la proportion de femmes au parlement est passée de 18 % en 2000 à 35 % en 2012, soit nettement plus que la moyenne internationale (20 %). Ce progrès a été largement appuyé par un système de quotas exigeant que chaque district élise une femme. En 2011, une femme a été élue présidente du parlement ougandais pour la première fois. En 2014, plus d'un tiers des portefeuilles ministériels de tutelle étaient confiés à des femmes, y compris les ministères des Finances, de la Santé et l'Éducation.

Les améliorations de la santé des femmes et des enfants donnent d'excellents résultats. Un investissement annuel de 5 $EU par personne dans l'un ou l'autre des 74 pays qui portent 95 % du fardeau de mortalité maternelle et post-infantile du monde devrait donner un retour multiplié par neuf en termes économiques et sociaux à l'horizon 2035 [27]. En 2009, le **Belize** a standardisé les soins aux femmes et aux nourrissons en suivant les orientations de l'OMS, notamment en matière de prévention des hémorragies post-partum. Les 7 hôpitaux publics ont récemment été certifiés « adaptés aux soins de la mère et du nourrisson ».

Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et Fehmida Mirza, présidente de l'Assemblée parlementaire des femmes du Pakistan et ancienne présidente de l'Assemblée nationale, animent une table ronde en 2013 avec des parlementaires pakistanaises à Islamabad. UN PHOTO/MARK GARTEN

L'impulsion en faveur du financement des OMD a encouragé l'amélioration de l'efficacité de l'aide au développement. Des normes d'efficacité du développement ont été adoptées, initialement dans le contexte de l'OCDE, puis élargies à la conférence de Busan en 2012. Des mesures efficaces ont été prises pour libérer l'aide de programmes alternatifs, améliorer la transparence et la fiabilité de l'aide au développement et mieux suivre son impact sur le terrain [46]. Des enseignements ont été retenus sur l'utilisation de l'aide – la réduction des risques et la mobilisation d'investissements privés – illustrés dans les projets d'énergie solaire au **Mali** et les usines de fabrication en **Éthiopie**. En 2014, le commissaire européen au développement Andris Piebalgs a annoncé que des subventions de 2,2 milliards de dollars des États-Unis s'étaient traduites en « 226 projets estimés à 40,7 milliards d'euros en 2007 » [47].

Les rapports sur les OMD de plusieurs pays font référence aux coûts élevés des transactions pour garantir la continuité et l'efficacité dans un contexte d'initiatives de développement et de financement extérieurs fragmentés. Quelques-uns mentionnent les difficultés rencontrées par les services de planification de l'État débordés pour obtenir une vue d'ensemble de la diversité et de la portée des initiatives liées aux OMD dans leurs pays. Le **Malawi** reconnaît la nécessité d'une meilleure coordination entre les partenaires du développement, y compris ceux du secteur privé et par la coopération Sud-Sud. Il a mis en place une stratégie de coopération pour le développement visant à améliorer la cohérence des mesures nationales de développement et à encourager des partenariats fondés sur la responsabilité mutuelle, la prise en main des programmes par le pays, l'autorité des pouvoirs publics et la transparence. La **Tanzanie**, l'un des plus grands bénéficiaires d'aide internationale, constate que le soutien budgétaire a amélioré la prévisibilité des ressources externes, la planification et l'exécution des budgets, et attire l'attention sur les difficultés persistantes : le renforcement des capacités humaines et institutionnelles et de la gestion des finances publiques pour améliorer la cohérence et la redevabilité. La **RDP lao** met en avant la nécessité de renforcer les dispositifs de l'État afin de permettre un soutien budgétaire direct. Elle souligne qu'une aide plus prévisible faciliterait de meilleurs liens avec la planification et la budgétisation nationales.

Des mesures efficaces ont été prises pour libérer l'aide de programmes alternatifs, améliorer la transparence et la fiabilité de l'aide au développement et mieux suivre son impact sur le terrain.

Faire avancer plusieurs objectifs simultanément

En 2010, le PNUD a résumé, dans un examen de 50 études de pays, les facteurs déterminants observés dans la pratique de manière répétée : 1) l'investissement dans des chances ouvertes aux femmes et aux filles et la facilitation de leur autonomisation économique, juridique et politique ; 2) la stimulation de la croissance intensive en emploi et l'augmentation de la productivité agricole ; 3) l'augmentation de l'investissement public dans l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'infrastructure et l'énergie ; 4) la mise en place de systèmes de protection sociale à grande échelle [28].

Pour cerner et orienter ces facteurs déterminants, les pays ont eu recours à divers outils, dont l'analyse multifactorielle et l'analyse des goulets d'étranglement, employée dans le cadre d'accélération de la réalisation des OMD. L'analyse effectuée pour le rapport OMD 2015 de l'**Ouganda** constate un rapport solide entre le niveau d'instruction des femmes et le retard de croissance ou le rachitisme chez les enfants. La mise en place de centres de santé, d'écoles et de sources d'eau améliorées fait également partie des facteurs déterminants répertoriés, indiquant l'importance de réduire les disparitions incontrôlées de finances publiques et d'investir dans l'infrastructure qui rend les services accessibles (des routes praticables, par exemple).

2.4 LE SUIVI ET LA COMMUNICATION DES RÉSULTATS DES OMD

Dès l'adoption des indicateurs des OMD, l'ONU et ses partenaires ont consacré un travail intensif au développement et au renforcement des données. Le résultat a fait des indicateurs des OMD le cadre incontournable pour les programmes internationaux, nationaux et régionaux liés aux données [28], il a déclenché d'importantes discussions sur la qualité des données et amélioré la coordination entre les bureaux des statistiques nationaux et diverses sections des pouvoirs publics.

Le Secrétaire général des Nations Unies a confié au PNUD la mission de « compter les points » marqués par les pays au regard des OMD. Dans ce rôle, le PNUD et ses partenaires des Nations Unies ont aidé les gouvernements à mener des études concertées de l'avancée des OMD, à rédiger des rapports réguliers sur les progrès nationaux et à renforcer les capacités locales de collecte et d'analyse des données.

Des données fiables, de bonne qualité et accessibles peuvent améliorer les vies

Même les gouvernements les mieux disposés ne peuvent pas mettre en place des politiques ou des services efficaces s'ils ignorent qui en a besoin, où ils vivent et ce qui a le plus d'impact.

Les OMD créent le lien entre un programme mondial visionnaire et des objectifs assortis de délais, suivis au moyen d'indicateurs solides, basés sur des principes statistiques établis. L'attention suscitée par les chiffres des OMD a été utilisée pour comparer et contraster les avancées à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre. Il a ainsi été possible de maintenir le cap sur les résultats et d'accroître la visibilité des aspects fondamentaux du développement humain. Le **Zimbabwe** et la **Zambie**, par exemple, ont commencé à collecter eux-mêmes leurs données nationales sur la prévalence du VIH par le biais de sondages de santé, fruit du travail collaboratif de plusieurs ministères. Les résultats ont permis de mieux mesurer les problèmes liés au VIH/sida et de révéler l'étendue de ses effets dévastateurs. L'amélioration des chiffres grâce au suivi national a permis de tripler le financement des programmes VIH//sida en 2014 [28].

À l'ère des OMD, grâce à la plus grande fiabilité et à la plus grande pertinence des données, les gouvernements ont pu étendre les services à des personnes et des communautés qui étaient autrefois des « espaces vides » dans les processus de planification et réaliser des économies. On peut déduire de l'expérience des OMD qu'une « révolution des données » pourrait être rentabilisée au moyen terme [28]. En utilisant des données de meilleure qualité, les responsables politiques ont pu améliorer l'étude et la mise en œuvre de politiques et initiatives liées aux OMD. Dans le sillage de son cadre d'accélération de la réalisation des OMD, par exemple, la **Tanzanie** a mis au point un outil de cartographie de la pauvreté à partir de données SIG, qui lui a permis de mieux repérer les villages les plus pauvres et de mieux orienter son régime de protection sociale.

À Saint-Louis (Sénégal), des femmes vendent du miel, des légumes et des sauces qu'elles ont produits et achetés dans leurs communautés, aidées par le programme d'aide de l'ONU au développement des petites entreprises. PNUD/SARAH RENNER

Les OMD ont aidé les pays à combler les déficits de données

Presque tous les rapports nationaux sur les OMD font état de l'incapacité des pays à suivre les progrès de l'un ou l'autre des OMD. Ils citent le manque de données et d'analyse, par exemple pour comprendre pourquoi les

ENCADRÉ 2.7: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS STATISTIQUES

Au **Cambodge**, la mise en œuvre des OMD a facilité l'élaboration de normes statistiques communes pour les principaux indicateurs, applicables sur l'ensemble du système national de statistiques. Un recueil d'indicateurs et un guide des métadonnées ont favorisé l'application des normes convenues et créé une plus grande transparence.

Le **Zimbabwe** et la **Zambie**, qui avaient initialement évalué la prévalence du VIH/sida avec des données de l'ONUSIDA, ont commencé à collecter leurs propres données par le biais de sondages sur la santé nés de la collaboration de plusieurs ministères. Ces collaborations se sont avérées efficaces pour mieux mesurer les problèmes liés au VIH/sida en Zambie. Sous l'impulsion de son plan d'action pour l'accélération, la **RDP lao** a mis au point une base de données centrale sur la sécurité de l'alimentation et de la nutrition, dans le but de garantir des données et des analyses de qualité et fiables pour éclairer la prise de décisions et la programmation. Dans le sillage de son cadre d'accélération de la réalisation des OMD, la **Tanzanie** a mis au point un outil de cartographie de la pauvreté à partir de données SIG, qui lui a permis de mieux repérer les villages les plus pauvres et de mieux orienter son régime de protection sociale.

Avec le soutien de l'ONU, l'institut national de statistiques du **Burkina Faso** a entrepris un sondage global auprès des ménages, tout en renforçant les capacités de suivi et d'évaluation des ministères de l'Économie et des Finances.

enfants quittent l'école, les causes des fluctuations des taux de mortalité maternelle et post-infantile, et l'échelle du déboisement. La plupart mentionnent des insuffisances au niveau des données et de l'interprétation comme raisons de l'incapacité à mettre en place des solutions appropriées au regard des OMD, de répondre aux besoins de groupes particuliers ou de prendre des mesures pour faire avancer plusieurs objectifs.

Les OMD qui révélaient des progrès (ou le manque de progrès), ont aidé à mobiliser support et financement, à éclairer la prise de décisions et, à leur tour, à créer une demande de données plus nombreuses et de meilleure qualité dans d'autres domaines. D'importants déficits de données sur les OMD ont ainsi été comblés sur la période de 15 ans. Une analyse par l'ONU de 22 indicateurs des OMD constate que le nombre de pays en développement avec deux points de données ou plus pour au moins 16 indicateurs est passé de 4 pays en 2003 à 129 pays en 2013. Environ la moitié des pays étudiés avaient au moins un point de données disponible pour mesurer avec précision la présence de professionnels qualifiés aux accouchements en 1990-1994, par rapport à 90 % en 2005-2009 [48]. Les améliorations de la disponibilité et de la qualité des données sur les OMD étaient importantes lorsque les pays et les partenaires profitaient de l'impulsion donnée par les OMD, pour investir dans les systèmes administratifs, renforcer les bureaux nationaux des statistiques, renforcer les capacités statistiques de l'ensemble des pouvoirs publics et améliorer la portée et la fréquence des sondages auprès des ménages [28].

Les rapports sur les OMD ont révélé quelques préoccupations quant aux inexactitudes ou à l'impartialité des données. Le **Nigéria**, par exemple, indique que certains États n'ont pas soumis de données sur les taux net de scolarisation et laisse entendre que des données incomplètes pourraient être en partie responsables des tendances à la baisse. D'autres font ressortir les difficultés posées par les sources de données contradictoires ou périmées. En matière de suivi de la santé maternelle, le Nigéria constate une multitude de sources de données produisant souvent des données contradictoires.

L'amélioration de la qualité des données a amélioré l'élaboration des politiques lorsque les capacités d'utilisation et d'analyse étaient suffisantes

Certains laissent entendre que l'amélioration des données pendant la période des OMD pourrait être difficile à maintenir à l'avenir – compte tenu de la dépendance d'appui technique externe et de sondages auprès des ménages financés bénéficiant d'un financement international – sans le complément de capacités nécessaire au renforcement les systèmes de données administratifs [28].

ENCADRÉ 2.8: EXPÉRIENCE DES SOURCES DE DONNÉES NON TRADITIONNELLES DES PAYS

En **Indonésie**, l'ONUSIDA et ses partenaires ont œuvré avec la société civile et le secteur privé au développement d'iMonitor, une technologie de téléphonie mobile qui permet aux personnes vivant avec le VIH, et aux groupes vulnérables, d'échanger des informations sur l'accès à la prévention et au traitement du VIH ainsi que sur la qualité de ces services. Elle permet aussi aux utilisateurs de signaler les pénuries d'antirétroviraux et autres produits de base pour le traitement du VIH, mais aussi les violations des droits dans la prestation de services VIH et dans d'autres contextes.

À partir des appels sur téléphone portable, les compagnies de télécommunication ont pu suivre les mouvements des individus. En sachant où les individus se rendaient lorsqu'ils quittaient un foyer de maladie, les épidémiologistes ont pu prédire les lieux des nouvelles poussées d'Ebola en **Afrique occidentale**.

Le gouvernement du **Ghana**, avec l'appui de l'ONU, a mis en œuvre un système d'eSanté intégré qui a développé les systèmes de suivi de base et les systèmes de proximité pour les communautés mal desservies, notamment par l'analyse de situation, les plateformes téléphoniques médicales, les réseaux sans fil pour les centres de santé de district et de région, et les dossiers médicaux numérisés dans certains hôpitaux et centres.

L'**ONG indienne Pratham** a utilisé des audits sociaux citoyens pour assurer la transparence et tenir le gouvernement redevable de l'OMD 2, en facilitant une évaluation qualitative facile à lire du niveau d'instruction et d'alphabétisation. L'initiative a donné lieu à des estimations fiables de la scolarisation et du niveau d'instruction de base des enfants par district, dans le temps, et permis d'établir des comparaisons entre les districts et les États, de démontrer les possibilités de méthodes scientifiques simples et peu coûteuses pour obtenir des informations comparables et plus détaillées qu'avec certains sondages nationaux.

Les **Philippines** ont collecté des données pour planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer la performance des OMD. En 2014, un système de suivi dans la communauté, avec des indicateurs correspondant aux OMD, a été adopté par plus de 21 000 petites municipalités (barangays), 800 municipalités et 60 villes. Les résultats détaillés ont amélioré le suivi national, contribué au succès des projets et rapproché les OMD des communautés.

Le ministère de la Santé d'**El Salvador** a amélioré les méthodes de diagnostic et les mécanismes de suivi en mettant en place des équipes de santé des collectivités. Il constate que les tendances négatives révélées par les données nouvellement collectées indiquent que l'on se rapproche d'« une image exacte de la situation dans le pays ».

Le **Nigéria** a entrepris une étude détaillée de ses villes en vue de collecter, compiler, analyser et synthétiser des données sur l'étendue des taudis urbains. En y faisant participer les parties prenantes, il visait aussi à les mobiliser pour la recherche et la mise en œuvre de solutions.

Le directeur exécutif de l'ONUSIDA Michel Sidibé, présente l'iMonitor à l'occasion de son lancement en 2014 à Bangkok, l'un des lieux de pilotage de l'application pour smartphone qui permet de suivre l'accès à la prévention et au traitement du VIH et de fournir des retours sur ces services. ONUSIDA ASIE ET PACIFIQUE

Des capacités nationales et locales limitées de collecte, d'analyse et d'utilisation des données dans l'élaboration des politiques ont fait obstacle aux efforts des pays pour améliorer les politiques, les initiatives et les résultats liés aux OMD. Lorsque les défenseurs, les journalistes et les décideurs pouvaient utiliser et appliquer les données, ils prenaient des décisions ou formulaient des propositions, stratégies et arguments plus éclairés et souvent meilleurs. Faire en sorte que les données soient accessibles, courantes et pertinentes pour ceux qui pourraient les utiliser est une difficulté soulignée dans plusieurs rapports sur les OMD. Le **Belize**, par exemple, met l'accent sur la nécessité de renforcer la collecte et l'utilisation des données environnementales, constatant un manque de « voies centralisées d'échange et d'analyse de données, qui limite leur utilisation » [49]. De même, le **Sri Lanka** remarque que bien que les données sur le couvert forestier soient périodiquement collectées, des problèmes de coordination rendent souvent impossible d'accéder à des données récentes pour les décideurs et autres intéressés. La disponibilité publique de données actuelles et faciles à comprendre a contribué au renforcement de la participation aux initiatives liées aux OMD et pourrait améliorer la redevabilité. En 2014, le bureau présidentiel pour les OMD du **Nigéria** a soumis à l'examen public un système d'information sur les OMD, avec des données sur la santé, l'éducation et les installations de distribution d'eau.

Certains pays signalent avoir des difficultés à comprendre et interpréter les liens entre les indicateurs des OMD. Les Objectifs mondiaux sont généralement à plusieurs facettes et donc inadaptés à une approche en silos. Les mécanismes de suivi et de communication des résultats des OMD, cependant, n'ont pas permis de reconnaître les liens entre un objectif ou une cible et tous les autres. Dès lors, les pays ont eu plus de mal à reconnaître les conflits et à trouver des solutions qui feraient avancer les progrès sur l'ensemble des secteurs et des objectifs [41].

Les sources de données locales et non traditionnelles ont joué un rôle fondamental dans le suivi des OMD

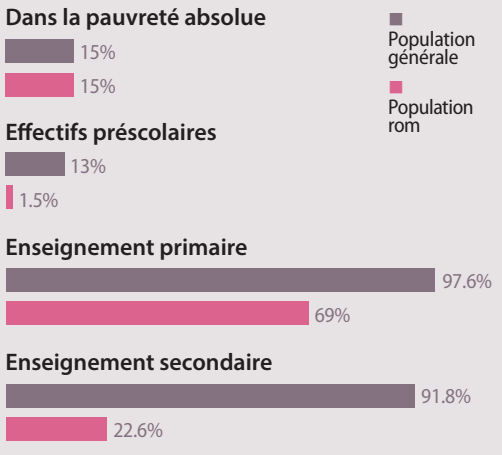
Toute la période des OMD a été marquée par un besoin pressant de données améliorées pour suivre les progrès et faciliter la conception des politiques et programmes nécessaires. Les sources de données traditionnelles étaient très importantes mais, au fil du temps, de nouvelles possibilités sont apparues, dans les nouvelles technologies, la mobilisation sociale et la prolifération des acteurs du développement. Les actions les plus efficaces ne portaient pas seulement sur les moyens de mesurer les changements mais aussi sur les moyens de les faciliter et de les catalyser. La naissance d'une « révolution des données » est manifeste dans l'expérience des OMD : de plus en plus de pays utilisent de plus en plus de ressources, de nouvelles technologies et de données ouvertes pour améliorer la collecte de données et nouer le dialogue avec les populations.

Les systèmes de suivi dans la communauté demandent aux individus de participer activement au suivi des progrès, généralement aux côtés des administrations locales, pour recueillir des indicateurs soigneusement conçus et relativement simples. Comme l'ont découvert les **Philippines** et les pays dont elles ont tiré les enseignements, des systèmes locaux bien étudiés peuvent offrir un moyen relativement peu coûteux, solide et efficace de collecter, analyser et utiliser les données et l'information sur les OMD [50]. L'analyse participative s'est avérée le plus utile en conjonction avec d'autres sources, multipliant ainsi les perspectives. Par exemple, une analyse SWOT combinée avec une analyse par sexe peut aider à garantir la prise en compte des problèmes qui touchent les hommes et les femmes. Les approches communautaires avaient l'avantage supplémentaire de développer la confiance et la transparence entre les autorités nationales et locales et les individus qu'elles servent. Ceux qui avaient participé au suivi communautaire étaient plus susceptibles de faire référence ou d'utiliser les informations sur les OMD, en faisant ainsi un outil puissant pour sensibiliser, responsabiliser et mobiliser [28].

La ventilation des données par toutes les caractéristiques pertinentes a guidé la mise en œuvre des OMD

Les progrès nationaux vers la réalisation de taux moyens d'avancée des OMD masquaient les inégalités, passant dissimulant le fait que des populations importantes étaient laissées pour compte, souvent dans des régions géographiques particulières ou des groupes marginalisés. Les données collectées pour des groupes ou des localités particuliers ont souvent révélé des disparités qui ralentissaient la réalisation des OMD. Les sondages auprès des foyers en **Bosnie-Herzégovine** par exemple, ont révélé que 32 % seulement de la population rom du quintile inférieur de revenu avait accès

FIGURE 2.3: VENTILATION DES DONNÉES SUR LES POPULATIONS ROMS EN BOSNIE-HERZÉGOVINE



Source : Rapport OMD Bosnie-Herzégovine 2013

ENCADRÉ 2.9: EXPÉRIENCE DE PAYS : DONNÉES VENTILÉES

Les données ventilées recueillies par le biais du système de suivi de la pauvreté basé sur les OMD en **Tanzanie** ont aidé à suivre les progrès sur l'ensemble des groupes marginalisés, ainsi qu'à repérer les inégalités.

Le Comité national de coordination du **Mexique** a mis en place un système d'information sur les OMD, en 2011, qui donnait les ventilations nationales et infranationales annuelles pour la plupart des OMD [17].

Le **Brésil** a rapidement ventilé les données sur les OMD par zone géographique, y compris par municipalité. L'État a ainsi pu juger de la performance relative et des besoins de zones ou groupes de bénéficiaires précis, ce qui lui a ensuite permis d'orienter les politiques et les ressources en conséquence.

à une source d'eau potable améliorée par rapport à 82 % du quintile inférieur de revenu de la population générale [41].

Un grand nombre de rapports nationaux sur les OMD examinés pour celui-ci indiquent que la nécessité de venir à bout de cette « tyrannie des moyennes », avec des données mieux ventilées et localisées, était un enseignement fondamental de leur expérience des OMD. L'ONU, avec les services de statistique, a formulé des indicateurs et investi dans la collecte de données ventilées par sexe, âge, revenu, richesse, lieu, ethnicité, handicap, groupe linguistique et autres caractéristiques d'intérêt. Lorsque les pays ont ventilé et « localisé » les données nationales sur les OMD, en particulier pour combler les « trous noirs » de données dans la planification nationale, des politiques ont pu être élaborées et mises en œuvre pour résoudre les disparités et améliorer les vies des groupes marginalisés.

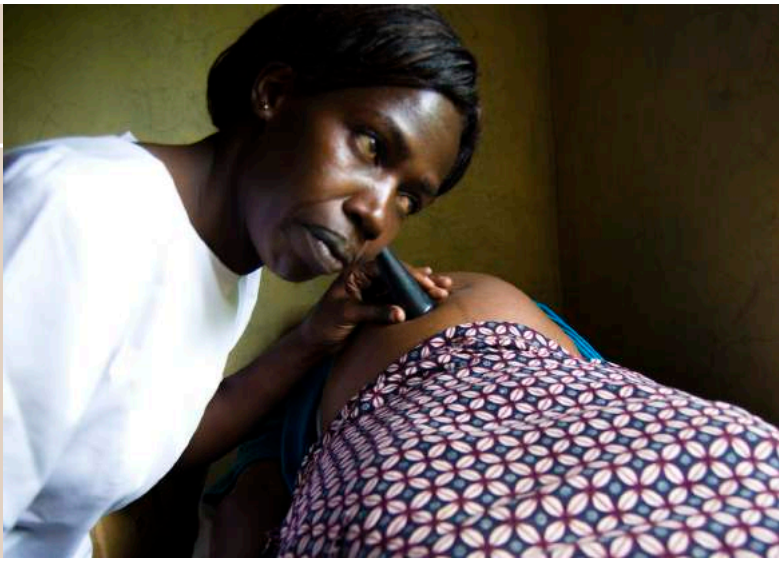
Avec des cartes pour illustrer les données de dépenses, les gouvernements ont pu établir si les ressources atteignaient les groupes marginalisés ou amélioraient les résultats. Des informations sur les dépenses publiques des localités, par exemple, superposées aux bases de données sur les OMD ou aux cartes SIG, ont armé les autorités locales d'un outil puissant pour la planification des OMD [17].

La collecte de données aux niveaux infranationaux s'est accompagnée d'avantages et de difficultés particuliers. Les indicateurs suivis aux niveaux locaux ont pu être adaptés à des points de départ locaux, des coutumes et des besoins. L'analyse comparative dans la communauté, l'utilisation du Big Data et la participation citoyenne au suivi de l'avancée des OMD ont été plus faciles et plus appropriées aux niveaux locaux, où ils pouvaient développer la confiance et la participation. Les autorités locales ont pu collecter des données pour s'informer sur ce qui fonctionnait et adapter les politiques jusqu'à obtention des résultats escomptés.

ENCADRÉ 2.10: LES RAPPORTS NATIONAUX DE PROGRÈS SUR LES OMD : DES OUTILS POUR LE CHANGEMENT

Le **Kenya** a utilisé les rapports sur les OMD ainsi que les consultations des parties prenantes pour mettre au point son cadre d'accélération de la réalisation des OMD en vue d'améliorer la santé maternelle et néo-natale. Le résultat a éclairé les politiques nationales pour prendre en main ces cibles retardataires, notamment la mise en place de services de santé maternelle gratuits et la campagne Beyond Zero de la Première dame.

Les rapports sur les OMD au **Nigéria** ont servi de plateforme pour la coordination entre l'exécutif et le législatif d'un côté, et entre le gouvernement fédéral, les États et les administrations locales de l'autre. Ils ont constitué une base utile pour l'engagement civique.



PNUD/ALLAN GICHIGI

Il a toutefois été difficile de développer une capacité locale suffisante pour maintenir le suivi infranational sur la période des OMD dans de nombreux pays. Les dispositions institutionnelles nationales, ainsi que le coût et la complexité du suivi infranational l'ont rendu hors de prix pour certains pays. Pour garantir la cohérence, le suivi infranational et la collecte de données devaient également être harmonisés et intégrés dans les données nationales et les systèmes de planification. Une approche « imbriquée » a aidé certains pays à trouver le juste équilibre entre particularité locale et cohérence nationale. Grâce à cette approche, les pays ont formulé et suivi à la fois des indicateurs de cibles d'OMD uniquement infranationales et des indicateurs nationaux convenus. (Voir la figure ES2).

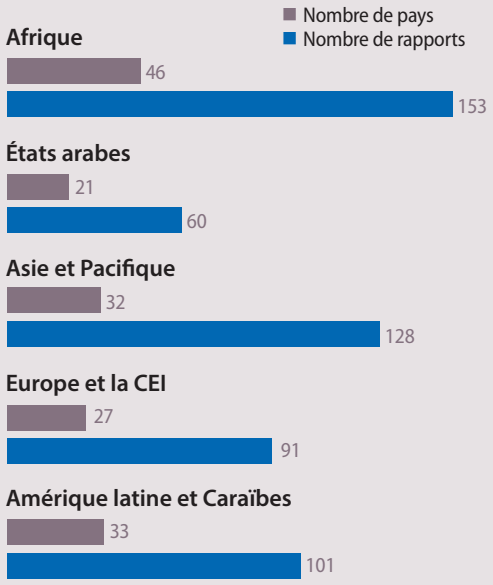
En collaboration avec les gouvernements nationaux et les administrations locales, le PNUD a mis au point des systèmes de suivi locaux appropriés pour leur contexte, suivant un processus graduel et évolutif. Lorsque les parties prenantes locales ont eu suffisamment de compétences, des captures et analyses de données plus élaborées ont été ajoutées. Les données ventilées par groupe peuvent aussi être plus difficiles à recueillir aux niveaux locaux ; les évaluations par substitution, qualitatives et participatives étaient utiles lorsqu'elles étaient employées de manière appropriée et que leur qualité était contrôlée.

Les rapports de progrès sur les OMD ont incité à agir et à apprendre

En plus des considérables améliorations des capacités statistiques et de la disponibilité de données, les rapports de progrès sur les OMD sont devenus une pratique bien établie aux niveaux national, régional et mondial. Avec les gouvernements, le PNUD s'est attaché à promouvoir et faciliter un examen transparent et consultatif de l'avancement des OMD en préparation pour la rédaction des rapports nationaux. Les 156 pays de programmes du PNUD ont produit au moins un rapport national sur les OMD, donnant un total de 550 rapports. Les gouvernements étaient en tête, travaillant avec les coordonnateurs résidents de l'ONU pour assurer l'inclusion de l'éventail complet des parties prenantes des OMD.

Une évaluation interne indépendante conclut que les rapports nationaux sur les OMD ont été efficaces pour informer sur l'avancement des OMD, mettre les OMD au centre des débats nationaux et souligner les problèmes généralement ignorés ou sans suivi. Les médias se sont régulièrement emparés des rapports. Souvent discutés et cités, ils ont bénéficié de niveaux sans cesse supérieurs de qualité et d'appropriation nationale. En tant que tels, ils ont servi de rappels importants de leurs engagements aux gouvernements et aux parties prenantes. Les processus d'examen ouverts à tous et les rapports nationaux sur les progrès ont permis aux acteurs et aux responsables de l'action de sensibilisation locaux de comprendre comment les progrès étaient mesurés, de voir des preuves de ce qui fonctionnait et d'obtenir un soutien pour répondre aux besoins non satisfaits ou exiger des actions pour combler les inégalités. Les campagnes en faveur des OMD et la société civile ont souvent attiré l'attention sur les objectifs ou cibles retardataires ou manquants, y compris au moyen de rapports parallèles.

FIGURE 2.4 : RAPPORTS OMD DE PAYS RÉALISÉS ENTRE 2001 ET 2015, PAR RÉGION



Source : Calculs du PNUD

L'ancien président du Costa Rica et le lauréat du prix Nobel de la paix Oscar Arias détruisent des armes à San Jose, dans le cadre d'un effort national soutenu par le PNUD pour favoriser le développement humain et réduire l'insécurité des citoyens. PNUD COSTA RICA

3. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES OMD POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les ODD diffèrent fondamentalement de leurs prédécesseurs, les OMD (voir le Tableau 3.1). Ils se distinguent par leur portée universelle, qui oblige tous les gouvernements – au Nord et au Sud – à résoudre les problèmes chez eux et à mettre tous les moyens en œuvre pour surmonter les difficultés auxquelles nous sommes tous confrontés. Les ODD reconnaissent que tous les responsables – dans les pouvoirs publics, la société civile, les agences de développement et le secteur privé – doivent jouer un rôle, si nous voulons surmonter les difficultés environnementales, sociales et économiques urgentes.

Les ODD représentent aussi la première tentative au monde de rendre compte de l'ampleur et de l'indivisibilité des défis communs. La crise climatique, les conflits insolubles, la montée en flèche des besoins humanitaires, la perte de biodiversité et les maladies contagieuses sont parmi les défis interdépendants qui ne peuvent pas être résolus isolément. En surmonter un exige de s'attaquer à tous. Les ODD l'admettent et visent la pauvreté, l'injustice, l'insécurité et la dégradation environnementale, qui relient et sous-tendent les défis d'aujourd'hui.

3.1 AMÉLIORER LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS MONDIAUX DANS LA PRATIQUE

Les données factuelles, y compris dans ce rapport, indiquent que les OMD ont motivé le progrès local d'au moins quatre façons:

- En persuadant les décideurs de suivre des politiques progressistes et en leur en donnant les moyens;
- En rendant les défis locaux plus visibles;
- En donnant aux parties prenantes les moyens d'exiger des comptes des dirigeants ; et
- En motivant une plus grande coordination et une plus grande cohérence.

La section 2 illustre comment les OMD ont motivé le progrès dans chaque cas (voir le Tableau 3.2). Les enseignements dépassent largement les particularités du cadre des OMD et indiquent comment les Objectifs mondiaux (et plus généralement les programmes mondiaux) peuvent améliorer la pratique du développement. Ils suggèrent que les améliorations des données, des partenariats, des systèmes, des institutions et des pratiques peuvent maximiser l'impact des Objectifs mondiaux et sont donc pertinents et importants pour ceux qui sont chargés de la mise en œuvre des ODD.

Ce qui suit est une synthèse des facteurs qui ont motivé le changement dans les quatre cas, ainsi qu'une indication de ce que cela signifie pour la mise en œuvre des ODD.

Persuader les décideurs de mener des politiques progressistes et leur en donner les moyens

Le calendrier des politiques, les augmentations budgétaires et les progrès sont autant d'indications que les gouvernements ont été, du moins dans une certaine mesure, influencés par les OMD. Les données factuelles le confirment. En 2016, l'Overseas Development Institute (ODI) a demandé aux responsables politiques directement concernés par les OMD, dans 116 pays, quel degré d'influence les OMD avaient eu sur les priorités et politiques de leurs pays respectifs. Dans 48 pays, les responsables politiques ont fait état d'une « forte » influence des OMD ; dans 20, d'une « faible » influence ou d'aucune influence. Les pays indiquant une « forte » influence ont généralement constaté de plus fortes augmentations des dépenses et des progrès plus importants dans la réalisation des OMD liés à la santé et à l'éducation [51].

Les données factuelles, y compris dans ce rapport, indiquent que les OMD ont motivé le progrès local d'au moins quatre façons.

Avec le temps, les dirigeants ont pu savoir quand et comment les OMD ont été le plus efficaces. Ils n'ont pas établi de points de référence particulièrement exhaustifs, par exemple, mais se sont avérés puissants lorsqu'ils étaient employés pour parvenir à un consensus, pour orienter le soutien et inspirer des contributions diverses. Des progrès étaient plus probables lorsque les dirigeants employaient les objectifs pour parvenir à un consensus global sur les priorités nationales à travers l'action de proximité et le plaidoyer, les plateformes et les stratégies politiques. Les progrès étaient plus vigoureux lorsque les gouvernements pilotaient des processus participatifs pour adapter et traduire les OMD en initiatives concrètes et localement pertinentes, appuyées par des stratégies de financement et des budgets.

Contrairement aux OMD, les ODD sont conçus pour maximiser l'appropriation locale. Le Programme 2030 demande à « chaque État de fixer ses propres cibles au niveau national, pour répondre aux ambitions mondiales tout en tenant compte de ses spécificités. » Cela ouvre aux dirigeants de tous les milieux la possibilité de tirer parti de l'inspiration et de la participation déjà suscitées par les ODD pour former un consensus national autour des changements nécessaires à la réalisation de priorités communes.

TABLEAU 3 1: DIFFÉRENCES ENTRE LES OMD ET LES ODD

OMD	ODD
Applicables de manière disproportionnée aux pays en développement	Applicables à l'ensemble des pays, des gouvernements, de la société civile, des acteurs du développement et du secteur privé
8 objectifs, 21 cibles, 60 indicateurs Pas de mandat/orientation clairs pour adapter le cadre au contexte local	17 objectifs, 169 cibles, 230 indicateurs L'adaptation des cibles au contexte national est manifestement attendue de tous les gouvernements, conformément aux ambitions mondiales ; emploi de données ventilées dans les cas appropriés
Extraits de la Déclaration du Millénaire par les experts de l'ONU ; officiellement adoptés par les États membres de l'ONU en 2005	Négociés par les États membres de l'ONU, éclairés par une conversation mondiale menée par l'ONU faisant intervenir 10 millions de personnes (experts, dirigeants, citoyens de tous les milieux, y compris des communautés marginalisées)
Des résultats mesurables, assortis de délais vers: ■ Certaines dimensions du développement humain ■ Le partenariat mondial (Objectif 8) a peu de cibles quantifiables ; centré sur l'aide	Des résultats mesurables, assortis de délais vers: ■ Des objectifs économiques (pauvreté de revenu, industrialisation, infrastructure, emploi) ■ Des objectifs sociaux (protection sociale, santé, éducation, égalité des sexes) ■ Des objectifs environnementaux (changements climatiques, biodiversité, océans, utilisation des terres) ■ Des objectifs de gouvernance (des sociétés pacifiques, ouvertes à tous et justes) ■ Des moyens de mise en œuvre (technologie ; politiques en matière de commerce équitable, de finance et de dette ; rôle catalyseur de l'aide au développement ; données)
OMD 7 sur la viabilité environnementale – absence de lien clair avec les autres objectifs	Vise à améliorer les vies des personnes et la capacité de la planète à fournir les services essentiels
Absence d'accord clair sur le suivi, le processus d'examen ou la redevabilité	Oblige « un suivi et un examen solides, globaux, transparents à tous les niveaux » basés sur des principes communs ; mécanismes de suivi mondiaux et régionaux définis

Les OMD ont également influencé les dirigeants par le soutien populaire qu'ils ont inspiré. Les stratégies en faveur des OMD étaient considérées plus légitimes et significatives au niveau local lorsqu'elles étaient élaborées par des processus participatifs et lorsqu'un plaidoyer bien conçu introduisait les Objectifs dans le discours populaire, les plateformes politiques et les modèles d'entreprise. Un dialogue national global a encouragé l'adoption d'approches localement pertinentes pour réaliser les OMD. Pendant leur première année, les ODD se sont avérés plus visibles que les OMD, grâce en partie aux consultations mondiales qui ont abouti à leur établissement et aux campagnes de diffusion comme Project Everyone.

Les OMD ont motivé une action mondiale pour parvenir à des paramètres de mesure communs. Grâce à des paramètres de mesure communs, les pays ont pu suivre leurs progrès par rapport à ceux de leurs voisins. Les indices faisaient ressortir qui était en tête et qui était à la traîne, inspirant les dirigeants à adopter des politiques éprouvées. Le pouvoir de l'exemple, porté par une campagne mondiale, est généralement considéré comme l'un des facteurs qui ont poussé les gouvernements, par exemple, à éliminer les frais de scolarité dans le primaire et à accroître ainsi considérablement l'accessibilité de l'éducation. Il est aussi probable qu'une prise de conscience générale et des comparaisons dans les pays à revenu élevé ont motivé la montée en flèche de l'aide au développement [52].

Tel était notamment le cas lorsque les rapports et les événements attiraient l'attention sur les différents taux de progrès, et facilitaient le partage et l'information. Le rapport OMD 2015 du Nigéria constate que le fait d'être montré du doigt dans un rapport de l'OMS, par exemple, a incité les pouvoirs publics à combattre la polio en 2012. Le financement et les centres d'urgence qui ont suivi ont renforcé les moyens des communautés et créé une demande de vaccins, mettant le Nigéria sur la bonne voie pour éliminer la polio [53].

Les mécanismes des Nations Unies convenus pour appuyer la mise en œuvre des ODD peuvent contribuer à maximiser leur impact – à condition que l'information soit transparente, fiable et comparable – notamment par le biais de bilans nationaux périodiques des progrès des ODD et d'examens collégiaux volontaires de haut niveau présentés aux Nations Unies.

Rendre les défis locaux plus visibles

L'expérience montre que les OMD ont accru la visibilité des difficultés locales lorsqu'ils ont été employés pour attirer l'attention sur les inégalités et les injustices. Ils ont augmenté la demande de données et d'informations plus ventilées, plus accessibles et plus fiables.

Comme l'indique la section 2, les OMD ont attiré l'attention sur les laissés pour compte lorsque des dirigeants, des communautés et des groupes dynamiques ont exploité la visibilité des Objectifs et leur légitimité. En reliant les initiatives aux Objectifs mondiaux et aux débats, les dirigeants locaux ont obtenu un soutien national et international par le biais de campagnes et de partenariats mondiaux. Une mise en œuvre infranationale, une participation globale et un meilleur usage des données ventilées ont facilité ces actions, à l'instar des campagnes et des mécanismes précisément destinés à favoriser la participation des groupes et des communautés marginalisés.

Le ODD partent du principe de ne « ne laisser personne pour compte » et engagent ainsi les dirigeants à donner la priorité aux politiques et aux approches qui accélèrent les projets pour les plus défavorisés. Pour que les ODD puissent être réalisés, concrètement et dans l'esprit du Programme 2030, les populations les plus pauvres et les plus vulnérables doivent avoir la priorité. Les cibles des ODD qui visent l'élimination totale de la pauvreté et de la faim, par exemple, exigent que soit mis fin aux inégalités, à la marginalisation et à l'exclusion croissantes. Une cible des ODD explicite engage tous les pays à communiquer les progrès réalisés en utilisant des données ventilées par tous les groupes concernés.

La faim chronique, le changement climatique, le manque de préparation aux catastrophes et l'exclusion sont difficiles à voir et les personnes qui subissent les pires impacts sont rarement entendues. C'est pourquoi attirer régulièrement et vivement l'attention sur l'évolution des statistiques, l'altération des paysages, les vulnérabilités et les expériences vécues est si important. UN PHOTO/UNICEF/ZAK

Les ODD par conséquent, ouvrent aux dirigeants et aux groupes locaux motivés une possibilité de réduire les inégalités, mettre fin à l'exclusion et à la discrimination. Les ODD doivent aller plus loin que les OMD, pour réaliser des améliorations significatives en matière de collecte, d'analyse et de diffusion des données à tous les niveaux. Armés de meilleures informations, les gouvernements et les parties prenantes pourront mieux suivre les progrès et contribuer des solutions. Cela est particulièrement vrai des nouveaux défis et de ceux qui sont éclipsés par le manque d'information. De nombreux pays manquent de données, par exemple, sur les actions destinées à réduire la violence sexiste et le chômage. En créant une demande de suivi de ces problèmes, les ODD peuvent contribuer à leur résolution.

TABLEAU 3 2: ACTIONS QUI MAXIMISENT L'IMPACT DES OBJECTIFS MONDIAUX

ACTIONS QUI MAXIMISENT L'IMPACT DES OBJECTIFS MONDIAUX	CE QUI A ÉTÉ ACCOMPLI DANS LE CADRE DES OMD	CE QUI A ÉTÉ ET PEUT ÊTRE ACCOMPLI DANS LE CADRE DES ODD[a]
PERSUADER LES DÉCIDEURS DE SUIVRE DES POLITIQUES PROGRESSISTES ET LEUR EN DONNER LES MOYENS		
Employer les Objectifs mondiaux pour... **Parvenir à un consensus national**	« Nationalisation » des objectifs et cibles des OMD mondiaux autrement statiques, rendue possible par la sensibilisation et la communication. Mise en place de mouvements nationaux liés à des résultats d'OMD particuliers (par ex. réduction de la faim, de la pauvreté) Utilisation des OMD pour faire avancer des politiques progressistes	Accord sur des cibles d'ODD nationales correspondant aux priorités des populations ; recours à un mécanisme de planification national largement respecté et sensibilisation Les dirigeants locaux et les agents du changement emploient les ODD pour éviter la polarisation politique, la peur, l'inertie et l'immobilisme ; défendent les ODD comme la voie à suivre ; invitent à espérer que le monde peut encore être meilleur, surtout si les populations se mobilisent et exigent des dirigeants qu'ils tiennent leurs promesses. En septembre 2016, 50 pays avaient intégré les ODD dans leurs plans nationaux ; l'Allemagne, la Suède, la Colombie et le Belize ont modifié leurs politiques, leurs budgets et l'administration des ministères pour tenir compte des ODD. Adoption d'une législation nationale pour légitimer et clarifier la mise en œuvre et le suivi des ODD.
Ouvrir des voies de participation	Mise en place de mécanismes pour faciliter la participation générale aux stratégies et la communication des résultats Les campagnes sur les OMD sensibilisent et consultent sur la mise en œuvre dans des régions et des communautés précises. Le cadre d'accélération de la réalisation des OMD engage les parties prenantes et les professionnels à repérer et résoudre les goulets d'étranglement.	Les dirigeants officiels utilisent des supports transparents, non traditionnels, comme les réseaux sociaux, pour répondre aux questions et informer sur les ODD. Emploi de la plateforme Le Monde que nous voulons ou d'autres plateformes comparables pour stimuler le dialogue national et tirer parti de l'engagement populaire. Formation spéciale sur les ODD pour les journalistes et les responsables infranationaux.
Faciliter un nivellement par le haut	Action mondiale pour s'accorder sur des paramètres de mesure communs, permettant aux pays de juger des progrès par rapport à leurs voisins. Les gouvernements et les parties prenantes préparent des rapports d'avancement nationaux réguliers. Le rapport sur le retard pris dans la réalisation des OMD suit les progrès du partenariat mondial en soulignant les déficits et en encourageant la responsabilité mutuelle.	Évaluation des données et des déficits de capacités nationaux pour suivre les ODD et en communiquer les résultats. Emploi de mécanismes établis pour conduire des examens réguliers, publics locaux et mondiaux des progrès des ODD. En septembre 2016, 22 pays ont bénéficié d'un examen collégial mondial volontaire de la mise en œuvre des ODD, rendu possible par le biais du forum politique de haut niveau de l'ONU. Des pays comme la Suède sélectionnent des objectifs particuliers dans lesquels jouer un rôle international spécial de facilitateur

a. Activités en cours au niveau des pays signalées dans GNUD, « The Sustainable Development Goals are Coming to Life », 2016. Voir: https://undg.org/wp-content/uploads/2016/07/SDGs-are-Coming-to-Life-UNDG.pdf

TABLEAU 3.2 : ACTIONS QUI MAXIMISENT L'IMPACT DES OBJECTIFS MONDIAUX

ACTIONS QUI MAXIMISENT L'IMPACT DES OBJECTIFS MONDIAUX	CE QUI A ÉTÉ ACCOMPLI DANS LE CADRE DES OMD	CE QUI A ÉTÉ ET PEUT ÊTRE ACCOMPLI DANS LE CADRE DES ODD
RENDRE LES DIFFICULTÉS LOCALES VISIBLES		
Attirer l'attention sur les inégalités	Les dirigeants et les responsables de l'action de sensibilisation locaux emploient les OMD pour attirer l'attention sur les cibles en retard et améliorer les services pour les communautés marginalisées. Les gouvernements et les administrations locales mettent en œuvre les OMD au niveau infranational pour établir les priorités locales et en rendre compte.	Cartographie des politiques et stratégies existantes par rapport aux ODD, repérer les domaines, déterminer les actions prioritaires pour améliorer les vies des plus défavorisés. Utilisation de toutes les données ventilées disponibles pour repérer les déficits de performance entre les groupes, les revenus et les zones géographiques. Emploi de stratégies infranationales en faveur des ODD pour comprendre et résoudre les différences de taux de progrès Mise en place de mécanismes d'appui aux ODD aux niveaux des pouvoirs publics nationaux et provinciaux.
Motiver la demande de données et d'informations ventilées, fiables et de qualité	Prise de conscience publique accrue des paramètres de mesure du développement humain ; les gouvernements et les parties prenantes peuvent suivre les progrès et concevoir des politiques et des initiatives mieux orientées.	Détermination des déficits de statistiques et d'informations nationales nécessaires au suivi des ODD. Facilitation d'examens des progrès locaux et nationaux, généralement participatifs.
DONNER AUX PARTIES PRENANTES LES MOYENS D'EXIGER DES COMPTES DES DIRIGEANTS		
Faciliter des évaluations participatives et des modifications continues	Fiches d'évaluation citoyenne des OMD ; les audiences publiques adoptées par les municipalités et les zones rurales développent la confiance et améliorent les services La préparation de rapports nationaux sur les OMD, avec l'appui du PNUD, devient plus analytique et participative avec le temps ; elle identifie les défis et les enseignements qui sont adoptés et pris en main par le biais des politiques. L'ONU facilite des campagnes en faveur des OMD et renforce les capacités d'engagement significatif de la société civile et des gouvernements.	Les chefs des gouvernements et de la société civile tiennent régulièrement des dialogues axés sur les ODD. Mise en place de l'initiative citoyenne sur la redevabilité My World 2030 Mise en place de secrétariats des ODD au sein des parlements pour tirer parti de leur rôle moteur en matière de mise en œuvre et de redevabilité. Les gouvernements de la Finlande et de la Colombie, entre autres, se réunissent régulièrement au sujet des ODD pour échanger des conseils sur les politiques, les stratégies pour la participation citoyenne et les mécanismes de suivi. Des entreprises, appuyées par le SDG Compass,b examinent leurs stratégies commerciales par rapport aux ODD afin de repérer les déficits qu'elles peuvent combler et des barres qu'elles peuvent placer plus haut.
Rendre les données et l'information transparentes et accessibles	Rapports nationaux, régionaux et mondiaux sur les OMD réguliers, avec des résumés distribués dans les langues locales et à des formats adaptés à des publics précis. Les groupes locaux ont fait pression et obtenu la liberté d'information ; des lois propices à l'engagement civique ont été votées	Mise en place d'indicateurs mesurables et significatifs aux niveaux national et local, par le biais de processus généralement participatifs. Dans le cadre du Pacte mondial, les entreprises, les gouvernements et les fondations s'engagent publiquement à la réalisation des ODD : une caisse de retraite néerlandaise, par exemple, a accepté de transférer 225 millions de dollars des États-Unis en appui d'investissements dans les ODD.

b. Le SDG Compass aide les entreprises à aligner leurs stratégies et leurs mesures, ainsi qu'à gérer leurs contributions aux ODD. Il est géré par la GRI, le Pacte mondial et le WBCSD et se trouve à l'adresse http://sdgcompass.org/.

TABLEAU 3.2 : ACTIONS QUI MAXIMISENT L'IMPACT DES OBJECTIFS MONDIAUX

ACTIONS QUI MAXIMISENT L'IMPACT DES OBJECTIFS MONDIAUX	CE QUI A ÉTÉ ACCOMPLI DANS LE CADRE DES OMD	CE QUI A ÉTÉ ET PEUT ÊTRE ACCOMPLI DANS LE CADRE DES ODD
MOTIVER LA COORDINATION ET LA COHÉRENCE.		
Briser les silos	Cadre d'accélération de la réalisation des OMD employé par 60 pays, a aidé à cerner les causes et solutions en dehors de ministères ou de secteurs particuliers. Les rapports nationaux sur les OMD révèlent que les gouvernements sont devenus, avec le temps, plus préoccupés par les liens entre les objectifs ; ils ont aussi de plus en plus recherché l'appui du PNUD pour éviter les conflits et élaborer des « politiques à triple avantage » pour faire avancer les objectifs environnementaux, sociaux et économiques.	Les objectifs économiques, sociaux et environnementaux connexes progressent mieux en synchronisation. Le Belize, par exemple, a fusionné ses plans de croissance économique et de développement durable, adoptant une approche plus systématique. Le forum des Nations Unies qui supervise la mise en œuvre des ODD, auquel participent les chefs d'État et de gouvernement ou leurs représentants. Il renforce la nécessité de solutions globale et empêche un ministère ou un secteur particulier de dominer. Premières actions pour garantir que les plans de développement abordent l'impact des changements climatiques, identifient et réduisent les risques conformément aux ODD. En septembre 2016, les Nations Unies avaient enregistré plus de 2 000 partenariats pour les ODD, composés de groupes multiples et généralement autour de plus d'un objectif. Emploi d'une analyse multisectorielle appuyée par l'ONU, d'outils de modélisation et de construction de scénarios pour minimiser les risques et les conflits et exploiter les liens entre les objectifs[c].
Résoudre les difficultés de coordination	Une vision unificatrice globale et un calendrier commun ont motivé divers acteurs à unir leurs forces dans des coalitions nationales et des partenariats internationaux formés autour des OMD. Motivation de solutions endogènes aux problèmes de coordination entre les ministères, les nivaux provincial, national et local. Multiplication des services coordination nationale mis en place pour diriger les processus d'OMD. Formation d'un consensus sur la nécessité de politiques et institutions plus cohérentes, capables de couvrir l'ensemble des secteurs.	Mise en œuvre infranationale dès le départ, en coordination avec le gouvernement. Mise en place de services d'ODD au sein des gouvernements et des administrations provinciales. Réorientation des dépenses nationales et des stratégies de financement des ODD qui emploient toutes les sources nationales et internationales possibles de financement. Services de coordination dépendants du chef d'État ou de gouvernement réorientés pour les ODD. Mise en place de nouveaux services par les parlements pour évaluer les progrès, consulter et dialoguer avec un large éventail de parties prenantes.

c. Options sur le portail de l'ONU : outils de modélisation pour les politiques de développement durable, https://un-desa-modelling.github.io/.

Donner aux parties prenantes les moyens d'exiger des comptes des dirigeants

Les données disponibles indiquent que les Objectifs mondiaux peuvent donner aux individus les moyens de jouer un rôle plus actif dans la réalisation du changement qu'ils recherchent, notamment en exigeant des dirigeants qu'ils tiennent leurs engagements.

Les enseignements de la Section 2 laissent entendre que les meilleurs résultats ont été obtenus lorsque les OMD ont permis des évaluations participatives et des modifications continues des initiatives et lorsqu'ils étaient utilisés pour exiger meilleurs services et des pouvoirs publics plus réactifs. Les OMD ont encouragé les individus et les groupes à s'informer sur les difficultés locales, à prendre une part active aux décisions et aux initiatives connexes, à suivre les progrès relatifs de leurs communautés et à attirer l'attention des dirigeants. Lorsque l'engagement était facilité et encouragé par des processus politiques ouverts et des informations accessibles, les initiatives en faveur des OMD étaient mieux éclairées par les connaissances locales et plus susceptibles de survivre au changement politique. Les campagnes mondiales et nationales pour l'amélioration des services de santé, le progrès de l'éducation des filles et la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme étaient particulièrement efficaces. La campagne en faveur de l'enseignement primaire universel gratuit au Kenya, par exemple, cite fréquemment l'objectif mondial en matière d'éducation comme l'un des facteurs déterminants qui lui ont permis de vers avancer la politique dans la bonne direction [54].

Lorsque l'engagement était facilité et encouragé par des processus politiques ouverts et des informations accessibles, les initiatives en faveur des OMD étaient mieux éclairées par les connaissances locales et plus susceptibles de survivre au changement politique.

Les OMD ont aidé à éclairer non seulement les politiques nationales mais aussi les politiques mondiales en décalage avec les résultats des OMD, exposant l'impact du commerce inéquitable et des politiques de la dette, des flux financiers illicites, de la corruption des entreprises, de l'épuisement rapide des ressources naturelles et autres facteurs d'inégalité.

Motiver une plus grande coordination et une plus grande cohérence

Les enseignements de la Section 2 indiquent que les OMD peuvent motiver des solutions endogènes aux problèmes de coordination de part et d'autre des frontières traditionnelles. Pendant la période des OMD, les partenaires nationaux ont de plus en plus demandé l'aide du PNUD pour aborder des problèmes complexes à facettes multiples, comme que le renforcement des systèmes de justice, l'application des droits de l'homme, la reconstruction des écosystèmes essentiels et la création de moyens d'existence. L'aide du PNUD a facilité des approches globales qui ont permis des « politiques à triple bénéfice ». Le Programme 2030 et les ODD développent cette pratique de rapprochement de programmes disparates pour mettre en place des solutions intégrées couvrant les secteurs environnemental, social et économique. Ils reconnaissent que le développement durable ne peut pas être réalisé sans avancer en même temps sur plusieurs fronts, dans plusieurs disciplines et secteurs.

Les OMD ont fourni une vision mesurable et unificatrice, ainsi qu'un calendrier commun pour les responsables politiques, les experts du développement et la société civile. Divers acteurs ont ainsi épousé une cause commune et une impulsion a été donnée à l'échange et l'apprentissage. Avec l'aide de l'ONU, les gouvernements ont intégré les OMD dans leurs plans et dans leurs politiques sectorielles. Sur la période de 15 ans, les responsables et les parties prenantes ont appris que le succès dépend de politiques et institutions plus cohérentes, capables de couvrir l'ensemble des secteurs. Cela a motivé des efforts d'amélioration de la coordination interne et rapproché la pratique du programme global et intégré des ODD que nous avons aujourd'hui.

En plus d'une moins bonne santé, les personnes handicapées sont aussi susceptibles d'avoir des niveaux d'instruction et des revenus inférieurs à la moyenne dans tous les pays – et celles qui vivent dans la pauvreté sont plus susceptibles que le reste de la population de devenir handicapées. La discrimination et l'exclusion exposent les personnes handicapées à un haut risque d'être laissées pour compte. UN PHOTO/ALBERT GONZÁLEZ FARRAN

Les groupes locaux, les politiciens, les ministères, les universitaires, les organisations internationales, les donateurs, les entreprises et les fondations ont œuvré ensemble pour réaliser les OMD. Les améliorations de la santé publique sont une illustration puissante de la manière dont les partenariats mondiaux peuvent se mobiliser pour réaliser des objectifs assortis de délais. La récente baisse de l'aide au développement et le creusement des inégalités, la volatilité économique et les changements climatiques, rendent plus importants que jamais la solidarité et la coopération que les Objectifs mondiaux peuvent faciliter.

3.2 NOUVEAUX DÉFIS ET NOUVELLES POSSIBILITÉS

Le monde a fait un bond en avant collectif avec les OMD. Les pays ont appris à avancer par l'innovation et l'apprentissage dans les domaines de la protection sociale, de l'allocation conditionnelle, de la stimulation de la croissance, de l'autonomisation des femmes, de la réduction des maladies infectieuses et du rétablissement de la biodiversité, entre autres résultats. Il reste encore à appliquer les enseignements et à investir dans les solutions éprouvées.

Rien ne sert, cependant, de faire comme si le monde était à la même place qu'en 2000. Comme le fait observer le Programme 2030, « la portée du cadre des ODD va bien au-delà de celle des OMD. Outre les priorités de développement qui existent déjà et qui concernent l'élimination de la pauvreté, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la nutrition, c'est un vaste éventail d'objectifs économiques, sociaux et environnementaux qui sont énoncés dans ce Programme, qui prévoit aussi l'avènement de sociétés plus pacifiques et inclusives. Y sont définis également des moyens de mise en œuvre. L'approche intégrée que nous avons décidé d'adopter se traduit par l'imbrication étroite des nouveaux objectifs et des nouvelles cibles et l'existence de nombreux éléments communs. » Le potentiel de mieux aligner nos objectifs et de réaliser les synergies qui les font avancer simultanément est indissociable de ce programme mondial plus général et plus intégré.

Les difficultés et les opportunités, nouvelles et grandissantes, qui ont surgi depuis 2000, doivent éclairer et guider la mise en œuvre des ODD, en même temps que les enseignements* de la pratique des OMD. Parmi elles:

Le creusement des inégalités

Les inégalités croissantes, entre les groupes et les niveaux de revenu, rendent la tâche de la réalisation des ODD plus difficile. Aucun pays, cependant, ne repart de zéro. Sous les OMD, les inégalités étaient de plus en plus interprétées comme des inhibiteurs de la paix et de la prospérité. Un grand nombre ont agi et quelques-uns ont réussi à réduire les inégalités de revenu, particulièrement en Amérique latine. De nombreux pays ont ainsi réalisé qu'une protection sociale intégrale, des programmes d'allocation conditionnelle et des initiatives ciblées sont non seulement moralement corrects mais aussi rentables et essentiels pour soutenir la croissance et le développement. Entre 2010 et 2013, le nombre de pays africains à avoir mis en place des programmes de transfert monétaire inconditionnels a presque doublé. 22 pays ont adopté un système à registre simple, sur le modèle de la Bolsa Família brésilienne, qui a amélioré l'accessibilité et l'efficacité des transferts monétaires et autres programmes. À partir de 2000, les pays en développement ont généralement alloué de plus grandes proportions de leur budget au secteur social [28].

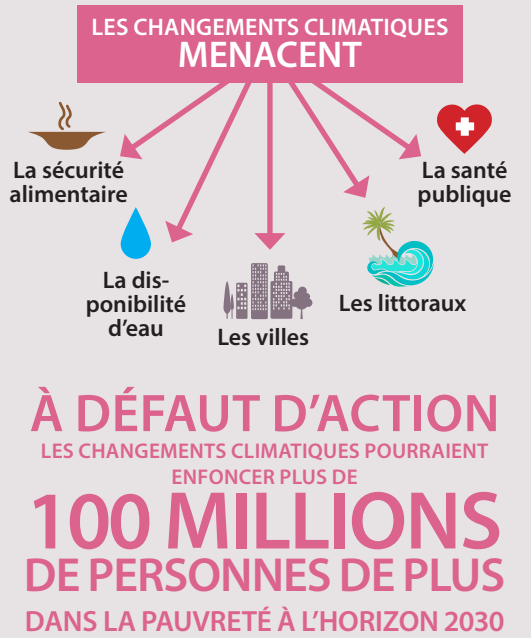
Les ODD traduisent un nouveau consensus sur la nécessité de lutter contre les inégalités entre les groupes, les personnes et les pays. En plus de demander la « fin de la pauvreté, sous toutes ses formes et partout dans le monde », les ODD aspirent à combattre la marginalisation et à répondre aux besoins de tous les groupes. Le Programme 2030 précise que les objectifs doivent être réalisés pour tous les segments de la société, et que les plus défavorisés seront les premiers que nous nous efforcerons d'aider. Les ODD ne seront pas réalisés si les plus pauvres et les plus marginalisés continuent d'être laissés pour compte.

La destruction de l'environnement et les changements climatiques

Les catastrophes naturelles mortelles, intensifiées par les changements climatiques, la dégradation rapide des ressources naturelles et la pollution dangereuse, ont fait qu'il est désormais impossible d'ignorer l'impact de la destruction de l'environnement. La destruction des forêts, des zones humides, des ressources d'eau et des stocks de poisson aggrave les tensions sociales et anéantit les moyens d'existence dans les communautés pauvres, les laissant souvent démunies face aux catastrophes naturelles. Dans le cadre des OMD, des efforts ont été entrepris pour lutter contre la destruction de l'environnement. L'Amérique latine, par exemple, a intensifié la protection des zones terrestres, de 9 % en 1990 à 23 % en 2014 [28]. Dans le monde entier, des pays à faible revenu ont élaboré des stratégies de développement résilient face aux changements climatiques et sobre en carbone.

Les ODD demandent bien plus d'actions de la part de tous les pays pour que soient tenus leurs engagements à freiner les changements climatiques et à éviter la confrontation avec les lois naturelles. Les changements climatiques perturbent la vie et l'économie dans tous les pays. Dans les pays et communautés pauvres, leurs effets sont particulièrement sévères. Les pertes de revenu moyennes causées par les tremblements de terre, les tsunamis, les cyclones et les inondations ont augmenté et coûtent désormais des centaines de milliards de

FIGURE 3.1: LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES FONT PESER UNE LOURDE MENACE SUR LE DÉVELOPPEMENT



Source : Groupe de la Banque mondiale 2016

dollars chaque année [54]. La montée du niveau de la mer, la pluviosité changeante et la hausse de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques détruisent les moyens d'existence, la sécurité alimentaire, l'éducation et la santé, déclenchant un phénomène de réinstallation forcée et de migration. Les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus touchés en raison de leur dépendance de l'agriculture, des ressources naturelles et de leurs capacités d'adaptation limitées.

La baie d'Ha Long, au Viet Nam, est fréquemment confrontée à une contamination toxique par l'exploitation minière et les inondations dues à la montée des niveaux de la mer et aux changements climatiques, qui ont un effet néfaste sur l'agriculture, la pêche et le commerce. PNUD/SARAH RENNER

Cette situation menace plusieurs décennies de gains et la possibilité d'un développement durable. Le déboisement et les pratiques de production d'énergie non viables continuent d'aggraver le problème. Le manque d'investissement dans des solutions sobres en carbone peut bloquer les pays dans des modes de développement non viables à haut niveau d'émissions, compromettant ainsi les perspectives des communautés, au Nord comme au Sud. On estime qu'à défaut d'une action rapide, les changements climatiques pourraient augmenter le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté 100 millions à l'horizon 2030 [55]. Le thème des changements climatiques est repris dans tous les ODD et prend une forme précise dans l'ODD 13. À Paris, les dirigeants du monde sont convenus de limiter la hausse globale des températures à moins de 2 °C et d'augmenter le financement et les mesures d'adaptation requises pour la mise en œuvre. La mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique et du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe est cruciale pour réaliser l'objectif 13 et, en fait, tous les ODD.

Les transitions démographiques

La croissance de la population ralentit dans le monde entier. Le rythme, cependant, diffère considérablement selon l'état de développement. Les pays à forte croissance ont tendance à avoir des populations vieillissantes tandis que les pays très pauvres restent relativement jeunes en raison d'une baisse plus lente de la fertilité. Environ 85 % de la population mondiale de jeunes vivent dans les pays en développement. Ce déséquilibre présente des possibilités et des défis pour le développement durable. Les ODD peuvent inciter les pays prendre les deux en main, par le biais de politiques qui maximisent l'impact de la migration, de la finance et du commerce sur le développement, ainsi que de stratégies qui tiennent compte de la démographie [55]. Les jeunes peuvent encourager le changement et le développement, où et quand leurs capacités sont appréciées et leurs voix entendues. Les jeunes sociétés très pauvres peuvent réaliser des dividendes démographiques en investissant dans les capacités et dans la volonté politique des jeunes. Les pays qui vieillissent rapidement peuvent trouver des moyens de résoudre le problème du manque de main-d'œuvre et adapter leurs politiques et leurs institutions de manière à favoriser un vieillissement sain et productif.

ENCADRÉ 3.1 : QUELLE EST L'ORIGINE DES OMD ET DES ODD ? LES OBJECTIFS MONDIAUX DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE

En 1978, la Charte des Nations Unies demande d'agir pour améliorer les niveaux de vie dans toutes les parties du monde. Les membres fondateurs des Nations Unies réalisent qu'un monde de paix est impossible sans des sociétés stables, des communautés prospères et des droits de l'homme. Les Nations Unies établiront de nombreux autres liens comme celui-ci par la suite [56].

Avec le temps, les accords et les programmes des Nations Unies font évoluer notre interprétation du développement, d'un concept économique étroit à un concept plus global et centré sur l'humain. Depuis les premières conférences, dans les années 1970 et 1990, les droits de l'homme, la durabilité environnementale, la résolution des conflits et la consolidation de la paix font partie intégrante de notre définition du développement. Les conséquences dans la réalité sont énormes. Les droits de l'homme, par exemple, donnent une première impulsion à la notion que le développement va plus loin que la croissance économique ; qu'elle concerne l'amélioration des vies.

L'endettement et la récession dans les années 1980 mettent fin à cette idée. Le « développement » devient principalement une question d'ajustement structurel, d'inflation et de déficits. L'ONU offre une opposition constructive : L'UNICEF défend la notion d'« ajustement à visage humain » et le premier rapport sur le développement humain du PNUD fait valoir que ce sont les individus en bonne santé et instruits qui feront avancer les économies. En 2000, les dirigeants de 189 pays adoptent la Déclaration du Millénaire, résolus à mettre la pauvreté et le développement social sur un pied d'égalité avec la croissance et la stabilité macroéconomique. Des cibles d'OMD quantitatives et assorties de délais donnent un sens opérationnel à certaines des dimensions de base du développement humain [57].

Peu anticipent que les OMD deviendront partie intégrante des stratégies de développement. On ignore alors plus ou moins d'où provient l'efficacité des programmes mondiaux. Depuis, les chercheurs [57] se sont intéressés à la façon dont les programmes mondiaux changent l'image que les individus se font d'eux-mêmes et ce qu'ils attendent de l'avenir. Selon la série de projets de l'histoire intellectuelle des Nations Unies, par exemple, c'est la Conférence sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes qui a encouragé les femmes, dans le monde entier, de se considérer les égales de l'homme. Elles ont par la suite revendiqué l'égalité des droits. La série met aussi en avant le pouvoir des programmes mondiaux qui « plantent » des idées qui finissent un jour par changer notre manière d'aborder les difficultés.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement en 1972, à Stockholm, plant une idée qui évolue et donne naissance aux ODD que nous avons d'aujourd'hui. Dans les années 70, la majorité considère la protection de l'environnement comme une menace au progrès économique. Stockholm renverse cette notion en présentant le développement comme la solution plutôt que la cause des problèmes environnementaux. Les exemples, de la maladie aux récoltes perdues et aux conflits au sujet des ressources naturelles, montrent clairement que la pauvreté et la dégradation de l'environnement sont, en pratique, des problèmes indissociables.

Plus tard, la Commission Brundtland définit ainsi le développement durable : « satisfaire les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs », s'appuyant un principe fondamental de la justice, à savoir que personne ne devrait se voir nier une vie à laquelle il ou elle tient, cause de son sexe, de son origine ethnique, de son lieu de naissance ou de tout autre facteur y compris, dans ce cas, la génération de sa naissance. Au sommet de la Terre de Rio en 1992, les pays ayant des priorités contradictoires se regroupent autour de ce concept pour faire avancer les objectifs en faveur de l'environnement et du développement humain. Cependant, malgré Rio, le développement durable continue d'être en grande partie mal compris, comme un concernant principalement l'environnement. Ce n'est qu'en 2015 que les États membres de l'ONU réunissent les deux volets et intègrent le développement humain et les objectifs environnementaux dans les ODD. Avec le temps, les dirigeants ont réalisé que le progrès humain et des écosystèmes sains sont, en fait, les deux faces d'une même chose.

Une mise en œuvre efficace des ODD pourrait enfin donner vie à l'idée de Stockholm en 1972, tout comme les OMD ont donné vie aux principaux aspects du développement humain. Les premières réussites des ODD peuvent enclencher une dynamique positive et convaincre un nombre sans cesse croissant de dirigeants et de citoyens du potentiel du développement durable pour donner nous donner à tous un avenir meilleur.

4 juin 1948, Genève : Mme Eleanor Roosevelt, présidente de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et le professeur J.P. Humphrey, directeur de la Division des droits de l'homme, assistent à la troisième session de la Commission. UN PHOTO

La science, la technologie et l'innovation

Des avancées remarquables, notamment dans les domaines des TIC et des données, mais aussi dans la fabrication et d'autres secteurs ont renforcé l'intégration de l'économie mondiale et permis de faire des bonds en avant en matière de productivité. De nouveaux modèles d'entreprise et de nouvelles technologies donnent aux pays à faible revenu les moyens de rejoindre les chaînes d'approvisionnement mondiales, de faire le commerce de biens et services environnementaux, et d'encourager la production durable. Des services et des infrastructures de base peuvent être fournis à un plus grand nombre de personnes à plus bas prix, grâce à la téléphonie mobile et autres technologies. Beaucoup utilisent déjà leur téléphone pour épargner et transférer de l'argent, pour accéder à des services et des informations, pour exprimer leur avis et être entendus. L'administration en ligne peut aider les gouvernements à gérer des relations dynamiques et à adopter des approches visionnaires qui font avancer le développement durable tout en réduisant la pauvreté, par exemple en renforçant la productivité agricole et l'accès à des énergies abordables.

Pour concrétiser le développement durable, les pays ont besoin de technologies et d'innovations qui réconcilient la croissance avec les objectifs environnementaux et sociaux. Cela n'est possible que si les technologies essentielles sont rendues abordables et accessibles à tous.

L'amélioration peut créer des conflits. La révolution verte a amélioré la production alimentaire, par exemple, mais, dans certains cas, en dégradant les terres agricoles et les bassins versants. Ces conflits, au bout du compte, font reculer le progrès. Pour concrétiser le développement durable, les pays ont besoin de technologies et d'innovations qui réconcilient la croissance avec les objectifs environnementaux et sociaux. Cela n'est possible que si les technologies essentielles sont rendues abordables et accessibles à tous. La coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire devrait être renforcée à cette fin. L'ODD 17 et la pleine mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba négocié par les États membres de l'ONU peuvent stimuler le partage des innovations et des technologies essentielles.

La migration

Le monde a connu des hausses sans précédent de la migration et du déplacement. Comme l'admettent les ODD, la migration peut être porteuse de croissance sans exclusion et de développement durable. En moyenne, les migrants bénéficient de revenus supérieurs, d'une meilleure éducation et d'une meilleure santé [55]. Les connaissances, l'investissement et les paiements que les migrants envoient dans leur pays aident leurs communautés à réduire la pauvreté et à saisir leurs chances. La migration peut aussi creuser les inégalités et affaiblir les droits, notamment lorsque les migrants ne sont pas protégés par la loi. Le Programme 2030 relie la migration et le déplacement aux cibles qui cherchent à encourager une croissance soutenue et sans exclusion, du plein emploi productif et du travail décent (ODD 8) ; à réduire les inégalités (ODD 10) et à renforcer les moyens de mise en œuvre (ODD 17). Il demande l'autonomisation des groupes vulnérables, y compris les réfugiés, les personnes déplacées dans leur propre pays et les migrants et engage tous les pays à éliminer le travail forcé, le travail des enfants et la traite des êtres humains.

Les jumeaux des Objectifs mondiaux, élevés au centre de recherche et d'élevage de pandas géants de Chengdu, en Chine, en soutien des ODD, inspectent un drapeau qui représente l'objectif 7. YUAN TAO AND YAN LU

4. LA MISE EN ŒUVRE DES OMD

Les OMD ont inspiré les populations de manières qui ont fait avancer leur réalisation. Le PNUD a aidé les pays à apprendre les uns des autres, à appliquer et adapter les enseignements pour renforcer l'efficacité. Les résultats ont permis d'atteindre les cibles, d'orienter les OMD et de parvenir au consensus politique qui les a mis en route.

Environ 10 millions d'individus, dont des communautés pauvres et marginalisées, ont participé à la conversation mondiale animée par l'ONU sur le programme qui succéderait aux OMD. Ils ont demandé un programme de développement qui réponde aux besoins essentiels en matière d'éducation, de santé et d'égalité des sexes, comme le promettaient les OMD. En exigeant cette fois que personne ne soit laissé pour compte. Ils ont demandé que soit éliminée la pauvreté sous toutes ses formes et que l'on s'attaque aux causes fondamentales de l'injustice et de l'inégalité. Ils voulaient des pouvoirs publics plus efficaces et plus réactifs, des emplois et la protection de la planète dont nous dépendons. Ces individus ont insisté et les dirigeants, pour la plupart, ont écouté.

ENCADRÉ 4.1: STRATÉGIE DE SIMPLIFICATION, D'ACCÉLÉRATION ET DE SOUTIEN AUX POLITIQUES DE L'ONU (MAPS)

En collaboration avec le Groupe des Nations Unies pour le développement, le PNUD a élaboré un cadre commun d'organisation pour un soutien cohérent à la mise en œuvre du Programme 2030. Le cadre est articulé en trois domaines de soutien:

- **Simplification** assurer la prise de conscience par les acteurs concernés et aider les pouvoirs publics à intégrer le programme dans les plans, les stratégies et les budgets nationaux et infranationaux. Il s'agit de sensibiliser les parties prenantes nationales, notamment les ministères, la société civile, les parlementaires, les médias et les entreprises, à la signification du nouveau programme. Il s'agit en outre de cartographier les actions déjà menées par un pays et celles qui pourraient être réorientées pour réaliser les objectifs.

- **Accélération** aider les gouvernements à accélérer le progrès de plusieurs cibles. Il s'agit de repérer les obstacles au progrès de plusieurs objectifs d'un intérêt particulier dans le contexte local. Le soutien continuera, selon les lignes définies dans le cadre d'accélération de la réalisation des OMD.

- **Soutien aux politiques** le PNUD a l'intention de mettre en place des équipes multi-agence et multidisciplinaires capables d'apporter un soutien supplémentaire aux pays sur des problèmes particuliers, tout en les aidant à renforcer les capacités institutionnelles. Le soutien bénéficiera de l'expertise des Nations Unies en matière d'égalité des sexes, de justice et de sécurité, de gouvernance participative. Il tiendra compte du développement dans les domaines de la santé, de la protection sociale, de la biodiversité, de la dégradation des terres, de la prévention de conflits, de la gestion des risques de catastrophe, et du changement climatique, entre autres.

Les ODD négociés et adoptés par les États membres de l'ONU en septembre 2015 sont conçus pour achever les missions inaccomplies des OMD et transformer les économies et les sociétés de tous les pays. Grâce à la croissance rapide dans le monde du Sud et à la révolution technologique, de plus en plus de citoyens, dans de plus en plus de pays, peuvent apprendre et collaborer. Ces technologies leur permettent aussi d'avoir voix aux chapitres dans les décisions qui les concernent et suscitent de fortes attentes dans ce sens. Le titre du Programme 2030, « Transformer notre monde », témoigne de la croissance des attentes des populations.

Les ODD sont un appel retentissant à **aller plus loin**. La réalisation des ODD exige de l'ensemble de la société qu'elle change ses modes de vie, de travail et de production, de consommation, de production d'énergie, de conception urbaine et bien plus encore. Tous les pays sont concernés par ce défi. Les pays développés ont un rôle de chef de file à jouer dans la réparation de l'environnement détruit par des modèles de développement datant de la révolution industrielle. Il faut mettre fin aux déclins rapides de la biodiversité, à la dégradation des terres et des eaux. Les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique du CCNUCC devront être renforcés et mis en œuvre. Pour empêcher ceux qui sont le moins responsables de porter le plus lourd poids des changements climatiques, les pays développés devront faciliter des transitions rapides vers les énergies renouvelables. Les pays à faible revenu devront aussi être mieux préparés à accéder aux technologies, aux capacités et aux financements qui permettent des progrès décisifs en matière de durabilité et de développement humain.

L'ampleur des ODD et le degré supérieur d'ambition qu'ils représentent, exigent de faire mieux que les OMD, de veiller à ce que les ODD soient davantage en adéquation avec les priorités budgétaires, les stratégies de croissance, les pratiques de production et de consommation et les politiques mondiales. En tant qu'organisation des Nations Unies au carrefour des stratégies de développement nationales, le PNUD se fait « l'intégrateur des ODD » ; il aide les pays à considérer l'ensemble des objectifs pour promouvoir des stratégies qui profiteront aux communautés vulnérables et marginalisées, qui minimiseront les risques et donneront une impulsion au changement dans tous les secteurs.

Dans le contexte du cadre des Nations Unies connu sous le nom de « MAPS » (voir l'encadré 4.1), le PNUD aide les pays à évaluer leurs plans et stratégies courants par rapport aux ODD, à fixer des cibles et à intégrer les ODD dans les processus, les politiques et les interventions nationaux. Le PNUD recourt fortement aux enseignements tirés des OMD, ainsi qu'à son expertise en matière de pauvreté, de gouvernance, de gestion durable des ressources naturelles, de prévention des catastrophes et des conflits, de planification sobre en carbone et résiliente face aux changements climatiques. Les enseignements et les recommandations contenus dans ce rapport constituent la base des travaux courants et futurs du PNUD.

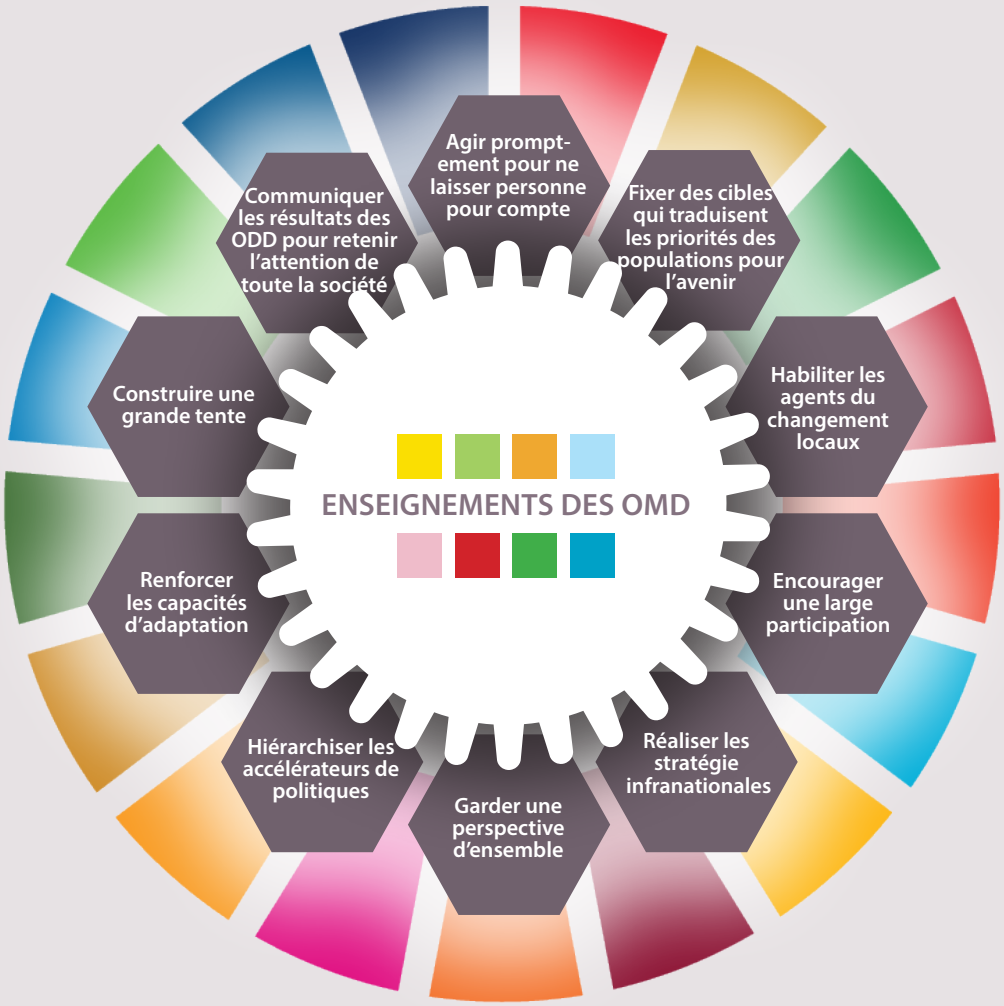
DIX RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

1. Agir promptement pour ne laisser personne pour compte

Les ODD engagent tous les pays à « ne laisser personne pour compte », à agir pour que tous puissent participer à la mondialisation et au développement et en bénéficier. Il n'y a déjà plus beaucoup de temps. Une action rapide et intensifiée est nécessaire pour mettre les ODD sur la bonne voie, pour éliminer l'extrême pauvreté, la faim, les maladies évitables et fournir les services essentiels à l'horizon 2030.

Avec une volonté politique et un investissement suffisants, de nombreux pays peuvent encore bénéficier des initiatives qui ont fait leurs preuves dans le cadre des OMD. L'introduction de structures d'accueil préscolaire et de programmes de distribution de repas scolaires, la suppression des frais de scolarité et de soins de santé, par exemple, peuvent faire avancer plusieurs objectifs. Il en est de même pour l'investissement dans les agents de santé de

FIGURE 4.1 : RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD



première ligne, les soins néo-natals, la protection sociale et les campagnes publiques (par ex. sur l'égalité des sexes, la nutrition) alliés à des mécanismes de facilitation, comme les transferts monétaires [28].

Les pays devraient continuer d'appliquer les solutions répertoriées dans leurs plans d'accélération et autres stratégies locales, appuyées par une augmentation des allocations budgétaires nationales, de l'aide au développement et autres financements destinés aux pays pauvres et vulnérables. Il faut atteindre les cibles de recettes et dépenses des secteurs sociaux et productifs, en particulier dans les pays à forte croissance ; orienter l'attention et les ressources vers les cibles des ODD qui 1) ont totalement déraillé ; 2) ne bénéficient du soutien d'aucune institution ou n'ont jamais été prises en main ; 3) n'ont jamais avancé bien loin malgré les efforts mis en œuvre.

L'économie mondiale a ralenti sous l'effet d'une pénurie de demande de biens et services. En même temps, le monde a besoin d'investissements massifs dans des énergies sobres en carbone et des infrastructures, notamment des projets d'eau et d'assainissement dans les secteurs ruraux à croissance rapide, et des systèmes de santé et d'éducation plus développés dans les pays à faible revenu. Le monde est capable de surmonter une croissance lente et de pallier les déficits d'investissement de manière synergique.

2. Fixer des cibles qui traduisent les priorités des populations pour l'avenir

Conformément au Programme 2030, tous les pays devraient établir eux-mêmes des cibles d'ODD en fonction du contexte et des priorités propres à chacun, tout en cherchant à tenir leurs engagements, convenus à l'échelle mondiale. Les ODD nationaux devraient traduire le consensus mondial sur les niveaux minimum de dignité, de droits et de développement humains ; veiller à ce que les avancées soient comparables ; démontrer les contributions aux solutions mondiales.

Pour susciter l'adhésion, les cibles d'ODD nationales devraient être convenues par le biais d'un processus national participatif jugé légitime dans toutes les communautés. Des campagnes publiques générales devraient précéder les exercices d'adaptation afin de stimuler la participation, de développer les enjeux politiques de la réalisation des objectifs et d'établir le lien entre les ODD et les difficultés locales. Un processus d'interprétation locale devrait être engagé avec tous ceux qui sont censés agir dans le sens des cibles fixées, y compris la société civile et les entreprises, afin qu'ils comprennent leurs responsabilités.

L'engagement à améliorer les vies dans toutes les communautés et à atteindre tout d'abord les plus défavorisés, devrait être manifeste dans les cibles et indicateurs nationaux des ODD. Les progrès relatifs des ménages devraient être suivis par revenu, sexe, âge, race, ethnicité, statut migratoire, handicap, situation géographique et autres caractéristiques pertinentes pour le pays (objectif 17). Les processus nationaux de définition des ODD sont une occasion de parvenir à un consensus global sur les inégalités d'intérêt local à suivre ainsi que sur leur ordre de priorité.

Les ODD nationaux devraient traduire le consensus mondial sur les niveaux minimum de dignité, de droits et de développement humains ; veiller à ce que les avancées soient comparables ; démontrer les contributions aux solutions mondiales.

3. Habiliter les agents du changement locaux

Les ODD peuvent aider les dirigeants à former un consensus national solide sur des priorités qui transcendent les engouements locaux ou les tournants politiques. Pour cela, les agents du changement nationaux et locaux doivent être aux commandes. Dans le cadre des OMD, les agents du changement des pouvoirs publics, de la société civile et du secteur privé ont prouvé que les Objectifs mondiaux peuvent stimuler le progrès lorsqu'ils sont employés pour raviver l'espoir dans un avenir meilleur, permettre aux individus de trouver un terrain d'entente, relier des problèmes locaux à des solutions mondiales, motiver l'action politique et inspirer la collaboration.

Vus dans cette optique, les ODD sont un engagement et une possibilité pour les dirigeants de lancer, d'unifier et de motiver une action politique visionnaire. Les responsables de l'action de sensibilisation et les facilitateurs de la mise en œuvre des ODD devraient s'attacher à trouver les agents du changement locaux et à les équiper des connaissances nécessaires pour tirer parti des ODD. Les enseignements contenus dans ce rapport en font partie. Des cibles d'ODD adaptées à chaque pays peuvent être intégrées dans les plateformes électorales, les campagnes politiques et les mouvements nationaux pour stimuler le changement social et des politiques progressifs, pour donner ainsi les moyens aux populations de considérer les ODD comme des objectifs nationaux et mondiaux et non pas partisans. L'information sur les ODD devrait être adaptée au niveau de l'administration locale où les citoyens choisissent et sanctionnent les dirigeants, afin de favoriser l'émergence de dirigeants locaux légitimes et de faciliter le consensus politique.

Malala Yousafzai, militante pour l'éducation, s'exprime lors d'une manifestation marquant 500 jours d'action en faveur des OMD. UN PHOTO/MARK GARTEN

4. Encourager une large participation

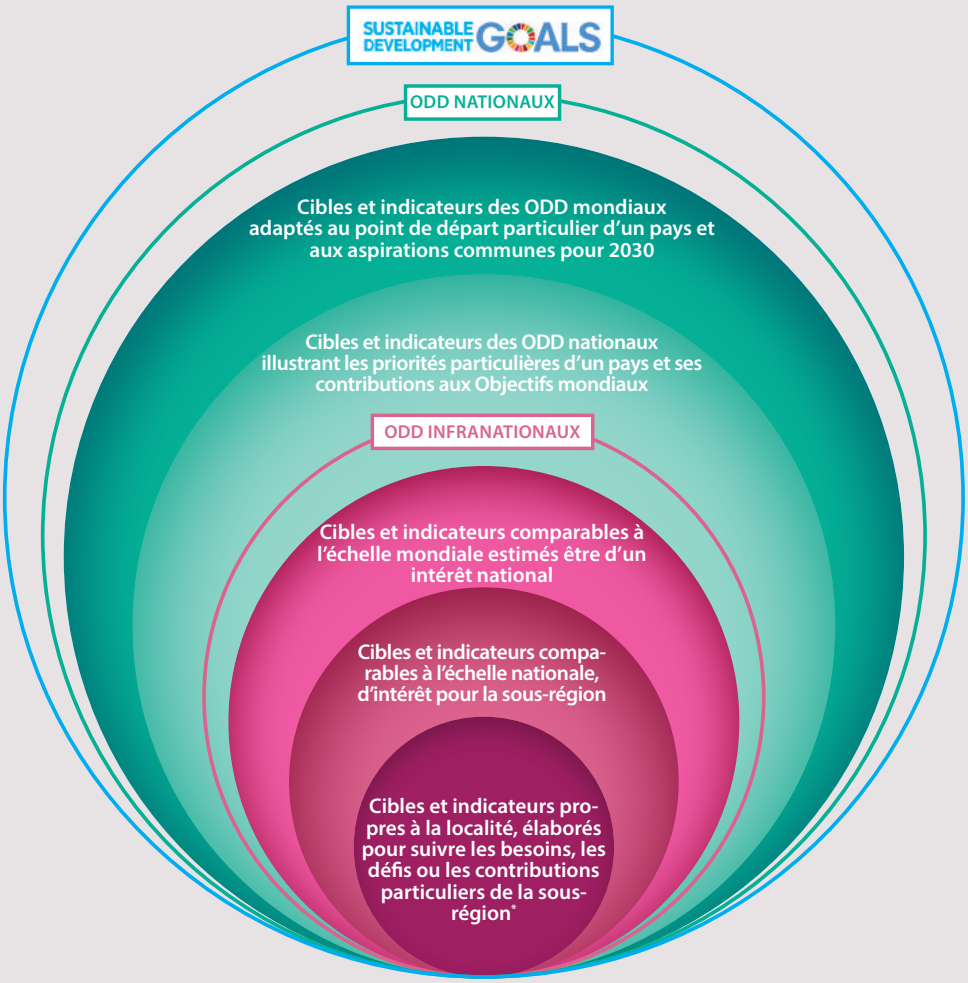
Il se dégage de l'expérience des OMD que communiquer avec les citoyens, loin d'être une activité auxiliaire ou superflue, est indispensable à la réalisation des Objectifs mondiaux. Les mécanismes institutionnels d'échange et de participation publique peuvent maximiser l'influence des politiques et favoriser une interprétation commune des moyens nécessaires à la réalisation des ODD. La participation publique est efficace à condition que les individus sachent qu'ils sont écoutés et qu'ils peuvent avoir un rôle à jouer ; qu'ils ont un droit de regard dans les décisions et qu'ils peuvent exiger des comptes de leurs dirigeants.

La mise en œuvre des ODD devrait donc être guidée par des gouvernements et des parlements résolus à faire intervenir toutes les parties prenantes, plus particulièrement à nouer le dialogue avec les communautés pauvres et marginalisées. Les consultations et les premières campagnes menées par l'ONU ont mobilisé et galvanisé des individus dans tous les pays. Un grand nombre d'entre eux ont exprimé le souhait de continuer à participer et de contribuer à la réalisation des ODD dans leurs communautés. Ce sont ces volontaires qui renforcent le soutien et engendrent des niveaux de participation publique toujours plus élevés. Les plateformes de campagne pour l'action en faveur des ODD My World[6] peuvent être un véhicule important à cette fin.

Les campagnes sur les ODD menées par les gouvernements, les parlements ou des coalitions plus ou moins organisées devraient fixer des objectifs d'action de proximité clairement définis. Certains publics, dont les entreprises et les associations locales, les institutions universitaires et certaines sections des pouvoirs publics devraient être invités à articuler leurs contributions, à suivre les résultats et à promouvoir la responsabilité mutuelle. Une communication stratégique, éclairée par des données scientifiques, devrait être favorisée afin de rectifier les idées fausses à l'origine d'échecs de politiques et d'inspirer des changements de comportement. L'« infotainment » à base factuelle et la programmation d'intérêt public peuvent parvenir à persuader les populations de vaincre les préjugés et d'agir pour le bien public.

6. Télécharger les « kits d'outils My World » sur: https://sdgactioncampaign.org/myworldkit/.

FIGURE 4.2 : RÉALISER LES ODD : UNE APPROCHE IMBRIQUÉE



* Lorsque les capacités infranationales sont suffisantes pour un suivi régulier des avancées

5. Réaliser les stratégies infranationales

Les stratégies infranationales sont un outil puissant pour faciliter et motiver l'action des administrations locales et des gouvernements centraux en vue de la réalisation d'Objectifs mondiaux. Elles sont efficaces dans la mesure où elles inspirent une large participation aux solutions et permettent de mieux comprendre les difficultés locales.

Les ODD devraient être considérés comme une invitation à améliorer la coordination et la redevabilité intra gouvernementales, à renforcer les capacités locales. Un accord sur la répartition des tâches en fonction des avantages, des rôles et des capacités particuliers des administrations locales et des gouvernements devrait guider la mobilisation de ressources pour les ODD et leur suivi. Les gouvernements nationaux devraient, en collaboration avec les autorités infranationales, élaborer et mettre en œuvre des stratégies infranationales en faveur des ODD qui tirent parti du savoir-faire local, qui facilitent la participation directe des citoyens et citoyennes, qui identifient les laissés

pour compte et leur donnent la priorité, qui renforcent la redevabilité et la transparence.[7] Les mécanismes de planification participative, de budgétisation et de suivi décrits dans ce rapport sont autant de moyens importants. Il convient d'encourager les villes, en particulier, et de leur permettre d'essayer de nouvelles politiques susceptibles de poser des jalons pour un développement national résilient face aux changements climatiques, sobre en carbone et pluriel.

Les stratégies infranationales en faveur des ODD devraient éclairer et traduire les stratégies et les budgets nationaux. Une approche « imbriquée », efficace dans le cadre des OMD, pourrait être utile. Comme l'indique la Figure 4.2, il s'agit d'incorporer (d'« imbriquer ») certaines cibles d'ODD mondiales et nationales dans les stratégies nationales et infranationales, illustrant ainsi les rôles complémentaires des acteurs locaux et nationaux. Dans la mesure du possible, des cibles et indicateurs infranationaux devraient être inclus pour garantir la prise en main de problèmes propres à une localité particulière.

6. Garder une perspective d'ensemble

Les ODD sont « intégrés et indivisibles » ; la réussite de l'un entraîne celle des autres. La capacité d'un pays à combattre la faim, par exemple, est directement liée à son infrastructure, à son régime foncier, à ses services de santé, ainsi qu'à son aptitude à gérer les ressources naturelles et à atténuer les catastrophes. Les ODD invitent les pays à être prévoyants, à s'accorder sur une vision pour 2030, et à revenir sur leurs pas pour éviter les risques et cerner les réformes nécessaires pour enclencher un changement transformateur.

Les stratégies et budgets nationaux doivent expliciter les initiatives et les investissements qui rendront possible la réalisation des ODD à l'horizon 2030. Pour combler les disparités dans l'accès à l'éducation, par exemple, il s'agirait, dans l'ordre chronologique, de construire des écoles, puis de former et de recruter des enseignants ; d'améliorer la gestion des établissements scolaires ; de répondre aux besoins particuliers des filles et des enfants en situation de handicap. La construction de scénarios peut aider les gouvernements à élaborer des stratégies et à en déterminer l'ordre chronologique, à éviter les risques et à cerner les possibilités de combler les déficits de technologie, de financements et de capacités [58]. Elle devrait également donner aux dirigeants politiques les moyens d'ajuster les leviers stratégiques afin de faire avancer plusieurs objectifs à la fois, de réaliser des progrès plus rapides et plus cohérents en tirant parti des synergies.[8]

Les ODD invitent les pays à être prévoyants, à s'accorder sur une vision pour 2030, et à revenir sur leurs pas pour éviter les risques et cerner les réformes nécessaires pour enclencher un changement transformateur.

7. Hiérarchiser les accélérateurs de politiques

Il ne s'agit pas de contourner des cibles d'ODD pertinentes mais plutôt d'identifier des domaines précis pouvant servir de point d'entrée pour le changement transformationnel que le développement durable exige. Un pays qui subit des sécheresses graves, par exemple, pourrait décider de faire de la gestion durable des ressources d'eau une priorité initiale, sachant qu'une stratégie globale en matière de gestion des ressources d'eau peut protéger les écosystèmes locaux (ODD 14/15) tout en améliorant l'utilisation de l'eau pour l'industrie (ODD 12) et en réduisant le risque de pénuries d'eau qui aurait une incidence sur la pauvreté, l'agriculture et l'emploi (ODD 1/2/8) [48]. Ces « accélérateurs de politiques » des ODD, conçus pour faire avancer plusieurs objectifs, devraient être repérés dès le départ et être hiérarchisés dans les plans sectoriels et les stratégies nationales.

---

7. Voir aussi Roadmap for localizing the SDGs: Implementation and monitoring at subnational level, http://unhabitat.org/roadmap-for-localizing-the-sdgs-implementation-and-monitoring-at-subnational-level

8. Voir Modeling Tools for Sustainable Development Policies (https://un-desa-modelling.github.io) et iSDGs (http://www.isdgs.org)

Sommet pour le bien social 2016 à El Salvador. PNUD

8. Renforcer les capacités d'adaptation

La recherche des « bonnes » politiques est un processus d'essais successifs qui fait intervenir tous les acteurs. Des institutions publiques solides et bien coordonnées sont indispensables à la réalisation d'Objectifs mondiaux intégrés. Les ministères disposent généralement d'enveloppes, de canaux de communication et de systèmes de suivi distincts. Afin de faciliter une action sur l'ensemble des ministères et du gouvernement, les chefs d'État ou de gouvernement devraient demander une mise en œuvre des ODD qui inclue les administrations locales, la société civile et les parlements. Tous les moyens devraient être mis en œuvre pour adapter les services et les processus nécessaires au lieu de créer de nouveaux systèmes ou des systèmes parallèles.

La réussite à grande échelle est possible à condition que les acteurs locaux puissent adopter de nouvelles approches, analyser et ajuster les initiatives jusqu'à ce qu'elles donnent les résultats voulus. Un soutien technique et financier accru est nécessaire pour renforcer les capacités d'adaptation et de mise en œuvre des gouvernements dans les pays à faible revenu, y compris pour répondre aux besoins et aux exigences des individus, générer des revenus, collecter, analyser et utiliser des données ventilées pour améliorer les politiques et tirer les enseignements de la pratique.

9. Construire une grande tente

Les solutions aux problèmes concrets se trouvent généralement en dehors de ministères individuels, d'initiatives ou de disciplines étroitement focalisées. Il est donc essentiel que les dirigeants trouvent des moyens de transcender les silos et les divisions qui rendent les solutions difficiles à trouver et à mettre en œuvre. Des Objectifs mondiaux peuvent être un moyen puissant de regrouper et de convaincre divers acteurs de rechercher ensemble des solutions aux problèmes qui leur tiennent à cœur. La pratique des ODD peut dissiper les mythes selon lesquels les objectifs économiques, environnementaux et sociaux sont fondamentalement opposés (l'avancée de l'un fait reculer les

autres) en démontrant l'inverse : parce que les difficultés économiques, environnementales et sociales sont inextricablement liées, les aborder en même temps est le meilleur moyen d'y faire face.

Ceux qui dirigent les initiatives autour de la sécurité, de l'environnement et du développement peuvent multiplier leur impact en déterminant l'ordre chronologique d'interventions mutuellement solidaires. Des tribunaux mobiles efficaces, par exemple, peuvent améliorer l'accès des communautés à un état de droit juste. Cela peut à son tour atténuer les tensions locales au sujet des ressources naturelles et ouvrir la voie à des initiatives progressistes qui accroissent les revenus des femmes. Ainsi autonomisées, les femmes pourraient accéder à des rôles de dirigeantes, une tendance qui aboutit souvent à une plus grande consolidation des gains de paix et de développement. En plus de combattre certaines maladies, les partenariats mondiaux pour la santé pourraient chercher à renforcer les capacités de première ligne des systèmes de santé nationaux dans le but de faire avancer plusieurs ODD.

Pour joindre des activités fragmentées, un échange régulier et une répartition claire des tâches sont essentiels, en particulier entre les administrations locales et le gouvernement ; les professionnels internationaux et locaux. Des technologies et des partenariats novateurs devraient être utilisés pour faciliter l'échange, synthétiser le savoir-faire et trouver des forces complémentaires en fonction desquelles élaborer des stratégies communes et répartir les tâches.

10. Communiquer les résultats des ODD pour retenir l'attention de toute la société

Une participation publique et une redevabilité significatives exigent que tous comprennent ce qu'il convient d'attendre et d'exiger des parties responsables. Les rapports nationaux réguliers sur le progrès des ODD, demandés par le Secrétaire général de l'ONU, devraient rendre cette participation possible en fournissant des informations actuelles, accessibles et complètes sur les avancées des ODD, les activités et les décisions, ainsi que des évaluations des actions de toutes les parties responsables. Les rapports nationaux sur les ODD devraient encourager et célébrer les réussites des ODD, appeler l'attention sur les possibilités futures de faire progresser les cibles (par la législation nationale, les processus de réforme, la budgétisation, etc.). Ils devraient aussi révéler les engagements qui ne sont pas tenus. Les rapports sur les ODD devraient être accessibles au public tout comme aux décideurs et permettre aux deux de développer les enseignements retenus de la pratique.

Les règles, règlements et mécanismes devraient exiger des gouvernements qu'ils justifient leurs actions en vue de la réalisation des ODD, qu'ils agissent dans un esprit de transparence et qu'ils répondent aux demandes des citoyens.

Les retours continus des citoyens devraient être intégrés dans des examens publics réguliers des progrès des ODD pour veiller à ce que les craintes soient entendues et prises en compte. Les audiences publiques, les audits sociaux, les fiches de rapport citoyen et les budgets participatifs devraient être considérés comme autant de moyens de renforcer la confiance entre les pouvoirs publics et les citoyens ; d'améliorer la réactivité des institutions et des services publics. Une analyse crédible, impartiale et publiquement évaluable de la fourniture de biens publics devrait avoir lieu à intervalles réguliers. Les règles, règlements et mécanismes devraient exiger des gouvernements qu'ils justifient leurs actions en vue de la réalisation des ODD, qu'ils agissent dans un esprit de transparence et qu'ils répondent aux demandes des citoyens, conformément au Partenariat pour un gouvernement ouvert (Open Government Partnership).

Le Secrétaire général de l'ONU demande aux pays qu'ils enclenchent une révolution des données en appui du développement durable. Les nouvelles formes de « Big Data » devraient être exploitées pour créer de nouveaux moyens rentables de suivi participatif. Les entreprises devraient mesurer leur performance et suivre leurs contributions par rapport à des indicateurs comme ceux du SDG Compass [58]. La société civile et les organisations universitaires devraient, de même, cartographier leurs contributions, identifier les domaines d'action prioritaires et distribuer les rôles en fonction de leurs forces et de leurs expertises respectives.

UN PHOTO/CIA PAK

RÉFÉRENCES

1 « 2013 Millennium Development Goal Progress Index – Get the Data », The Guardian, Poverty Matters Blog, 29 mai 2013. Voir : https://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2013/may/29/.

2 Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, Union africaine, Banque africaine de développement et PNUD, Rapport OMD 2014 : Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, Addis-Abeba, Éthiopie, 2014. Voir : http://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/MDG_Africa_Report_2014_FR.pdf?download

3 Nations Unies, Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015, New York, 2015. Voir : http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf.

4 PNUD, Rapport sur le développement humain 2015, New York, 2015. Voir : http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report.pdf.

5 John McArthur, « 15 million success stories under the Millennium Development Goals », Brookings Institute, 24 septembre 2015. Voir : https://www.brookings.edu/blog/up-front/2015/09/24/15-million-success-stories-under-the-millennium-development-goals.

6 La Banque Mondiale, Objectifs du Millénaire pour le développement. Voir : http://www5.banquemondiale.org/omd/

7 PNUD, « Renforcer l'esprit d'entreprise des femmes rurales au Népal », blog sur le développement durable. Voir : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/ourwork/ourstories/nepal--boosting-entrepreneurship-among-poor-rural-women-.html.

8 PNUD, Rapport sur le développement humain 2015, New York, 2015. Voir : http://hdr.undp.org/sites/default/files/fr_hdr_2015_1021_web.pdf.

9 OIT, Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde, Genève, 2015. Voir : http://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2015/lang--fr/index.htm.

10 PNUD, L'humanité divisée : Combattre les inégalités dans les pays en développement, New York, 2014. Voir : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/poverty-reduction/humanity-divided--confronting-inequality-in-developing-countries.html.

11 Elizabeth Stuart et al, Leaving no one behind: A critical path for the first 1000 days of the SDGs, Londres, Overseas Development Institute, 2016. Voir : https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/10692.pdf.

12 Équipe d'appui technique du système des Nations Unies en appui du Groupe de travail en appui de l'Assemblée générale, « Compendium of TST issues Briefs », 2014. Voir : https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=400&nr=1554&menu=1561.

13 Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), The Land in Numbers: Livelihoods at a Tipping Point, Bonn, Allemagne, 2014. Voir : http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/Land In Numbers web.pdf.

14 Groupe de réflexion des Nations Unies sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, Millennium Development Goal 8 Taking Stock of the Global Partnership for Development, New York, 2015. Voir : http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/MDG Gap 2015 E web.pdf.

15 Nations Unies, « Addendum 2013 aux directives concernant les rapports des pays sur les OMD », GNUD – Note d'orientation, mai 2013 Voir : http://www.undp.org/content/dam/undp/library/MDG/Addendum2013_FRENCH_draft3.pdf?download

16 PNUD Bureau indépendant d'évaluation, « The Role of UNDP in Supporting National Achievement of the MDGs », mai 2015. Voir : http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/mdg.shtml.

17 Moizza Binat Sarwar, National MDG implementation: lessons for the SDG era, Overseas Development Institute Working Paper 428, Londres, novembre 2015. Voir : https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/10003.pdf.

18 Varun Gauri, "MDGs that nudge: the Millennium Development Goals, popular mobilization, and the post-2015 development framework", Policy Research working paper, no. WPS 6282, Banque mondiale, Washington D C, 2012. Voir : http://documents.worldbank.org/curated/en/383261468162862118/MDGs-that-nudge-the-Millennium-Development-Goals-popular-mobilization-and-the-post-2015-development-framework.

19 PNUD, Investir dans le développement : plan pratique de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, UN Millennium Project, 2005. Voir : http://www.unmillenniumproject.org/reports/fullreport_french.htm

20 PNUD, « The blue book: a hands-on approach to advocating for the millennium development goals », New York, 2004. Voir : http://www.mdgfund.org/sites/all/themes/custom/undp_2/docs/The%20Blue%20Book%20A%20Hands%20on%20Approach%20 to%20Advocating%20for%20the%20MDGs.pdf.

21 PNUD, « Reflections on the MDGs, and the post-2015 agenda from Europe and Central Asia », Commission économique pour l'Europe, Conférence des statisticiens européens, document de travail 3, novembre 2013. Voir : https://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/documents/ece/ces/ge.15/2013/WP3_UNDP_En.pdf.

22 Ethiopia National Planning Commission and the United Nations in Ethiopia, MDG Report 2014 Ethiopia, Addis-Abeba, Éthiopie, 2015. Voir : http://www.et.undp.org/content/ethiopia/en/home/library/mdg/EthiopiaMDG2014.html

23 PNUD Bureau indépendant d'évaluation, « The Role of UNDP in Supporting National Achievement of the MDGs », mai 2015. Voir : http://web.undp.org/evaluation/evaluations/thematic/mdg.shtml.

24 PNUD, « Reflections on the MDGs, and the post-2015 agenda from Europe and Central Asia », Commission économique pour l'Europe, Conférence des statisticiens européens, document de travail 3, novembre 2013. Voir : https://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/documents/ece/ces/ge.15/2013/WP3 UNDP En.pdf.

25 PNUD, « Accélérer les progrès, pérenniser les résultats », 2013. Voir : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/mdg/accelerating-progress--sustaining-results.

26 Ghana Development Planning Commission et Nations Unies, « Ghana Millennium Development Goals National MDG Report 2015 Report ». Voir : http://www.gh.undp.org/content/dam/ghana/docs/Doc/Inclgro/UNDP_GH_2015%20Ghana%20MDGs%20Report.pdf.

27 Ministère pakistanais de la Planification, du Développement et de la Réforme, « Pakistan Millennium Development Goals Report 2013 ». Voir : http://www.pk.undp.org/content/dam/pakistan/docs/MDGs/MDG2013Report/UNDP-Report13.pdf.

28 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), World Economic and Social Survey 2014/2015015 Learning from national policies supporting MDG implementation 2015 (New York, 2016). Voir : http://www.un.org/en/development/desa/policy/wess/wess_archive/2015wess_full_en.pdf.

29 PNUD, "Case Studies of Sustainable Development in Practice Triple Wins for Sustainable Development", 2012. Voir : http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Cross-Practice%20generic%20theme/Triple-Wins-for-Sustainable-Development-web.pdf.

30 Bangladesh Planning Commission, « Millennium Development Goals, Bangladesh Progress Report 2015 ». Voir : http://www.plancomm.gov.bd/wp-content/uploads/2015/09/MDGs-Bangladeh-Progress-Report-PDF Final September-2015.pdf.

31 Ministère ougandais des Finances, de la Planification et du Développement économique et PNUD, « Millennium Development Goals Report for Uganda 2015 ». Voir : http://www.finance.go.ug/index.php?option=com_docman&Itemid=7&task=doc_download&gid=467. Rapport OMD 2015 Ouganda.

32 PNUD, « Reflections on the MDGs, and the post-2015 agenda from Europe and Central Asia », Commission économique pour l'Europe, Conférence des statisticiens européens, document de travail 3, novembre 2013. Voir : https://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/documents/ece/ces/ge.15/2013/WP3 UNDP En.pdf.

33 Bureau de l'assistant spécial principal auprès du Président du Nigéria chargé des objectifs du Millénaire pour le développement, "Millennium Development Goals, End-point Report 2015". Voir : http://www.ng.undp.org/content/dam/nigeria/docs/MDGs/Nigeria_MDG_Report%202015%20Full%20Report.pdf.

34 Pérou, Présidence du Conseil des ministres, Peru: Tercer Informe Nacional de Cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo del Milenio, Lima 2013. Voir : http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/mdg/mdg-reports/lac-collection.html.

35 Commission sur la croissance et le développement, The Growth Report, Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development, la Banque Mondiale, Washington D.C. 2008. Voir : https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/6507/449860PUB0Box3101OFFICIAL0USE0ONLY1.pdf

36 Bhavna Sharma, "Voice, Accountability and Civic Engagement, a Conceptual Overview" Overseas Development Institute, 2008. Voir : http://www.undp.org/content/dam/undp/documents/partners/civil_society/publications/2008_UNDP_Voice-Accountability-and-Civic-Engagement_EN.pdf.

37 Groupe des Nations Unies pour le développement, « Mainstreaming the 2030 Agenda for Sustainable Development », 2015 Voir :

https://undg.org/wp-content/uploads/2015/10/Mainstreaming-the-2030-Agenda-UNDG-Interim-Reference-Guide-to-UNCTs-7-October-2015.pdf.

38 CEB MDG Acceleration Review "Observations and lessons learned from the CEB MDG Acceleration Review exercise: Ten key takeaways" n.p. novembre 2015.

39 Ministère des Finances de la Tanzanie, "Country Report on the Millennium Development Goals", 2014. Voir : http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/mdg/mdg-reports/africa-collection.html.

40 The Phillipines, National Economic Development Authority (NEDA), The Philippines Fifth Progress Report Millennium Development Report 2014 (Manille, 2014). Voir : http://www.neda.gov.ph/2014/08/19/philippines-fifth-progress-report-millennium-development-goals-executive-summary/

41 PNUD, Millennium Development Goals: Localization Toolkit, 2005. Voir : http://www.undp.org/content/undp/en/home/ librarypage/capacity-building/toolkit-for-localising-the-millennium-development-goals-mdgs.html.

42 John McArthur, « Own the Goals: What the Millennium Development Goals Have Accomplished » Brookings Institute, février 2013. Voir : https://www.brookings.edu/articles/own-the-goals-what-the-millennium-development-goals-have-accomplished/.

43 PNUD, « Strengthening Development Cooperation in Support of the 2030 Agenda for Sustainable Development », Discussion Paper, novembre 2015. Voir : http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2015/12/UNDP-Discussion-Paper_Final.pdf.

44 Brenda Killen, « How Much Does Aid Effectiveness Improve Development Outcomes? Lessons from Recent Practice », OECD, Busan Background Papers, 2011. Voir : http://www.oecd.org/development/effectiveness/48458806.pdf.

45 Erik Solheim et Angel Gurría, « Making the Most of Aid », avril 2015. Voir : https://www.project-syndicate.org/commentary/development-aid-new-channels-by-angel-gurria-and-erik-solheim-2015-0443.

46 PNUD, Évaluation internationale : Que faut-il faire pour atteindre les OMD ?, New York, 2010. Voir : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/mdg/international-assessment---english-full-version.html.

47 PNUD, « Strengthening Development Cooperation in Support of the 2030 Agenda for Sustainable Development », Discussion Paper, novembre 2015. Voir : http://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2015/12/UNDP-Discussion-Paper_Final.pdf.

48 Groupe des Nations Unies pour le développement, « Mainstreaming the 2030 Agenda for Sustainable Development », 2015 Voir : https://undg.org/wp-content/uploads/2015/10/Mainstreaming-the-2030-Agenda-UNDG-Interim-Reference-Guide-to-UNCTs-7-October-2015.pdf.

49 Gouvernement du Belize et PNUD, « Millennium Development Goals Report and post 2015 Agenda, Belize 2013 », Voir : http://www.undp.org/content/undp/fr/home/librarypage/poverty-reduction/humanity-divided--confronting-inequality-in-developing-countries.html

50 Celia M Reyes et al, « Community Based Monitoring System: A Tool to Fight Poverty », n.d. Voir : http://www.pep-net.org/sites/pep-net.org/files/typo3doc/pdf/CBMS-GRB/METHODOLOGY WORKSHOPS/Tool fight.pdf.

51 GNUD, « The Sustainable Development Goals are Coming to Life », 2016. Voir : https://undg.org/wp-content/uploads/2016/07/SDGs-are-Coming-to-Life-UNDG.pdf.

52 Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR). Rendre le développement durable : l'avenir de la réduction des risques de catastrophe. Bilan mondial sur la réduction du risque de catastrophe. 2015 juin 1948, Genève : Voir : http://www.preventionweb.net/english/hyogo/gar/2015/en/gar-pdf/GAR2015_FR.pdf.

53 Stephane Hallegatte et al., Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty. Climate Change and Development, Banque mondiale, Washington, DC, 2016. Voir : https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22787.

54 Groupe de la Banque mondiale et Fonds monétaire international « Global Monitoring Report 2015/16: Development Goals in an Era of Demographic Change », Development Committee, septembre 2015. Voir : http://siteresources.worldbank.org/DEVCOMMINT/Documentation/23689858/DC2015-0006(E)GMR.pdf.

55 PNUD Rapport sur le développement humain 2009 Lever les barrières : Mobilité et développement humains, New York, 2009. Voir : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2009_fr_complete.pdf

56 Emily O'Brien and Richard Gowan Sept 2012, « What makes International Agreements Work: Defining Factors for Success » Center on International Cooperation, Overseas Development Institute and New York University. Voir : https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7839.pdf.

57 Richard Jolly et al, UN Contributions to Development Thinking and Practice, UN Intellectual History Project Series, Indiana University Press, 2004.

58 Réseau des Nations Unies pour le développement durable « Getting Started with the Sustainable Development Goals. » Voir : http://unsdsn.org/ wp-content/uploads/2015/12/151211-getting-started-guide-FINAL-PDF-.pdf.

ANNEXE 1. RAPPORTS NATIONAUX SUR LES OMD CONSULTÉS POUR CE RAPPORT

AFRIQUE	
1	Cabo Verde 2015
2	Érythrée 2014 (Santé)
3	Éthiopie 2014
4	Gambie 2015
5	Ghana 2015
6	Guinée 2014
7	Kenya 2013
8	Lesotho 2013
9	Malawi 2014
10	Mali 2015
11	Maurice 2013
12	Niger 2014
13	Nigéria 2015
14	Nigéria 2013
15	Rwanda 2013
16	Seychelles 2013
17	Afrique du Sud 2013
18	Tanzanie 2014
19	Ouganda 2013

ÉTATS ARABES	
20	Iraq 2013
21	2013 Liban
22	Arabie saoudite 2013
23	Tunisie
ASIE ET PACIFIQUE	
24	Bangladesh 2015
25	Bangladesh 2013
26	Cambodge 2013
27	Chine 2015
28	Chine 2013
29	RDP lao 2015
30	RDP lao 2013
31	Népal 2013
32	Pakistan 2013
33	Philippines 2014
34	Sri Lanka 2014
35	Vietnam 2013

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	
36	Belize 2013
37	Bolivie 2013
38	Colombie 2014
39	République dominicaine 2015
40	République dominicaine 2013
41	El Salvador 2013
42	Haïti 2013
43	Mexique 2013
44	Panama 2014
45	Pérou 2013
46	Uruguay 2013
47	Venezuela 013
EUROPE ET LA CEI	
48	Bosnie-Herzégovine 2013
49	Kirghizistan 2013
50	Monténégro 2013
51	Moldova 2013
52	Serbie 2013

ANNEXE 2. OBJECTIFS, CIBLES ET INDICATEURS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

OBJECTIFS ET CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI DES PROGRÈS ACCOMPLIS
Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	
Cible 1.A : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour	1.1 Proportion de la population disposant de moins de 1,25 dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (PPA) 1.2 Indice d'écart de la pauvreté 1.3 Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale
Cible 1.B : Assurer le plein-emploi productif et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif	1.4 Taux de croissance du PIB par personne occupée 1.5 Ratio emploi/population 1.6 Proportion de la population occupée disposant de moins de 1,25 dollar PPA par jour 1.7 Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée
Cible 1.C : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim	1.8 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans 1.9 Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous	
Cible 2.A : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires	2.1 Taux net de scolarisation dans le primaire 2.2 Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui terminent l'école primaire 2.3 Taux d'alphabétisation des 15 -24 ans, femmes et hommes
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	
Cible 3.A : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard	3.1 Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur 3.2 Proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole 3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national
Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans	
Cible 4.A : Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans 4.2 Taux de mortalité infantile 4.3 Proportion d'enfants d'1 an vaccinés contre la rougeole

OBJECTIFS ET CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI DES PROGRÈS ACCOMPLIS
Objectif 5. Améliorer la santé maternelle	
Cible 5.A : Réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle	5.1 Taux de mortalité maternelle 5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié
Cible 5.B : Rendre l'accès à la médecine procréative universelle d'ici à 2015	5.3 Taux de contraception 5.4 Taux de natalité parmi les adolescentes 5.5 Couverture de soins prénatals (au moins une visite et au moins quatre visites) 5.6 Besoins non satisfaits en matière de planification familiale
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies	
Cible 6.A : D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et commencé à inverser la tendance actuelle	6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population âgée de 15 à 24 ans 6.2 Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque 6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/sida 6.4 Taux de scolarisation des orphelins par rapport aux non-orphelins âgés de 10 à 14 ans
Cible 6.B : D'ici à 2010, assurer à tous ceux qui en ont besoin l'accès aux traitements contre le VIH/sida	6.5 Proportion de la population au stade avancé de l'infection par le VIH ayant accès à des médicaments antirétroviraux
Cible 6.C : D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes malades et commencé à inverser la tendance actuelle	6.6 Incidence du paludisme et taux de mortalité due à cette maladie 6.7 Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide 6.8 Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités au moyen de médicaments antipaludéens appropriés 6.9 Incidence, prévalence de la tuberculose et taux de mortalité due à cette maladie 6.10 Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation
Objectif 7 : Assurer un environnement durable	
Cible 7.A : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales Cible 7.B : Réduire la perte de la biodiversité et atteindre d'ici à 2010 une diminution significative du taux de perte	7.1 Proportion de zones forestières 7.2 Émissions de CO2 (total, par habitant et pour un dollar du PIB, en parité du pouvoir d'achat) 7.3 Consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone 7.4 Proportion de stocks de poissons vivant dans des milieux biologiques sains 7.5 Proportion de ressources d'eau totales utilisées 7.6 Proportion de zones terrestres et marines protégées 7.7 Proportion d'espèces menacées d'extinction
Cible 7.C : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base	7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée 7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées
Cible 7.D : Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis	7.10 Proportion de citadins vivant dans des taudis

OBJECTIFS ET CIBLES	INDICATEURS DE SUIVI DES PROGRÈS ACCOMPLIS
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	
Cible 8.A : Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire Comprend un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, au niveau tant national qu'international Cible 8.B : Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés Suppose l'admission en franchise et hors contingents des produits exportés par les pays les moins avancés, l'application d'un programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et l'annulation des dettes publiques bilatérales, ainsi que l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté Cible 8.C : Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement (en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement et les décisions issues de la vingt-deuxième session extraordinaire de l'Assemblée Générale) Cible 8.D : Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre l'endettement viable à long terme	Certains des indicateurs ci-après sont évalués séparément dans les cas des pays les moins avancés (PMA) de l'Afrique, des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement. ***Aide publique au développement (APD)*** 8.1 Montant net de l'APD totale et en faveur des pays les moins avancés, en pourcentage du revenu national brut des pays donateurs du CAD/OCDE 8.2 Proportion de l'APD bilatérale totale des pays du CAD/OCDE, par secteur, consacrée aux services sociaux de base (éducation de base, soins de santé primaires, nutrition, eau salubre et assainissement) 8.3 Proportion de l'APD bilatérale des pays du CAD/OCD qui n'est pas liée 8.4 APD reçue par les pays en développement sans littoral en pourcentage de leur produit intérieur brut 8.5 APD reçue par les petits États insulaires en développement en pourcentage de leur produit intérieur brut ***Accès aux marchés*** 8.6 Proportion du total des importations des pays développés (en valeur et à l'exclusion des armes) en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés qui sont admises en franchise de droits 8.7 Droits de douane moyens appliqués par les pays développés aux produits agricoles et textiles en provenance des pays en développement 8.8 Estimation des subventions aux produits agricoles dans les pays de l'OCDE en pourcentage de leur produit intérieur brut 8.9 Proportion de l'PD allouée au renforcement des capacités commerciales ***Viabilité de la dette*** 8.10 Nombre total de pays ayant atteint leurs points de décision et nombre total de pays ayant atteint leurs points d'achèvement (cumulatif) dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) 8.11 Allègement de la dette annoncée au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'IADM 8.12 Service de la dette, en pourcentage des exportations de biens et services
Cible 8.E : En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement	8.13 8.13 Proportion de la population pouvant se procurer les médicaments essentiels à un coût abordable et dans des conditions pouvant être maintenues durablement
Cible 8.F : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	8.14 8.14 Nombre de lignes fixes, pour 100 habitants 8.15 8.15 Nombre de lignes fixes, pour 100 habitants 8.16 8.16 Internautes (par 100 personnes)

ANNEXE 3. OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Objectif 1. Éliminer la pauvreté, sous toutes ses formes et partout dans le monde

Objectif 2. Éliminer la faim et la famine, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

Objectif 3. Donner aux individus les moyens de mener une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges

Objectif 4. Veiller à ce que tous aient accès à l'éducation et promouvoir des possibilités d'apprentissage de qualité dans des conditions équitables tout au long de la vie

Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles

Objectif 6. Garantir l'accès de tous à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

Objectif 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et renouvelables à un coût abordable

Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

Objectif 9. Mettre en place une infrastructure résistante, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Objectif 10. Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein

Objectif 11. Créer des villes et des établissements humains ouverts à tous, sûrs, résistants et durables

Objectif 12. Instaurer des modes de consommation et de production durables

Objectif 13. Prendre des mesures d'urgence pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*

Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes

Objectif 17. Revitaliser le partenariat mondial au service du développement durable et renforcer les moyens de ce partenariat

Tout le programme des ODD: http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/L.85&Lang=E

* Reconnaissant que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est le principal cadre international et inter-gouvernemental de négociation des mesures à adopter à l'échelle mondiale face aux changements climatiques.

ANNEXE 4. PAYS QUI ONT ADOPTÉ LE CADRE D'ACCÉLÉRATION DE LA RÉALISATION DES OMD

Des plans d'action accélérés ont été achevés, préparés ou sont en suspens dans les pays suivants:

AFRIQUE: Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Côte d'Ivoire, Éthiopie (niveau infranational), République démocratique du Congo, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Togo, Uganda et Zambie**;**

ÉTATS ARABES: Jordanie

ÉTATS D'ASIE ET DU PACIFIQUE: Bangladesh (Chittagong Hill Tracts- CHT), Bhoutan, Cambodge, Indonésie (niveau infranational), RDP lao, Népal, Pakistan, Philippines (niveau infranational), PNG, Tonga, Tuvalu et Vanuatu;

EUROPE ET LA COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS: Arménie, Kirghizistan, Moldova, Monténégro, Tadjikistan et Ukraine:

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES: Belize, Colombie (niveau infranational : 4 provinces et 2 territoires), Costa Rica, Dominique, République dominicaine, El Salvador, Grenade, Guyana, Jamaïque, Mexique et Pérou.

Programme des Nations Unies pour le Développement
One United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

Pour de plus amples informations:
www.undp.org

Au service des peuples et des nations